



National Library of Canada
Collections Development Branch

Canadian Theses on
Microfiche Service

Bibliothèque nationale du Canada
Direction du développement des collections

Service des thèses canadiennes
sur microfiche

NOTICE

The quality of this microfiche is heavily dependent upon the quality of the original thesis submitted for microfilming. Every effort has been made to ensure the highest quality of reproduction possible.

If pages are missing, contact the university which granted the degree.

Some pages may have indistinct print especially if the original pages were typed with a poor typewriter ribbon or if the university sent us a poor photocopy.

Previously copyrighted materials (journal articles, published tests, etc.) are not filmed.

Reproduction in full or in part of this film is governed by the Canadian Copyright Act, R.S.C. 1970, c. C-30. Please read the authorization forms which accompany this thesis.

**THIS DISSERTATION
HAS BEEN MICROFILMED
EXACTLY AS RECEIVED**

AVIS

La qualité de cette microfiche dépend grandement de la qualité de la thèse soumise au microfilmage. Nous avons tout fait pour assurer une qualité supérieure de reproduction.

S'il manque des pages, veuillez communiquer avec l'université qui a conféré le grade.

La qualité d'impression de certaines pages peut laisser à désirer, surtout si les pages originales ont été dactylographiées à l'aide d'un ruban usé ou si l'université nous a fait parvenir une photocopie de mauvaise qualité.

Les documents qui ont déjà l'objet d'un droit d'auteur (articles de revue, examens publiés, etc.) ne sont pas microfilmés.

La reproduction, même partielle, de ce microfilm est soumise à la Loi canadienne sur le droit d'auteur, SRC 1970, c. C-30. Veuillez prendre connaissance des formules d'autorisation qui accompagnent cette thèse.

**LA THÈSE A ÉTÉ
MICROFILMÉE TELLE QUE
NOUS L'AVONS REÇUE**

L'INTÉGRATION REGIONALE, L'INTERNATIONALISATION DU CAPITAL,
ET LA PROGRAMMATION SECTORIELLE: UNE ÉTUDE COMPARATIVE DES
EXPÉRIENCES DE L'ASSOCIATION DES NATIONS DE L'ASIE DU SUD-
EST (ANASE) ET DU GROUPE ANDIN .

par

MARC LAROCHELLE, B.A.

Thèse présentée à l'Ecole des Etudes supérieures et de la
Recherche en vue de l'obtention de la maîtrise ès arts
(science politique).

Ottawa, Canada, 1980

TABLE DES MATIERES

Introduction: <u>l'approche théorique du travail</u>	p. 1
CHAPITRE 1: <u>Les éléments théoriques</u>	p. 4
A- La théorie politique de l'intégration régionale Quelques éléments importants...	p. 4 p. 4
B- La théorie de l'internationalisation du capital	p.14
I- L'internationalisation de la mise en valeur du capital	p.14
a) Le procès de la valorisation du capital individuel	p.15
b) Le capital social	p.18
II- Les trois cycles d'internationalisation de mise en valeur du capital	p.19
a) L'internationalisation du cycle de mise en valeur du capital-marchandise (M...M')	p.19
b) L'internationalisation du cycle du capital-argent (A...A')	p.20
c) L'internationalisation du cycle du capital-productif (P...P')	p.20
III- Le concept de "branche"	p.22
IV- Le concept de "section"	p.24
C- Conclusion	p.26
NOTES DU CHAPITRE 1	p.29
CHAPITRE 2: <u>L'Association des Nations de l'Asie du Sud-Est: une expérience asiatique d'intégration régionale</u>	p.33
A- Introduction	p.33
B- La coopération économique régionale et l'ANASE	p.34
I- La situation régionale	p.34
II- La diversité d'attitudes politiques	p.36

III- Une intégration de type partiel	p.38
IV- Problèmes de l'intégration au niveau de l'ANASE	p.40
V- La coopération industrielle	p.45
C- Un cas d'internationalisation du capital-argent japonais	p.57

NOTES DU CHAPITRE 2 p.64

CHAPITRE 3: Le Groupe Andin: une expérience latino-américaine d'intégration régionale

A- Introduction	p.69
B- La Coopération politico-économique régionale et le Groupe Andin	p.71
I- La libéralisation du commerce intra-régional	p.72
II- Une intégration de type étendu	p.75
III- La Coopération industrielle (la programmation sectorielle)	p.75
IV- Quelques problèmes entourant la programmation sectorielle	p.78
V- Le cas de la dissension équatorienne...	p.85
VI- La politique des tarifs par programmes sectoriels	p.90
VII- Un programme automobile véritablement accepté	p.95
C- Un cas d'internationalisation du capital-productif dans la région andine	p.97

NOTES DU CHAPITRE 3 p.103

CHAPITRE 4: La branche pétrochimique et l'internationalisation du capital face à l'ANASE et le Groupe Andin: une étude de quelques projets pétrochimiques

A- La pétrochimie et l'ANASE	p.108
I- Les raisons de l'internationalisation	p.108

II- L'internationalisation du capital, l'intégration régionale et les Etats-nations en cause	p.113
B- La pétrochimie et le Groupe Andin	p.118
I- Les raisons de l'internationalisation	p.118
II- Un contrôle technico-économique allant aux filières de branches internationalisées	p.122
C- Conclusion	p.123
NOTES DU CHAPITRE 4	p.126
CONCLUSION GENERALE: <u>Synthèse comparative concernant des résultats importants de notre étude</u>	p.129
NOTES DE LA CONCLUSION	p.138
SOURCES BIBLIOGRAPHIQUES	p.139

Introduction: l'approche théorique du travail

Le présent travail a pour objet d'approfondir des aspects de l'intégration régionale,¹ dont notamment la programmation sectorielle, en intégrant la dimension de l'internationalisation du capital dans l'analyse de l'intégration régionale.² Notre analyse portera ici sur les expériences de l'Association des Nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE) et du Groupe Andin, ces régions intégrées ayant adopté toutes deux une coopération industrielle dans le cadre de l'intégration régionale.

A notre connaissance, l'approche théorique employée ici est originale. Car il s'agirait là d'un premier effort dans le sens d'une synthèse théorique et empirique concernant les phénomènes d'internationalisation du capital et d'intégration régionale. Une des questions importantes que nous serons amenés à nous poser consistera à savoir si l'intégration régionale de la production, par l'entremise d'une programmation régionale de secteurs industriels choisis (pétrochimie, sidérurgie, etc.), n'est pas elle-même dépendante de l'internationalisation de la production, ou internationalisation du capital productif.

Il ne faudrait pas confondre notre approche avec une certaine analyse qui consiste à opposer une intégration régionale du marché à l'intégration "externe" au commerce internationale entre les entreprises transnationales, ou entre les pays du centre et ceux de la périphérie.³ Puisque notre

approche vise surtout à opposer le phénomène d'intégration régionale de la production à celui d'internationalisation de la production. L'intégration du marché aura donc ici une importance relativement secondaire dans l'exposé, et ne servira que comme indice descriptif du niveau d'intégration régionale atteint.

Dans son livre intitulé Le nouvel Etat industriel, John Kenneth Galbraith affirmait:

Depuis que l'humanité existe -et des philosophes aussi différents que Marx et Alfred Marshall s'accordent sur ce point- on peut dire que l'intérêt politique et le conflit politique ont leur source⁴ dans l'intérêt économique et le conflit économique.

Ceci dit, notre approche visera à trouver la source des intérêts politiques et de certains conflits politiques au sein de la région intégrée, en traitant des intérêts économiques et des conflits économiques, lesquels relèvent en grande partie de l'internationalisation du capital. Pour en arriver à cette fin, nous emprunterons la méthode proposée par Palloix, à savoir sa schématisation du capital internationalisé, son "découpage" du mode d'organisation capitaliste de la production etc.⁵ Et nous analyserons les prises de positions politiques concernant l'intégration régionale à la lumière d'une étude des diverses stratégies industrielles capitalistes, tels l'import-substitution, etc.

Sans plus tarder, commençons dès maintenant à exposer les théories de l'intégration régionale et de l'internationalisation du capital, afin d'en dégager les outils d'analyse

nécessaires à notre recherche sur l'Association des Nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE) et le Groupe Andin.

NOTES

- 1- Kahnert définit l'intégration régionale comme suit: "Par intégration, on entend ici un processus permettant de faire disparaître progressivement entre deux ou plusieurs pays en voie de développement, les discriminations qui existent aux frontières des nations." voir Kahnert et al., Intégration économique entre pays en voie de développement, Paris, OCDE, 1969, p. 11. Au niveau d'un marché régional, cela se traduit par une libéralisation de l'échange ; alors qu'au niveau d'une production régionale, cela se traduit par une programmation sectorielle visant l'égalisation des conditions de production entre les pays membres.
- 2- L'internationalisation du capital désigne la délocalisation internationale du capital.
- 3- On retrouve ce genre d'analyse dans Rodolphe De Koninck et Claude Comtois, "L'accélération de l'intégration du commerce extérieur des pays de l'ASEAN au marché mondial" in Etudes internationales, Vol. XI, No. 1, Mars 1980, pp. 43-63; et sur les entreprises transnationales, dans Constantine Vaitsos, Regional integration cum/versus Corporate Integration, A Review on the Motives, Conduct and implications of Transnational Enterprises in Regional Economic Cooperation Processes Among Developing Countries, New York, United Nations Center on Transnational Corporations, 1979.
- 4- John Kenneth Galbraith, Le Nouvel Etat industriel, Essai sur le système économique américain, Traduit de l'anglais par J.-L. Crémieux-Brilhac et Maurice Le Nan, Paris, Gallimard, 1967, p. 326
- 5- Cf. par exemple, Christian Palloix, L'internationalisation du capital, Paris, François Maspéro, 1975, 203 p.

CHAPITRE 1

Les éléments théoriques:A- La théorie politique de l'intégration régionale:

Nous chercherons ici à saisir l'évolution de la théorie politique de l'intégration régionale en traçant un parallèle entre d'une part, l'évolution de la théorie en question, et d'autre part, l'évolution du concept de dépendance par rapport aux politiques économiques proposées, à savoir l' import-substitution, l'intégration de la production etc.

Le point d'aboutissement de notre chapitre sera la théorie de l'intégration régionale "dirigiste", laquelle se caractérise par une utilisation de mécanismes tels que la planification régionale comprenant une programmation sectorielle de l'industrialisation. L'approche employée dans notre étude de la théorie politique de l'intégration régionale sera singulière. Puisque notre analyse tentera de faire un lien, à la manière heuristique, entre les concepts d'intégration régionale et de dépendance, par rapport à la politique d' import-substitution, laquelle est remise en question par les tenants d'une politique économique d'industrialisation orientée vers l'exportation.¹ Exposons maintenant les éléments théoriques de la théorie d'intégration régionale.

Quelques éléments importants de la théorie politique de l'intégration régionale:

La théorie politique de l'intégration régionale découle du fait que l'intégration économique régionale, susceptible

de contribuer au développement, a des implications politiques évidentes,² notamment en ce qui a trait aux politiques comprises dans le schéma d'intégration.

Or, pour que l'intégration économique régionale puisse contribuer au développement, lequel implique généralement l'industrialisation, il est impérieux que l'intégration économique régionale fasse l'objet de politiques économiques d'industrialisation coordonnant de façon optimale la production et la circulation des marchandises.

Une de ces politiques économiques est sans contredit la politique d'import-substitution. Promue dès la 2ème Guerre Mondiale, cette politique fut adoptée, à des degrés divers, par maints pays en voie de développement.³ Grâce à une protection tarifaire élevée, l'import-substitution visait à déplacer la production et la circulation des simples biens de consommation vers des biens plus "sophistiqués".⁴ L'on visait dès lors à ce que les biens de consommation soient importés de façon relativement restreinte, afin de permettre des importations croissantes de biens de production.⁵ Et par ces importations de biens de production, nécessaires pour la manufacture de biens de consommation plus "sophistiqués", l'on souhaitait réduire la détérioration des termes de l'échange avec les pays industrialisés, laquelle se traduisait par une détérioration relative des prix des matières premières produites dans les pays sous-développés, face aux prix des produits manufacturés venant des pays développés.⁶

Il s'ensuivait une certaine conception de la dépendance selon laquelle il y aurait une relation de dépendance résultant du fait que les pays sous-développés gagnaient la plupart de leur revenu de commerce extérieur par le biais d'une exportation de matières premières au monde développé, alors que le revenu gagné de cette façon par le commerce extérieur devait servir à financer l'importation de biens de production venant des pays plus industrialisés. Une relation de dépendance qui, selon Sloan, devait être perpétuée par la détérioration de l'échange entre d'une part, les matières premières des pays sous-développés, dont les prix restent stagnants; et d'autre part, les biens de production provenant des pays extérieurs, plus développés, et dont les prix auraient tendance à monter constamment.⁷

Pour les tenants de cette conception de la dépendance, l'intégration économique régionale devait permettre de réduire cette relation de dépendance en aidant chaque pays membre de la région intégrée d'exporter des biens manufacturés - d'abord des biens de consommation, puis éventuellement des biens de production - vers les pays voisins.⁸ Dès lors, les bénéficiaires d'un développement régional ne dépendraient plus de l'exportation d'une ou deux matières premières à un ou deux pays industrialisés.⁹ Et la politique économique idéale pour en arriver à cette fin serait d'instaurer une substitution des importations au niveau régional, laquelle viserait, comme nous l'avons mentionné, la production de biens de consommation

et éventuellement la production de biens de production, lesquels pourront être exportés. On comprend dès lors pourquoi Kahnert insiste tant sur l'importance de la substitution des importations:

L'intégration économique a pour raison d'être essentielle d'accroître les possibilités de substitution aux importations.¹⁰ (souligné par M.L.)

En fait, comme le dénote Lynn Krieger Mytelka, cette substitution des importations au niveau de l'intégration régionale était posée comme l'une des alternatives pour parer à la détérioration des termes de l'échange entre pays développés et les pays sous-développés, l'autre alternative étant la substitution des importations au niveau d'un marché national.¹¹ Et par la politique de substitution des importations au niveau régional, l'on croyait que les pays du Tiers Monde s'approprieraient des bénéfices découlant des progrès technologiques, en créant une industrie de remplacement des importations et en la doublant d'une expansion commerciale.¹²

En instaurant une politique de substitution des importations au niveau régional, l'on évitait, au reste, les désavantages d'une substitution des importations au niveau national, lesquels concernaient notamment l'exigüité du marché national par rapport à celui d'une région intégrée et la moins grande possibilité de concurrence résultant du caractère "fermé" (inward-looking) du marché national protectionniste de substitution des importations. La substitution régionale des importations adoptant la forme de

l'intégration économique régionale, il s'ensuivrait que la région se caractérise à l'extérieur par un tarif extérieur commun, alors qu'à l'intérieur de la région, il s'exerce une libéralisation des échanges entre les pays de la région intégrée, d'où l'éventualité d'une spécialisation multinationale de la production parmi les pays membres de la région.

Cette libéralisation de l'échange au sein de la région intégrée implique toutefois certaines pertes de revenus résultant des tarifs douaniers exercés entre les pays de la région avant le processus d'intégration régionale. Alors que par ailleurs, des pôles de croissance avaient tendance à se constituer dans les pays plus développés de la région, lesquels sont plus aptes de bénéficier des avantages d'un marché élargi par l'intégration régionale. Ce phénomène, dénommé "polarisation" par les théoriciens de l'intégration régionale, pouvait menacer la viabilité même du processus d'intégration régionale, laquelle fait appel à la libéralisation de l'échange au niveau régional. À cet effet, Eduardo Lizano note qu'il faut éviter le danger d'une "polarisation qui concentrerait les avantages dans un petit nombre seulement de pays membres, car dans ce cas les autres pays n'auraient pas intérêt à faire partie de la zone."¹³ Tandis qu'Hazelwood trouve que la polarisation du "développement" dans certains pays membres d'une région intégrée est le plus grand obstacle à la viabilité d'une union douanière de type "laissez faire".¹⁴

En additionnant la perte de revenus douaniers au

phénomène de polarisation en faveur des pays plus développés de la région, les pays les moins développés pouvaient se montrer insatisfaits d'un tel arrangement régional. Il fallait donc "corriger" la distribution inégale des coûts et des bénéfices relevant d'un système d'intégration régionale de type "laissez-faire". Pour certains théoriciens de l'intégration (Axline et Mytelka par exemple) une solution corrective, d'ordre politique, se trouvait dans l'adoption de mesures politiques à caractère "dirigiste": la planification d'un développement régional et le contrôle des investissements.¹⁵ En adoptant ces mesures, le système d'intégration devenait par le fait même "dirigiste" dans l'approche adoptée, et dès lors n'appartiendrait plus au type "laissez-faire" d'intégration.

Entretiens, une nouvelle conception de la dépendance commençait à se développer dans la pensée politico-économique en Amérique Latine et aux Caraïbes.¹⁶ De plus en plus, l'on s'écartait de l'idée "selon laquelle la dépendance se définit essentiellement par rapport à l'étranger et comme la nécessité d'avoir recours aux éléments suivants: les marchés, les capitaux, la technologie et les compétences de l'étranger."¹⁷ Dorénavant, la dépendance serait plutôt définie "comme un processus conditionnant les structures économiques et sociales au moyen des éléments que nous venons d'énumérer."¹⁸ Ce processus impliquerait, selon Brewster, la disparité croissante entre d'une part, la structure de la demande dans le pays

dépendant, et d'autre part, la structure des ressources en usage à l'intérieur du même pays (domestic resource use). Il s'ensuivrait un manque d'interdépendance entre les fonctions du système économique, d'où "l'absence d'une dynamique interne permettant au système économique de fonctionner comme une entité autonome."¹⁹ En réalité, cette nouvelle conception de la dépendance visait à "expliquer" certaines conséquences fâcheuses de l'industrialisation par invitation, telle que préconisée par Prebisch, etc.²⁰ Ces conséquences concernaient: 1) l'énormité du coût d'opération de cette politique, 2) la dépendance vis-à-vis de la technologie importée, 3) un produit technologique inadapté aux goûts et au niveau de revenus des pays sous-développés, accentuant par le fait même les inégalités existant dans la répartition des revenus, 4) la technologie inadaptée au marché de la main-d'oeuvre des pays en voie de développement.²¹

Mais, à notre avis, la source de ces maux provient en partie d'une stratégie capitaliste dite d'import-substitution, à la base de l'industrialisation par invitation.²²

Comme l'affirme Palloix, cette stratégie d'import-substitution vise l'extension du revenu capitaliste, tout en suscitant la production de produits sophistiqués dans l'attente d'un élargissement hypothétique du marché.²³ Or, ces produits sophistiqués, provenant d'une production de type capitaliste, ne répondent souvent pas aux besoins d'une

population dont les coutumes pré-capitalistes persistent dans la formation sociale sous-développée. Il s'ensuit que seules quelques classes privilégiées de gens jouissent d'une consommation de produits sophistiqués, laquelle est "essentiellement conditionnée par l'effet de démonstration du mode de vie des pays plus développés."²⁴ D'où l'explication du phénomène noté par Brewster, à savoir que la structure de la demande répond mal à la structure des ressources en usage du pays dépendant. D'où aussi l'explication du point no. 3, selon lequel le produit technologique est inadapté aux goûts de la majorité des gens du pays. Le marché étant insuffisamment élargi pour soutenir une production continue de produits sophistiqués, on assiste dès lors à un ralentissement de la production qui, en étant doublé d'un choix de technologie très spécialisée, répond mal aux exigences du marché de la main-d'oeuvre des pays en voie de développement.

Quant au problème technologique, il se retrouve au niveau des autres points mentionnés plus haut. Par exemple, le point no. 1 concernant l'énormité des coûts d'opération découlerait, entre autres choses, de l'importance des coûts directs des importations de technologie.²⁵ On comprend dès lors pourquoi des théoriciens de l'intégration régionale se sont particulièrement attardés au problème technologique.²⁶ Au niveau des expériences concrètes, l'on assistait même à l'avènement de mesures visant le contrôle de la technologie (cf. Décision 24 de l'Accord de Carthagène) au niveau

du Groupe Andin. Mais il faut remarquer que l'on ne s'attaquait pas radicalement à la stratégie capitaliste d'import-substitution, laquelle subsiste, comme nous le verrons, au niveau de la région intégrée andine. Et nous remarquerons, au surplus, que le Groupe Andin favorisa l'essor d'industries où prédominent une filière technique internationalisée, notamment au niveau du programme sectoriel pétrochimique par exemple. D'où évidemment la possibilité d'une dépendance externe à l'égard de la filière technique internationalisée.

Une idéologie, véhiculée par Brewster et Thomas, veut que l'implantation de ces industries permettrait une intégration régionale de la production, de type dirigiste, créant ainsi des industries de base dans la région, tout en constituant au niveau des projets spécifiques une politique combinant des ressources régionales pour satisfaire aux besoins régionaux.²⁷ Ce qui équivaut à résoudre la disparité entre d'une part, la structure de la demande résultant des besoins régionaux, et d'autre part, la structure de l'utilisation des ressources régionales. D'où, si on se réfère à la nouvelle conception de dépendance, élaborée par Brewster, une réduction de la dépendance au sein des formations sociales de la région intégrée. Au reste, Axline considère que cette réduction de la dépendance constitue un des éléments présents dans une planification régionale,²⁸ à la base de l'intégration régionale de la production. Et cette planification, précise Axline, impliquerait un rapatriement du contrôle régional sur les

ressources locales.²⁹

Notre thèse visera à remettre en question de tels arguments: primo, en démontrant que la coopération industrielle régionale, qu'elle relève d'une substitution "classique" des importations ou d'une intégration "dirigiste" de la production, répond essentiellement aux besoins spécifiques caractérisant les exigences de mise en valeur du capital internationalisé provenant des formations sociales hégémoniques (Japon, Etats-Unis, etc.), les besoins régionaux étant de ce fait relativement secondaires; secundo, en montrant qu'en répondant aux besoins du capital internationalisé, ce dernier dispose encore d'une série de contrôles internationalisés importants, même dans le cas d'une intégration dirigiste censée rapatrier le contrôle régional sur les ressources locales; tertio, en montrant le caractère factice de la cohérence sectorielle de la programmation sectorielle et de la coopération industrielle, lesquelles sont aux prises avec des intérêts "nationalistes" allant à l'encontre d'une cohérence sectorielle régionale; et quarto, en mentionnant que les branches internationalisées cherchent avant tout un élargissement de l'exploitation capitaliste de la force de travail (élargissement de la plus-value) dans des branches souvent très capital-intensive (ex. pétrochimie), alors qu'il est connu que les pays membres de la région intégrée ont des réserves importantes de main-d'oeuvre ... et relativement moins de capitaux.

Passons maintenant à la théorie de l'internationalisation du capital, lequel sera conçu ici comme un rapport social, et non pas comme un facteur de production tel que l'affirment généralement les théoriciens de l'intégration régionale.³⁰

B- La théorie de l'internationalisation du capital:

L'internationalisation du capital signifie plus que la simple extension géographique spatiale du rapport social qu'est le capital, elle désigne également une tendance de plus en plus accélérée du mouvement du capital.³¹ Et comme l'affirme Palloix:

... l'internationalisation du capital n'est pas un processus qui reste en l'air; l'internationalisation est un "moment" du mouvement du capital, qui est en rapport dialectique avec les autres "moments" du capital, "régionalisation" et bases nationales du capital.³²

Cette internationalisation du capital se reflète notamment au niveau d'une internationalisation de la mise en valeur du capital. Aussi, pour y voir plus clair, étudions donc le procès d'internationalisation de la mise en valeur du capital.

1) L'internationalisation de la mise en valeur du capital:

L'internationalisation de la mise en valeur du capital découle du phénomène de valorisation du capital internationalisé. Les investissements directs par les firmes multinationales en constituent un exemple concret. Mais expliquons théoriquement en quoi consiste cette valorisation du capital.

a) Le procès de la valorisation du capital individuel:

15.

Le procès (de production) de la valorisation du capital vise la conservation et l'accroissement de la valeur qui s'avance vis-à-vis du procès de production lui-même. Ainsi, pour se mettre en valeur, le capital sous sa forme argent (A) se convertit en capital-marchandise (M), lequel comprend ici la forme de moyens de production (Mp) et de force de travail (T), les moyens de production (Mp) étant les instruments nécessaires à la production d'autres marchandises, alors que la force de travail (T) d'un homme ne consiste que dans son individualité vivante dont la valeur se mesure "d'après la valeur des marchandises nécessaires à son entretien".³³

Or, afin de convertir son capital-argent (A) en capital-productif (P), le capitaliste doit donc au préalable s'approprier d'une somme de marchandises comprenant les moyens de production (Mp) et la force de travail (T), soit $M = T + Mp$, ou plus brièvement $M \begin{Bmatrix} T \\ Mp \end{Bmatrix}$.³⁴ Ainsi donc, une somme d'argent (A) sera avancée, laquelle se divise en deux parties, dont l'une achète de la force de travail (T), l'autre achetant des moyens de production (Mp).³⁵ Ces deux séries d'achats font appel à des marchés différents, la première se situant au niveau du marché du travail, et la dernière relevant du marché des marchandises proprement dit.³⁶ L'achat des marchandises par le capital-argent se schématisera dès lors en ces termes: $A - M \begin{Bmatrix} T \\ Mp \end{Bmatrix}$.

Mais l'acte $A-M \begin{Bmatrix} T \\ M_p \end{Bmatrix}$ interrompt la circulation de la valeur-capital avancée sous forme d'argent, puisqu'on doit entrer en une consommation productive: d'une part, l'emploi de la force de travail ne peut se réaliser que dans le procès de travail, l'ouvrier ne pouvant être revendu comme marchandise; alors que d'autre part, les moyens de production ne peuvent être utilisés rentablement qu'au niveau de la production de marchandises. Il faut donc passer à une autre forme fonctionnelle du capital, à savoir le capital-productif (P). D'où la représentation $A-M \begin{Bmatrix} T \\ M_p \end{Bmatrix} \dots P$, "les points indiquant que la circulation du capital est interrompue, mais que son procès cyclique continue, du fait qu'il passe de la sphère de la circulation à la sphère de la production (P)." ³⁷

Aussi, nous pouvons dire que les "deux formes que la valeur-capital prend dans le cadre de ces deux stades de circulation sont celles de capital-argent et de capital-marchandise, alors que sa forme pendant le stade de la production est celle du capital productif." ³⁸ Et toute valeur-capital doit emprunter successivement ces trois formes de capital, à savoir le capital-argent, le capital-marchandise et le capital-productif. Sinon, comme le dénote Palloix, le capital n'est qu'un rapport formel, dépourvu de sa substance valeur. ³⁹

Du capital-productif, il en découlera la formation de nouvelles marchandises dont la valeur sera supérieure à celle des moyens de production et de la force de travail, ce

qui est possible dans la mesure où la force de travail crée une valeur supérieure à celle qui est nécessaire pour reproduire sa propre valeur. Michalet nous en fournit une illustration:

Si, pour reprendre un exemple élémentaire, la valeur de la force de travail correspond à six heures de travail (production des biens de subsistance nécessaires) et que cette force de travail est appliquée à une tâche de production pendant dix heures, elle crée une valeur supérieure à celle de la force de travail. La différence est la plus-value.⁴⁰

La plus-value est d'abord incorporée au niveau de la marchandise produite par le travailleur. La marchandise devient dès lors un capital-marchandise dont la forme d'existence fonctionnelle de la valeur-capital (M) est d'ores et déjà mise en valeur avec une plus-value additionnelle (m). Il s'ensuit que le capital marchandise contient dorénavant $M + m$, que l'on représente par M' . Donc $M + m = M'$. Ce capital-marchandise (M') sera par la suite échangé pour un équivalent en capital-argent (A') auquel se trouvera désormais incorporée la plus-value prenant cette fois sa forme argent (a). Donc $A + a = A'$. Le capital-argent obtenu (A') se trouve à être supérieur au capital-argent initial (A) ayant servi à l'achat de la force de travail (T) et des moyens de production (M_p). L'on se trouve dès lors à compléter le cycle complet du capital individuel correspondant

à la figure A-M-A' que l'on peut présenter selon la formule développée suivante:

$$A-M \left\{ \begin{matrix} T \\ M_p \end{matrix} \right. \dots P \dots \left| \begin{matrix} M' \\ = \\ M \\ + \\ m \end{matrix} \right| - \left| \begin{matrix} A' \\ = \\ A \\ + \\ a \end{matrix} \right|$$

41

Voilà pour le cycle du capital individuel.

b) Le capital social:

Mais, en fait, il existe un entrelacement des capitaux individuels donnant lieu à un capital social. La mise en valeur du capital social diffère de la mise en valeur des capitaux individuels en ce sens qu'elle exprime l'unité des trois cycles de mise en valeur suivants:

- cycle du capital-argent (A...A') (I)
- cycle du capital-productif (P...P') (II)
- cycle du capital-marchandise (M'...M') (III)

D'où la schématisation suivante du capital social:

$$\begin{array}{c} \text{I} \quad \text{II} \\ \overbrace{A-M \left\{ \begin{matrix} T \\ M_p \end{matrix} \right. \dots P \dots M' - A' - M' \left\{ \begin{matrix} M \\ m \end{matrix} \right\} \left\{ \begin{matrix} T \\ M_p \end{matrix} \right. \dots P' \dots M'}^{\text{III}} \end{array}$$

42

Remarquons ici que si (A') représente le capital-argent additionné d'une plus-value sous forme argent, et que (M') exprime le capital-marchandise additionné d'une plus-value sous

forme de marchandise, le terme (P') exprime quant à lui non la production de plus-value, mais la capitalisation de la plus-value produite, donc l'accumulation de capital qui s'est faite. ⁴³ Et Marx poursuit:

... P' rapporté à P se compose de la valeur-capital primitive plus la valeur d'un capital accumulé par son mouvement. ⁴⁴

Le grand mérite de Palloix, c'est d'avoir montré par l'entremise de la formule du cycle d'ensemble du capital social...

... que la valorisation du capital dans le mode de production capitaliste n'a pu être, dès l'origine de ce mode de production, qu'une valorisation internationale du capital, avec internationalisation du cycle du capital-marchandise, internationalisation du cycle du capital-argent, et aujourd'hui internationalisation du capital productif. ⁴⁵

Abordons maintenant plus concrètement les trois cycles d'internationalisation de la mise en valeur du capital.

II) Les trois cycles d'internationalisation de mise en valeur du capital:

a) L'internationalisation du cycle de mise en valeur du capital-marchandise (M...M')

Le premier cycle à s'être internationalisé est celui du capital-marchandise: il concerne le commerce international. En 1972, l'internationalisation du cycle de mise en valeur du capital-marchandise, sous l'angle des exportations-importations mondiales, se manifestait par un commerce mondial de plus de 300 milliards de dollars dont environ 30 pour cent représentent des échanges entre les firmes multinationales. ⁴⁶

b) L'internationalisation du cycle du capital-argent
(A...A')

L'investissement international reflète, pour sa part, l'internationalisation de la mise en valeur du capital-argent, dans le cours de l'internationalisation du capital. En 1971, l'internationalisation de la mise en valeur au niveau du capital-argent s'exprimait en un investissement international dont la valeur comptable était estimée à 165 milliards de dollars.⁴⁷

c) L'internationalisation du cycle du capital-productif
(P...P') ou internationalisation de la production

D'abord, une constatation de Christian Palloix...

L'internationalisation de la production au plan de P...P', de manière grossière, est évaluée pour le moins à 330 milliards de \$ en 1971, soit un montant supérieur à celui du commerce mondial...⁴⁸

... lequel remarque au sujet du cas américain:

Pour les U.S.A., toujours en 1971, la production internationale contrôlée par les firmes U.S. à l'étranger est estimée au plus bas à 172 milliards de \$, soit 4 fois la valeur des exportations U.S. réalisée par ailleurs la même année: l'internationalisation de la production compte 4 fois plus pour les U.S.A. que son commerce extérieur, d'où l'inadéquation des raisonnements fondés sur la balance des paiements.⁴⁹

Il s'ensuit de tout ceci que l'internationalisation de la production est devenu un phénomène majeur de notre époque.

A cet effet, Michalet remarque...

... la tendance très marquée depuis le début des années soixante à ce qu'une partie croissante de la production industrielle des pays développés s'effectue hors des frontières nationales.⁵⁰

Cette délocalisation de la production comporte deux caractéristiques essentielles: 1) une déterritorialisation des activités manufacturières s'effectuant généralement vers des économies moins développées, et 2) un déplacement des activités industrielles correspondant évidemment à une extension de l'industrialisation dans les pays hôtes mais sous le contrôle des économies d'origine.⁵¹ Il en résulte dès lors l'existence d'une internationalisation des activités industrielles, laquelle implique un contrôle réel s'effectuant internationalement. Et c'est ce qui nous amènera à douter de la portée d'un contrôle "dirigiste" au niveau de l'intégration régionale englobant une programmation sectorielle, dans laquelle se trouvent des industries internationalisées.

Mais avant d'aller plus loin à ce sujet, considérons d'abord cette affirmation de Palloix:

On désigne par internationalisation de la production le fait que la branche industrielle s'étale internationalement, sous l'effet de l'exportation de capital... 52 (souligné par M.L.)

Or, cette internationalisation de la branche correspond à la stratégie même de la firme multinationale:

La stratégie de la firme multinationale est une stratégie de la mise en valeur sur la base des éléments de la mise en valeur, l'internationalisation de la branche et l'internationalisation du capital... 53 (souligné par M.L.)

L'internationalisation de la branche constitue donc un concept important si on veut saisir les phénomènes de l'internationalisation de la production et de stratégie des firmes multinationales. Et pour bien comprendre ce concept, il

convient donc d'examiner au préalable la notion de "branche".

III- Le concept de "branche":

Palloix définit la branche en ces termes:

La branche se définit comme le lieu de la production des marchandises en tant que résultat de la mise en valeur de vecteurs de capital industriel combinant un produit-marchandise avec un processus de production. 54

L'auteur parle de "vecteur de capital industriel" afin de bien faire ressortir qu'il s'agit d'un procès de mise en valeur qui intéresse une valeur-capital qui prendra et rejettera d'ailleurs successivement ses formes d'existence fonctionnelles, à savoir le capital-argent, le capital-marchandise et le capital productif. D'où un passage incessant entre le processus productif (capital productif) et le processus de circulation (conversion du capital-argent en capital-marchandise et vice versa).

Quant au "produit-marchandise", mentionné dans la définition de "branche", il provient d'une combinaison de deux types de filières dans le procès de production: 1) la filière technique, productrice de "produit", et 2) la filière économique, productrice de "marchandise", cette dernière filière jouant habituellement le rôle dominant.⁵⁵ Ceci dit, le lieu de la filière technique est l'industrie, alors que la branche, vue comme recomposition d'industries, repose sur une filière économique, laquelle recompose plusieurs filières techniques.⁵⁶

Par ailleurs, Christian Palloix constate une

transformation tendancielle historique du caractère de marchandise des produits par rapport aux nouvelles exigences de la mise en valeur du capital. A cet effet, l'auteur remarque:

- le produit tend à devenir une marchandise, non pas au plan du produit-marchandise, mais à celui de l'ensemble-marchandise (habitat, centrale nucléaire, usine clef en main...)

- le produit individualisé* au plan technique (acier par exemple) reste de ce fait essentielle une valeur d'usage**, alors que la valeur d'échange*** est singulièrement dévalorisée pour les reports de valeur en faveur du capital dominant, notamment en aval, au moment de la combinaison des produits dans l'ensemble-marchandise transport (automobile) par exemple. On commence à comprendre pourquoi le capital financier n'est nullement incité à mettre son capital en valeur dans la sidérurgie, et pourquoi il lui est nécessaire néanmoins de s'en assurer le contrôle. 57

De cette dévalorisation du produit individualisé, au niveau de la valeur d'échange, il s'ensuit un type particulier de branche: la branche technico-économique, laquelle se distingue par le fait que la filière technique devient dominante grâce aux normes techniques imposées par ce dernier type de filière, alors que normalement c'est plutôt la

(*) C'est-à-dire un produit-marchandise individualisé par le fait qu'il n'est pas un ensemble-marchandise découlant d'une chaîne qui assemble divers produits dans une marchandise ayant un caractère composite.

(**) C'est-à-dire la valeur d'un produit qui est propre à la consommation (le pain qu'on achète pour le manger, la chaise qu'on achète pour s'asseoir); ce type de valeur désigne donc la capacité que possède une chose de satisfaire un besoin.

(***) Ce type de valeur désigne le pouvoir d'échange d'un bien par rapport à un autre.

filière économique qui domine, grâce aux normes économiques visant la maximisation du taux de profit. Du reste, les branches technique-économiques sont définies par Palloix comme des...

... branches industrielles affectées par le procès de dévalorisation du capital et laissées de ce fait, soit à des capitaux publics, soit à des opérations de dévalorisation menées par le capital privé lui-même sous la forme de "joint-venture". Ces branches, où la valorisation du capital s'effectue en-dessous du taux de profit moyen, voient la filière technique qui caractérise leur procès productif devenir dominante, puisque la filière économique est reportée dans la liaison avec une autre branche: liaison de la sidérurgie avec l'automobile, le nucléaire etc. 58 (souligné par M.L.)

Notons, en passant, que l'"autre branche" porte justement sur la production d'un ensemble-marchandise (ex. automobile) permettant au produit de devenir une marchandise. Abordons maintenant le concept de "section".

IV- Le concept de "section":

Les branches peuvent être regroupés en trois sections: 1) la section de production des moyens de production principaux (S 1), c'est-à-dire le(s) moyen(s) par le(s)quel(s) le travail agit (ex. systèmes de machines); 2) la section des moyens de production intermédiaires (S 2) concernant l'objet (matières premières, semi-produits) sur lequel la travail agit; 3) la section des moyens de consommation (S 3) permettant, entre autres, la reproduction et la mise en oeuvre de la force de travail. 59

Le regroupement des branches en section peut se schématiser, comme le montre le tableau no. 1.

tableau no. 1

60

SECTORIALISATION DU MODE D'ORGANISATION
CAPITALISTE DE LA PRODUCTION

Section productive	Branche
S 1 - Section des moyens de production principaux S1.1 Sous-section S1.2 Sous-section S1.3 Sous-section S1.4 Sous-section	Machines-outils Système électronique Automatisme Equipements lourds (gros matériel mécanique et électrique) Equipements spécialisés Machines spéciales Equipements courants Equipements élaborés
S 2 - Section des moyens de production intermédiaires S2.1 Sous-section S2.2 Sous-section	Sidérurgie (aciers spéciaux, profilés); métallurgie des non-ferreux, énergie Sidérurgie (produits plats, ronds à béton) pétrochimie, chimie
S 3 - Section des moyens de consommation S3.1 Sous-section (consommation de masse) S3.2 Sous-section (consommation de luxe)	Automobile, Industrie Agricole et alimentaire, textile, travaux publics, cuir et chaussures, ameublement Bijoux, divers

Précisons que le "découpage" du système productif en sections ne s'oppose pas à celui en branches, mais le complète.

Le concept de cohérence sectorielle, utilisé fréquemment dans notre étude, désignera ici le regroupement en sections des appareils productifs formant les branches situées dans 1) la région intégrée, ou dans 2) l'Etat-nation, membre de la région intégrée.

Comme nous tenterons de le montrer, la cohérence sectorielle de la coopération industrielle, voire de la programmation sectorielle, est le produit de l'internationalisation du capital.

C- Conclusion:

Nous concluerons ce chapitre en formulant une hypothèse générale: l'élimination de la dépendance par l'intégration régionale de la production est factice, car les cohérences sectorielles des pays membres de la région (lesquelles sont nécessaires à la production et à la reproduction autonomes du capital dans les sections productives caractérisant la coopération industrielle, ou la programmation sectorielle) dépendent moins d'une intégration régionale "dirigiste" que de l'internationalisation du capital et de ses procès de valorisation. A la démonstration de cette hypothèse se rattachera évidemment l'explication des quatre points mentionnés à la fin de notre exposé sur la théorie politique de l'intégration régionale,

à savoir 1) que la coopération industrielle régionale répond aux besoins spécifiques caractérisant les exigences de mise en valeur du capital internationalisé provenant des formations sociales hégémoniques; 2) que le capital internationalisé dispose encore d'une série de contrôles internationalisés importants, même dans le cas d'une intégration dirigiste; 3) que le caractère factice de la cohérence sectorielle de la programmation sectorielle et de la coopération industrielle peut être montré; et 4) que les branches internationalisées cherchent un élargissement de l'exploitation capitaliste de la force de travail; notamment au niveau d'un élargissement de la plus-value.

Les points 1), 2), et 3) sont directement liés à la démonstration de l'hypothèse. Ces points seront entre autres abordés dans l'étude de chacune des régions intégrées. Le point 3) sera étudié à la lumière des tableaux sur la sectorialisation de la coopération industrielle ou de la programmation sectorielle dans les deux régions intégrées, étudiées individuellement. Le point 1) sera démontré sub-séquemment, en montrant comment les exigences de la mise en valeur influencent notamment le choix des politiques d'industrialisation (ex. import-substitution) ainsi que la nature de la cohérence sectorielle de la coopération industrielle régionale. De plus, lorsque nous aborderons le problème de l'intégration andine dite "dirigiste", nous montrerons comment le "dirigisme" régional n'élimine en

aucune façon la maîtrise du capital internationalisé sur la technologie, les procès de mise en valeur, etc. D'où la démonstration du point 2). Enfin, quant au point 4), il sera abordé dans notre étude de la branche pétrochimique. Ce point 4) guidera notre tentative d'explication des raisons de l'internationalisation du capital, cette dernière étant posée ici comme étant à la base des phénomènes rencontrés dans les points 1), 2), et 3).

Nous pouvons passer maintenant à l'étude de l'ANASE, une expérience asiatique d'intégration régionale.

NOTES DU CHAPITRE 1

1- F. Kahnert et al., Intégration économique entre pays en voie de développement, Paris, OCDE, 1969, p. 13.

2- W. Andrew Axline, Caribbean Integration: The Politics of Regionalism, London, Francis Pinter, LTD, 1979, p. 32.

3- Tayseer A. Jaber, "The Relevance of Traditional Integration Theory to Less Developed Countries" in Journal of Common Market Studies, Vol. IX, no. 3, March 1971, p. 257

4- Ibid., p. 257.

5- Ibid., p. 257.

6- Voir Lynn K. Mytelka, "Regional Integration in the Third World: Some Internal Factors" in International Dimensions of Regional Integration in the Third World, Ottawa, University of Ottawa Press, 1975, p.16; Robert L. Allen, "Integration in Less Developed Areas", in Kyklos, (XIV) 1961, p. 326; et John W. Sloan, "The Strategy of Development Regionalism: Benefits, Distribution, Obstacles and Capabilities" in Journal of Common Market Studies (X), December 1971, pp. 138-62.

7- John W. Sloan, op.cit., p. 148.

8- Ibid., p. 148.

9- Ibid., p. 148.

10- F. Kahnert et al., op.cit., p.13.

11- Lynn K. Mytelka, op.cit., p.16.

12- W. Andrew Axline et Lynn K. Mytelka, "Société multinationale et intégration régionale dans le Pacte Andin et dans la Communauté des Caraïbes" in Etudes internationales (VII), Juin 1976, p.165.

13- Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (Genève), Problèmes actuels d'intégration économique, Répartition des avantages et des coûts dans l'intégration entre pays en voie de développement, New-York, Nations Unies, TD/B/394, 1973, p. 42.

14- Arthur Hazelwood, Economic Integration: The East African Experience, London, Heinemann, 1975, p. 14.

15- Voir W. Andrew Axline, Caribbean Integration ... op. cit., pp. 48-49.

16- W. Andrew Axline et Lynn K. Mytelka, "Société multinationale..." op.cit., p. 169.

17- Ibid., p. 169.

18- Ibid., p. 169.

19- Havelock Brewster, "Economic Dependence: A Quantitative Interpretation" in Social and Economic Studies (XXII) March 1973, p. 91.

20- Voir W. Andrew Axline et Lynn K. Mytelka, "Société multinationale..." op.cit., p. 165.

21- Ibid., p. 168.

22- Ibid., p. 165.

23- Christian Palloix, L'économie mondiale capitaliste et les firmes multinationales, tome II, Paris, François Maspéro, 1975, p. 272.

24- Ibid., p. 272.

25- Voir W. Andrew Axline et Lynn K. Mytelka, "Société multinationale..." op.cit., p. 168.

26- Voir par exemple Lynn K. Mytelka, Regional Development in a Global Economy: the Multinational Corporation, technology and Andean Integration, New Haven & London Yale University Press, 1979, 192 p.

27- Voir W. Andrew Axline, Caribbean Integration... op.cit., p. 52.

28- Ibid., p. 52.

29- Ibid., p. 52.

30- Cf. Ibid., pp. 43-44 et Constantine V. Vaitsos, "L'attitude et le rôle des entreprises transnationales dans le processus d'intégration économique dans les pays en voie de développement", in Revue Tiers-Monde, Vol. XIX, no. 74, Avril-Juin 1978, p. 253. Le capital est ici conçu comme un rapport social, car nous croyons qu'il exprime surtout une relation entre le salarié qui vend sa force de travail et le capitaliste qui achète cette force de travail en lui fournissant un salaire.

31- Christian Palloix, L'internationalisation du capital. Eléments critiques, Paris, Maspéro, 1975, p. 11.

32- Ibid., p. 12.

33- Cf. Karl Marx, "Salaire, prix et profit", p.93
Travail salarié et capital- Salaire, prix et profit, Paris,
Editions Sociales, 1968,...

34- Cf. Karl Marx, Le Capital, critique de l'éco-
nomie politique, L.II, T. 1. Paris, Editions sociales, 1960,
p. 28.

35- Ibid., p. 28.

36- Ibid., p. 28.

37- Ibid., p. 36.

38- Ibid., p. 50.

39- Christian Palloix, L'internationalisation du
capital... op.cit., p. 84.

40- Charles-Albert Michalet, Le capitalisme mondial,
Paris, Presses Universitaires de France, coll. Economie en
liberté, 1976, p. 83.

41- Christian Palloix, op.cit., p. 155.

42- Ibid., p. 156.

43- Cf. Karl Marx, Le Capital, op.cit., p. 75.

44- Ibid., p. 75.

45- Christian Palloix, Travail & Production, Paris,
Maspéro, 1978, p. 39.

46- Christian Palloix, L'internationalisation du
capital...op.cit., p. 67.

47- Ibid., p. 67.

48- Ibid., pp. 67-68.

49- Ibid., p. 72.

50- Charles-Albert Michalet, op.cit., p. 17.

51- Ibid., pp. 17-18.

52- Christian Palloix, Travail & Production, op.cit.,

53- Christian Palloix, L'économie mondiale capitaliste et les firmes multinationales, tome II, Paris, Maspéro, 1975, p. 263.

54- Christian Palloix, Procès de production et crise du capitalisme, Paris, Presses Universitaires de Grenoble, François Maspéro, 1977, p. 152.

55- Ibid., p. 153.

56- Christian Palloix, L'internationalisation du capital... op. cit., p. 118

57- Ibid., p. 116.

58- Christian Palloix, Procès de production... op.cit., p. 153.

59- Ibid., pp. 145-146.

60- Le tableau s'inspire des tableaux de Palloix sur la sectorialisation du mode d'organisation capitaliste de la production. Voir Christian Palloix, Procès de production... op.cit., p. 157 et Christian Palloix, Travail & Production... op. cit., pp. 78-81 et p. 108.

7

CHAPITRE 2

L'Association des Nations de l'Asie du Sud-Est: une expérience asiatique d'intégration régionaleA) Introduction:

Cinq Etats voisins forment l'Association des Nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE): l'Indonésie, la Malaisie, les Philippines, Singapour et la Thaïlande. Ces pays possèdent des populations, des expériences historiques, des structures politiques, des organisations économiques et des cultures très diverses. Et, comme l'affirme Arndt et Garnaut, leurs économies étaient plutôt hautement compétitives que complémentaires.¹ Ceci dit, il ne faut pas se surprendre que la coopération à l'intérieur de l'ANASE se développa prudemment et lentement. Les origines historiques diverses des peuples et des Etats, l'intervention de plusieurs puissances coloniales et la nature compétitive de plusieurs économies nationales constituèrent des puissants facteurs de division au sein de la région sud-asiatique.² La période précédant la création de l'ANASE s'était par ailleurs caractérisée par de multiples conflits frontaliers et des animosités inter-étatiques: notamment, au niveau de la confrontation indonésienne à l'égard de la Malaisie (dès 1963), de la demande des Philippines d'acquiescer l'Etat du Sabah (dès 1967) et l'expulsion de Singapour de la Malaisie en 1965.³

Quoi qu'il en soit, l'ANASE fut établie en août 1967 par l'Indonésie, la Malaisie, les Philippines, Singapour et la Thaïlande, lesquels déclarèrent leur désir de promouvoir

"la bonne entente, le bon voisinage et une coopération significative" dans les domaines économiques, sociaux et culturels, et administratifs.⁴ Parmi cet ensemble de buts généraux, l'un allait prendre un certain essor: la coopération économique. Nous l'aborderons d'abord sous la perspective de la théorie de l'intégration régionale, pour ensuite en faire un examen critique par l'entremise de la théorie de l'internationalisation du capital. Mais auparavant, nous tracerons un bref portrait de la situation régionale.

B) La coopération économique régionale et l'ANASE:

I- La situation régionale:

Les pays de l'ANASE ne présentent pas tous les mêmes caractéristiques économiques. Puisque quatre des cinq économies nationales appartenant à la région de l'ANASE, à savoir les économies de l'Indonésie, de la Thaïlande, de la Malaisie et des Philippines, furent historiquement de grands fournisseurs de matières premières industrielles aux marchés mondiaux. Alors que le cinquième, Singapour, fut un centre de services en Asie du Sud-Est pour l'Empire britannique, tout en devenant un centre assurant le commerce extérieur des pays voisins.⁵

D'importants changements se passèrent lors de la dernière décennie, pendant que les cinq pays de l'ANASE poursuivaient une croissance industrielle rapide. Singapour devenait un centre financier et de manufactures modernes, lesquelles fournissent des produits aux marchés du monde entier.

Tandis que l'Indonésie, la Malaisie, les Philippines et la Thaïlande continuaient à se spécialiser dans l'exportation de matières premières.⁶ En 1975, les pays de l'ANASE exportaient au monde 83 pour cent de son caoutchouc naturel, 84 pour cent de son huile de palme, 73 pour cent de son étain, et 76 pour cent de ses produits à base de copra, ainsi qu'une quantité importante de marchandises d'origines minérales ou agricoles.⁷ Au surplus, ces pays constituent d'importants fournisseurs pour le Japon, en ce qui a trait au bois et à une vaste gamme de produits alimentaires et de matières premières.⁸

Comme l'indique le tableau no. 2, les pays de l'ANASE présentent une grande diversité dans les niveaux de vie et les niveaux de développement:

tableau no. 2

	Population (millions)	PNB per capita	Pourcentage (%) de la participation des exportations industriel- les dans le PNB (1970/75)
Indonésie	135,2	240	15,2
Malaisie	12,7	860	42,0
Philippines	43,3	410	15,1
Singapour	2,3	2.700	85,9
Thaïlande	43,0	380	13,7

Sources: H.W. Arndt and R. Garnaut, "ASEAN and the industrialization of East Asia", in Journal of Common Market Studies, Vol. XVII, March 1979, p. 192 et Roelf Hanish, "The long road to regional cooperation" in Intereconomics Jan.-Feb., 1978, p. 38

Fait à remarquer, les pays de l'ANASE ont des attitudes diverses sur le plan des relations économiques

étrangères. Singapour a adopté l'approche ouverte et extravertie (outward-looking) à cet égard. Alors que la Malaisie, les Philippines et la Thaïlande montraient une certaine ambivalence entre les approches "intraverties" (inward-looking) et "extraverties" (outward-looking), en ce qui a trait à la politique commerciale envers l'extérieur. Enfin, l'Indonésie était manifestement protectionniste.⁹

II- La diversité d'attitudes politiques envers l'avènement d'une zone de libre-échange:

Une telle diversité entre les économies nationales de l'ANASE n'allait pas manquer d'avoir des répercussions sur l'évolution du processus d'intégration régionale. Comment, en effet, réduire les discriminations entre des unités économiques aussi différentes?

Les Indonésiens, lesquels ont le plus faible revenu per capita de la région, témoignaient de beaucoup de prudenances à l'égard d'un projet d'une zone de libre-échange, préconisée par Singapour. Ils affirmaient que la zone de libre-échange serait un "cheval de Troie" dans l'ANASE, lequel aurait dans son ventre ... des multinationales.¹⁰ Il fallait dès lors régler des problèmes telles que les structures capitalistes et la compétition. L'Indonésie se présentait donc (avec la Malaisie, dans une certaine mesure) comme le membre le plus prudent de l'ANASE en ce qui a trait à la coopération économique.¹¹

L'attitude indonésienne à l'égard de la coopération régionale contrastait nettement avec l'attitude que

prenait Singapour. En 1972, le Premier Ministre Singapourien, Lee Kuan Yew, témoignait d'une certaine impatience, lorsqu'il affirmait dans une conférence de l'ANASE que "pour l'instant, l'ANASE ne vise pas l'intégration régionale de son économie." ¹² Il fallait donc en rester, à cette époque, à une coopération régionale, laquelle devait être perçue comme une précondition nécessaire à l'intégration. ¹³ Enfin, Lee Kuan Yew soulignait ironiquement que le commerce entre les pays membres de l'ANASE fléchissait légèrement en proportion du total du commerce mondial des cinq pays. ¹⁴

En fait, la position de Singapour en faveur d'une intégration régionale visant la libéralisation du commerce devient compréhensible, quand on sait que les retombées économiques d'un échange plus libre favoriseraient ce pays en particulier. Car l'on sait que Singapour est au coeur géographique et commercial de la région. La petite république insulaire peut même être considérée comme ayant la "responsabilité de middleman par excellence pour les échanges commerciaux intra-ANASE. Le commerce se fait beaucoup plus avec Singapour qu'avec les autres pays de l'ANASE. Ainsi, pour l'Indonésie, comme d'ailleurs pour la Malaisie, environ 90% des exportations et 60% des importations intra-ANASE concernent en réalité la seule république de Singapour. ¹⁵ Or, comme le dénote de Koninck, "ces trois pays ont de loin le plus gros volume de commerce extérieur." ¹⁶

Notons, au surplus, que le haut lieu des grandes

banques internationales dans la région se trouve à Singapour. Celles-ci peuvent donc fournir des crédits commerciaux à l'exportation, ce qui favorise encore une fois la fonction d'import-export de Singapour, héritée de la vocation de colonial clearing house que l'île exerçait autrefois.¹⁷ Enfin, l'île prend de plus en plus la vocation de zone industrielle de transformation.¹⁸

Tout ceci faisait en sorte que l'on pressentait le risque qu'une polarisation de la croissance industrielle se manifeste à Singapour. Ainsi, Dick Wilson notait à cet effet que la polarisation de la croissance industrielle favoriserait Singapour contre l'Indonésie.¹⁹ D'ailleurs, les expériences latino-américaines en matière de zone de libre-échange ne devaient pas inciter les pays les moins développés de l'ANASE à adopter avec légèreté une politique de libéralisation des échanges.

III- Une intégration de type partiel:

Aussi, au lieu d'adopter un régime d'intégration dite étendue (comprehensive integration), comme celui qui existe dans les zones de libre-échange, les unions douanières, et les marchés communs se trouvant en Europe et en Amérique, l'ANASE adopta une politique d'intégration de type partiel, laquelle inclue des approches par item de marchandises et par projet, ce qui contraste avec l'approche "au travers du marché" (across the board) caractérisant l'intégration dite étendue.²⁰ Comme le dénote Estrella D. Solidum, il existe une

distinction entre les deux types d'intégration: alors que l'intégration dite étendue ne permet à un pays de faire exception aux arrangements convenus que par l'entremise de clauses d'exception, l'intégration partielle se limite à quelques items de marchandises ou projets spécifiques.²¹

En adoptant l'approche d'intégration partielle, l'ANASE se trouvait donc à être le lieu de négociations portant sur des projets industriels par l'entremise d'arrangements globaux (package deals), ainsi que de négociations visant la libéralisation des échanges par items de marchandises.

Concernant la libéralisation d'items de marchandises, les ministres de l'ANASE donnèrent leur consentement afin de réduire de 10% à 30% les tarifs sur 71 produits sélectionnés.²² Et cela, à la suite du fait que Singapour et les Philippines avaient été de l'avant dans la libéralisation des échanges, en réduisant "au travers du marché" les tarifs sur 1.758 produits échangés entre les deux pays. A cet accord établi en janvier 1977, se succédait un arrangement semblable avec la Thaïlande.²³ Deux types de libéralisation du commerce se trouvaient donc présents à l'intérieur de la région de l'ANASE: d'une part, au niveau bilatéral (Singapour-Thaïlande, Singapour-Philippines) et d'autre part, au niveau multilatéral (c'est-à-dire entre les membres de l'ANASE). Alors que la libéralisation multilatérale sur les 71 produits-items était une mesure très "partielle" au niveau de la libéralisa-

tion des échanges (3% seulement du commerce intra-ANASE), la libéralisation bilatérale de 1.758 produits était plus "étendue" à ce niveau. Mais quoi qu'il en soit, 755 items additionnels venaient s'ajouter aux 71 produits couverts par l'accord de tarif préférentiel en juin 1978, d'où un total de 826 marchandises à faire l'objet de préférences tarifaires, c'est-à-dire d'une réduction de 10% à l'intérieur de l'enceinte de la région de l'ANASE.²⁴

Le fait que certains pays n'ont pas signé d'accords bilatéraux de libéralisation des échanges résulte du phénomène suivant: le développement industriel se présente inégalement au sein de la région. Aussi, l'Indonésie qui est le pays le moins développé industriellement de la région n'était pas prête, en 1977, à ouvrir son marché d'importation. Ce pays ne signa donc pas d'accords bilatéraux avec Singapour. Puisque cela compromettrait son développement économique et ses industries naissantes.²⁵

IV- Problèmes de l'intégration au niveau de l'ANASE: la diversité des politiques nationales d'industrialisation

Un tel état de choses peut s'expliquer par le fait que l'Indonésie fut le dernier pays de la région à s'industrialiser, cette industrialisation n'ayant débuté que vers la fin des années 1960.²⁶ Or, John Wong note que le progrès industriel en Indonésie en est encore à sa première phase de substitution des importations.²⁷ Cela prend une signification particulière par rapport au fait que le pays plus

développé de la région, à savoir Singapour, s'est orienté vers l'expansion des exportations, ce qui provient du fait que ce pays sut dès le départ établir des industries orientées vers l'exportation. D'où une transition économique plus rapide dans les politiques singapouriennes d'industrialisation, partant de la "substitution des importations" pour aller à l'"expansion de l'exportation".²⁸ Les autres pays de l'ANASE se situent entre d'une part l'exemple de Singapour cherchant l'expansion de l'exportation, et d'autre part, l'exemple indonésien de la substitution des importations.²⁹

Mais, comme le dénote Palloix, un changement d'une politique de développement axé sur l'import-substitution à une politique d'industrialisation orientée vers l'exportation correspond en fait à un changement de la stratégie des firmes multinationales:

La politique de développement, dite d'import-substitution n'était à ce titre que le reflet de la stratégie des firmes multinationales à ce niveau, le reflet d'une certaine stratégie du capital..., qui n'a pas fait long feu, puisque l'on préconise aujourd'hui la politique d'export oriented industries, qui n'est encore que le reflet de la stratégie de mise en valeur du capital des firmes multinationales à la périphérie. 30

Laissons pour le moment la question de la politique d'industrialisation orientée vers l'exportation, et abordons celle de la politique dite d'import-substitution. Pour illustrer l'effet de cette politique au niveau de l'ANASE, l'étude du cas du capital japonais implanté dans cette région et de son

comportement concernant l'import-substitution nous semble ici appropriée. Car Seiji Naya affirme à cet effet :

Le développement industriel et les politiques tarifaires des pays de l'ANASE, sous la forme de substitution des importations, comme moyens de diriger la production, ont été également un facteur important contribuant à la pénétration rapide des importations de capital et des moyens de production provenant du Japon. 31

Et l'auteur poursuit :

La perspective d'une aide substantielle et d'investissement dans les pays de l'ANASE peut dès lors perpétuer la structure présente de la dépendance envers le Japon. 32

Si nous en jugeons ce que dit Seiji Naya, l'import-substitution, laquelle caractérise, comme nous le verrons, les projets industriels de l'ANASE,³³ favoriserait une véritable pénétration du capital japonais dans les pays de l'ANASE. De fait, en 1977, l'on estimait à 32 pour cent la part des investissements japonais dans l'ANASE par rapport au total des investissements étrangers se situant dans la région. Et cela surclasse à la fois la Communauté européenne et les Etats-Unies, lesquels détenaient respectivement 14 pour cent et 16 pour cent des investissements.³⁴

D'après Naya, l'investissement ou l'"aide" japonaise favoriserait la dépendance à l'égard du Japon. On pourrait dès lors penser, comme le fait Harvey Stockwin, qu'une libéralisation et une intégration du marché au niveau de la région entraînerait une élimination de la dépendance, laquelle découlerait d'une industrialisation par substitution

35 nationale des importations. Mais les choses ne me semblent pas aussi simples. Notons, par exemple, l'attitude des hommes d'affaires japonais en ce qui concerne la libéralisation des échanges:

Quelques hommes d'affaires japonais, ayant investi dans de petites usines d'import-substitution dans des pays individuels de l'ANASE, pourrait possiblement exprimer leur mécontentement à l'égard d'une libéralisation de l'échange et d'une intégration du marché dans la région de l'ANASE. Mais plusieurs Japonais se rendent clairement compte qu'une substitution nationale des importations, en tant que politique, va à la fois à l'encontre de l'intérêt manufacturier sud-est asiatique et l'intérêt japonais à long-terme. 36

L'on se demande dès lors: comment des japonais peuvent-ils apprécier l'"autonomie" hypothétique des nations de l'ANASE par un changement visant l'élimination de la dépendance créée par la politique d'import-substitution, alors que les japonais auraient tout intérêt à conserver une stratégie favorisant la pénétration du capital japonais dans les pays de l'ANASE? Nous tenterons de répondre à cette question en prenant l'exemple de la branche pétrochimique japonaise face aux politiques d'import-substitution, notamment au niveau de l'ANASE. Commençons par en donner un arrière-plan historique.

Durant les années 1960, l'industrie pétrochimique débutait au Japon. Quatre grands groupes industriels se trouvaient représentés: Mitsubishi, Mitsui, Sumitomo et Nippon Oil. Ils se lancèrent simultanément dans la production de l'éthylène. Or, en 1970, il se produisit une

surproduction importante d'éthylène. Le marché intérieur était sursaturé. L'on se mit donc à faire de l'exportation. Mais plusieurs pays, dont certains de l'ANASE, se mirent à instituer une politique de substitution des importations. Afin de sauvegarder leurs marchés, les japonais se mirent donc à fabriquer des industries dans ces pays. ³⁷ L'usine d'éthylène proposée par la firme multinationale japonaise Sumitomo Chemical et le gouvernement singapourien comme projet de l'ANASE en constitue un exemple. ³⁸ Mais alors que la demande d'éthylène allait en s'accroissant au Japon, les usines japonaises avaient de plus en plus de difficultés à s'établir au Japon: manque de ressources premières, normes anti-pollution coûteuses à respecter, main-d'oeuvre relativement plus chère, etc. L'on songea donc à subvenir aux besoins japonais par les branches d'outre-mer. ³⁹ Et c'est ce qui explique, notamment, pourquoi la pétrochimie de l'éthylène s'est établie à Singapour, où les conditions d'investissements sont meilleures; et que l'usine singapourienne est destinée à exporter non seulement vers les marchés des pays voisins de l'ANASE ... mais aussi vers le marché japonais. ⁴⁰ Au reste, alors que l'on négociait avec les autres pays de l'ANASE pour faire accepter l'usine pétrochimique comme projet de l'ANASE, Singapour proposa des coupures tarifaires sur les produits pétrochimiques. Ce qui équivalait à réduire la pratique d'une politique de substitution des importations sur ces produits. ⁴¹ Une politique qui était pourtant en

vogue dans certains pays. Singapour exprimait donc sa volonté de devenir un pays favorisant l'industrialisation orientée vers l'exportation ... sous l'effet du capital international.

Et dès lors, l'on se rend compte que les politiques nationales d'industrialisation des pays membres de l'ANASE découlent d'une certaine façon de l'ampleur de l'internationalisation du capital dans ces pays.

V- La coopération industrielle: les projets industriels de l'ANASE

Telle que proposée en 1974 dans le rapport Robinson, lequel provient d'une équipe de spécialistes des Nations Unies, la coopération industrielle parmi les pays de l'ANASE devait être considérée sur deux niveaux: 1- des programmes de complémentarité impliquant le secteur privé dans une industrie spécifique au sein des pays de l'ANASE, lesquels participent pour fin de spécialisation dans la production et l'échange de produits à l'intérieur de l'industrie; 2- des "arrangements de projets industriels 'ANASE' de type global" (package deals), ces derniers étant distribués individuellement aux cinq pays membres de l'ANASE pour desservir le marché de la région intégrée de l'Asie du Sud-Est avec un traitement préférentiel.⁴²

Une Chambre de Commerce et d'Industrie pour l'ANASE, ainsi que des clubs industriels régionaux au sein du secteur privé, furent créés afin de promouvoir le premier

type de coopération industrielle. Mais aucun résultat concret s'ensuivit.⁴³

Quant aux projets accordés par l'entremise d'arrangements globaux (package deals), cinq furent proposés en mars 1976 lors de la Déclaration de Bali. Ils étaient distribués individuellement à chacun des cinq pays membres de l'ANASE. L'on répartit les projets de cette façon: la production d'urée à la Malaisie et l'Indonésie, la production de superphosphate aux Philippines, la manufacture de moteurs diesel à Singapour et la production de cendre de soude à la Thaïlande.⁴⁴ Comme le dénote Arndt, quatre des cinq projets se conformaient au principe selon lequel l'on devait utiliser les matières premières disponibles dans les Etats membres, la seule exception étant Singapour, lequel ne dispose à peu près pas de matières premières mais lequel possède la capacité manufacturière la plus développée.⁴⁵ Au surplus, les cinq projets contribuaient à des degrés divers à la production alimentaire.⁴⁶

A ce premier arrangement de projets industriels de l'ANASE devait se succéder un deuxième arrangement prévu dans la Déclaration de Bali. Puisqu'en août 1977, lors de la rencontre au sommet à Kuala Lumpur, l'on s'accorda à aller de l'avant avec des études de pré-faisabilité concernant ce deuxième arrangement. Des projets furent dès lors répartis provisoirement comme suit: la production de papier-journal et la ferblanterie électrolytique aux Philippines, l'usine

de machines-outils à la Malaisie, la manufacture de tubes pour téléviseurs en couleur à Singapour, la production de potasse et des produits des pêcheries à la Thaïlande, la manufacture de pneus résistants à l'Indonésie.⁴⁷ Mais lors de l'identification et de l'allocation des projets industriels "ANASE" du deuxième arrangement global, l'on remarqua des désaccords: 1- entre la Malaisie et les Philippines, concernant la proposition philippine visant la création d'industries sidérurgiques et de ferronneries pour les Philippines dans le cadre de l'ANASE; et 2- entre l'Indonésie et Singapour, concernant la proposition singapourienne de créer un complexe pétrochimique "ANASE" à Singapour. Ces désaccords amenèrent l'exclusion finale des projets pétrochimique et de ferronnerie-sidérurgie, lors du deuxième arrangement de projets industriels de l'ANASE.⁴⁸

Afin de mieux juger de la cohérence sectorielle de la coopération industrielle de l'ANASE, faisons un tableau analytique des projets industriels selon la classification de Palloix en branches et sections, mentionnée dans notre chapitre théorique...

tableau no.3

SECTORIALISATION DES PROJETS DE

COOPERATION INDUSTRIELLE DE L'ANASE
(projets acceptés, refusés ou à l'étude)

SECTIONS	BRANCHES
S ₁ Section des moyens de production principaux	
S _{1.1} Sous-section	machines-outils (2ème arrangement-Malaisie; étude de pré-faisabilité)
S _{1.4} Sous-section	moteurs diesel (1er arrangement-Singapour; projet refusé)
S ₂ Section des moyens de production intermédiaires	
	sidérurgie (2ème arrangement-Philippines; projet refusé); ferronnerie; Idem
S _{2.2} Sous-section	pétrochimie de l'éthylène (2ème arrangement-Singapour projet refusé); propylène; Singapour, projet également refusé.
S ₃ Section des moyens de consommation	
S _{3.1} Sous-section des produits de consommation de masse	Industries agricoles et alimentaires se subdivisant comme suit: a) engrais chimiques (1er arrangement- Malaisie, Indonésie, Thaïlande; projets adoptés et acceptés, Philippines, projet à l'étude); (2ème arrangement-Thaïlande, projet à l'étude)

(SUITE DU TABLEAU)

49.

S_{3.1} (suite)

b) Pêcheries (2ème arrangement-Thaïlande: projet à l'étude)

c) ferblanterie (2ème arrangement-Philippines: projet à l'étude)

Papier-journal (2ème arrangement-Philippines: projet à l'étude)

Pneus résistants (2ème arrangement-Indonésie: projet à l'étude)

S_{3.2} Sous-section des produits de consommation de luxe

Tubes pour téléviseur en couleur (2ème arrangement-Singapour: projet à l'étude)

Par ce tableau, nous nous rendons compte que la section la mieux représentée au niveau de la coopération industrielle se trouve à être la section des moyens de consommation. La section des moyens de production intermédiaires contient des projets qui ont été tous refusés. Alors qu'il subsiste un seul projet (à l'étude) dans la section des moyens de production principaux, l'autre projet dans cette section ayant été lui-aussi refusé. Pour comprendre un tel état de choses, nous croyons utile de situer au préalable la coopération industrielle par rapport à une politique d'import-substitution au niveau de la région de l'ANASE.

En effet, comme le dénote le professeur Lim...

...l'approche des arrangements globaux est en réalité une politique de substitution des importations au niveau de la région de l'ANASE, essentiellement identique à toute politique nationale de substitution des importations. 49

Or, concernant la politique nationale de substitution des importations, Palloix affirme qu'elle...

... peut être définie comme la substitution d'une production nationale à l'importation de biens industriels destinés à satisfaire des demandes intérieures existantes et suffisamment amples déjà pour justifier la rentabilité des investissements, ce qui signifie la production de biens de consommation manufacturés... 50 (souligné par M.I.)

La prépondérance de la section des moyens (ou biens) de consommation se trouve donc explicable par l'adoption d'une politique d'import-substitution. Et cette prépondérance de l'import-substitution des moyens de consommation se retrouve, ou s'est déjà retrouvée au niveau des politiques nationales tarifaires de plusieurs pays de l'ANASE, lesquels accordaient les plus hauts tarifs aux moyens de consommation. Par exemple, en Indonésie, pays où la substitution des importations est la plus manifeste actuellement, on remarqua en 1973 des tarifs nominaux moyens de 52,3% pour les moyens de consommation, de 22,5% pour les moyens de production intermédiaires, et seulement 18,9% pour les moyens de production principaux.⁵¹ Suzuki note, du reste, une tendance identique au niveau de la Thaïlande de 1960.⁵² Cette protection tarifaire axée surtout vers les biens de consommation est ce que l'on appelle une politique "classique" d'import-substitution par les tarifs. Laquelle se

distingue de la "nouvelle" politique d'import-substitution par les tarifs, cette dernière se présentant par exemple dans la programmation sectorielle andine où, comme nous le verrons, ce sont surtout les moyens de production (machines-outils notamment) qui bénéficient cette fois d'une protection tarifaire élevée, et non plus les biens de consommation.

Quoi qu'il en soit, les projets d'engrais chimiques de l'ANASE (urée pour l'Indonésie et la Malaisie, cendre de soude pour la Thaïlande, et superphosphate pour les Philippines) visent à substituer les importations d'engrais japonais par des engrais produits par les pays membres de l'ANASE. Et ce, à la suite du fléchissement des importations japonaises d'engrais suite à la crise du pétrole.⁵³ De plus, comme nous le verrons, les engrais chimiques s'inscrivent dans une stratégie de déploiement de la branche agro-alimentaire, laquelle appartient à la section des moyens de consommation.

Refusé par l'ANASE, le projet pétrochimique singapourien, appartenant à la section des biens intermédiaires, voulait aller plus loin qu'une simple substitution des moyens de consommation. Car l'usine pétrochimique, liée aux intérêts de la firme multinationale Sumitomo, et proposée comme projet de l'ANASE par Singapour, avait été conçue comme une industrie orientée vers les exportations dans des marchés aussi divers que les pays de l'ANASE, le Japon, voire Taiwan, et l'Inde.⁵⁴ Et contrairement au caractère strictement

d'entreprise nationale d'Etat que l'on retrouve dans certains projets de production de biens de consommation tels les engrais chimiques,* l'usine singapourienne, en étant un projet conjoint (joint venture) avec Sumitomo Chemical, semblait très ouverte au capital privé international. D'ailleurs, comme le dénote Wong,⁵⁵ le secteur du pétrole et des dérivés du pétrole constitue le secteur économique singapourien le plus lié quantitativement au capital étranger implanté à Singapour: entre 1970-1975, 46,4% des actifs étrangers appartenaient à ce secteur. En fait, tel que nous le préciserons plus tard, le projet pétrochimique singapourien a tout le caractère d'une branche internationalisée. Et il s'agirait donc là d'un cas d'internationalisation de la production au niveau de la branche pétrochimique dont l'origine est ici japonaise. Enfin, nous approfondirons l'analyse du secteur pétrochimique dans un chapitre spécialement consacré à cet effet.

Quant au projet sidérurgique philippin, lui aussi refusé par l'ANASE, son lien avec la branche sidérurgique japonaise de la firme Kawasaki Steel est visible lorsqu'on apprend que le gouvernement philippin avait choisi comme site de l'usine sidérurgique, un lieu proche d'un projet d'extraction de calcaire, lequel appartient au "groupe du fer" de

(*) L'Indonésie avait l'intention de financer sa part d'investissement dans son projet d'engrais chimique de telle façon à ce que le secteur privé n'y participe pas directement. Voir Anthony Rowley, "ASEAN Takes the Cue" in Far Eastern Economic Review, August 1977, p. 116

Kawasaki.⁵⁶ Car, comme on le sait, le calcaire est nécessaire à la production d'acier. D'ailleurs, Business Week nous affirme que ce projet sidérurgique était bel et bien un projet conjoint (joint venture) entre le gouvernement philippin et la Kawasaki Steel.⁵⁷ Un point à ce sujet demeure toutefois énigmatique. Si l'acier philippin, produit éventuellement par une branche de Kawasaki Steel, ne devait être exporté que vers les pays de l'ANASE, lesquels sont les seuls à être mentionnés en ce sens par Arun Senkuttuvan⁵⁸, alors pourquoi une mission du gouvernement japonais irait donc recommander que le projet se limite à une production annuelle de 1 million de tonnes?⁵⁹ Les pays de l'ANASE ne sont-ils pas en mesure de recommander eux-mêmes l'intensité de la production de l'acier en demande dans l'ANASE? Faute de plus amples informations, nous émettrons ici l'hypothèse que le Japon craignait que l'entreprise philippine de Kawasaki Steel ait une production suffisamment importante pour pénétrer le marché japonais, ce qui aurait entraîné une concurrence "déloyale" aux producteurs d'acier nationaux, étant donné les coûts de main-d'oeuvre plus bas aux Philippines. Notons enfin que là encore il s'agit d'une internationalisation de la production. Puisque l'on parle de traiter du minerai de fer extrait de l'Australie et de l'Inde pour ensuite le transformer en acier par la branche internationalisée sidérurgique "Kawasaki Steel".⁶⁰

Au reste, en ce qui a trait aux controverses notées

auparavant entre l'Indonésie et Singapour pour le projet pétrochimique, et entre les Philippines et la Malaisie pour le projet sidérurgique, elles découleraient du fait que les Philippines et Singapour, en étant les premiers à libéraliser leurs échanges au niveau bilatéral, semblent plus enclins à adopter des branches internationalisées de production de biens intermédiaires, lesquelles sont orientées vers l'exportation et lesquelles ne nécessitent pas des tarifs élevés comme dans le cas d'une import-substitution, laquelle se pratique en Indonésie ou en Malaisie. Il y aurait donc une divergence au niveau des stratégies capitalistes.

Une divergence que nous présenterons ainsi. D'une part, il y avait les tenants d'une politique de substitution des importations de moyens de consommation, d'où une stratégie visant notamment une consommation agricole de type capitaliste: introduction massive d'engrais (cf. l'importance accordée à ce secteur par les projets indonésiens et malaysiens d'urée, etc.) et la tentative d'introduire un mécanisme dans les formations sous-développées de l'ANASE (cf. le projet "avorté" concernant la manufacture de moteurs diesel, notamment pour outillage agricole). Tout cela pour créer une "agriculture capitaliste" nécessaire à la reproduction de la force de travail (riz, etc.). Par l'essor des projets d'urée, de superphosphates etc., l'on vise en fait l'essor des industries agro-alimentaires, lesquelles fournissent à la force de travail des formations sociales de

l'ANASE non pas un produit agricole brut, ...

...mais une marchandise capitaliste*, produite par le capital lui-même, déterminant la valeur d'échange de la force de travail. 61

Un tenant de cette politique de substitution d'importations de moyens de consommation est l'Indonésie, laquelle aimerait sans aucun doute substituer ses importations massives de riz.⁶² D'autre part, il y a les tenants d'une politique plus orientée vers l'exportation de produits appartenant à la section des moyens de production intermédiaires etc., et dont la stratégie consiste à jouer sur le faible niveau des salaires, pour toute production très normalisée, "qui sera ensuite exportée vers le centre."⁶³ Comme nous le verrons dans un chapitre ultérieur sur le secteur pétrochimique, le cas de l'usine singapourienne liée aux intérêts de la firme multinationale Sumitomo Chemical Co. correspond à ce type de stratégie. D'ailleurs, Singapour est sans conteste le pays de l'ANASE qui reflète le mieux la stratégie d'une industrialisation orientée vers l'exportation, compte tenu que la grande part des exportations singapouriennes de biens industriels avancés (équipement, transport, chimie) est en croissance spectaculaire (moins de 14% en 1970 à plus de 26% en

(*) Le fait que les Philippines parlent d'implanter une ferblanterie illustre bien le caractère "marchandise" de l'industrie agro-alimentaire de l'ANASE: une nourriture contenue dans des boîtes de conserve en fer blanc n'est certes pas un produit agricole brut: cf. deuxième arrangement de l'ANASE mentionné plus haut au sujet de la ferblanterie.

1975).⁶⁴ De leur côté, la Malaisie, la Thaïlande et les Philippines se situent diversement entre l'"extrême" indonésien d'une politique de substitution des importations et l'"extrême" singapourien d'une politique d'industrialisation orientée vers l'exportation. A ces divergences dans les stratégies d'industrialisation s'ajoutent évidemment des conflits politiques découlant de prises de position d'apparence "nationaliste"... lesquelles cherchent à acquiescir ou conserver des prérogatives économiques en limitant la concurrence. A cet effet, l'exemple du conflit entre Singapour et l'Indonésie concernant une usine singapourienne éventuelle de moteurs diesel, un projet proposé lors de la réunion de Kuala Lumpur en mars 1976, est illustratif.

Puisque l'Indonésie demanda ultérieurement que Singapour limite sa production aux moteurs au-dessus de 500 C.V., les indonésiens craignant que le projet singapourien puisse concurrencer la production indonésienne des moteurs en dessous de 500 C.V.⁶⁵ L'Indonésie disposait déjà de quatre installations produisant des moteurs diesel pour usage domestique, lesquels allaient jusqu'à 500 C.V.⁶⁶ En fait, l'usine indonésienne "Dentz", dont la société-mère est allemande, produisait déjà le même type de moteurs diesel que ceux proposés par Singapour.⁶⁷ Les pays de l'ANASE tentèrent donc un compromis en posant la condition selon laquelle les tarifs préférentiels ne seraient donnés qu'aux moteurs diesel stationnaires, et non pas aux moteurs

d'automobile; et que la capacité du moteur ne dépasserait pas 200 C.V. dans le cas d'importations aux Philippines, en Malaisie, et en Thaïlande, ainsi que 500 C.V. pour les importations indonésiennes.⁶⁸ Mais ayant appris que 80% du marché appartenait aux moteurs de 200 C.V. et moins, et que les nouvelles conditions offertes par les autres pays membres de l'ANASE étaient trop restrictives, Singapour décida de laisser tomber le projet comme faisant partie de l'ANASE, puisque le projet ne disposait pas vraiment de l'avantage du tarif préférentiel. Et une multinationale américaine, Cummings Engine Company, allait se charger de poursuivre le projet diesel singapourien sur le plan national.⁶⁹ A partir de cette histoire, nous pouvons en conclure que la planification de la coopération industrielle régionale n'a pas suffisamment tenu compte des industries existant ailleurs dans la région de l'ANASE.

C- Un cas d'internationalisation du capital-argent japonais: le financement des projets industriels acceptés et l'"aide" japonaise

Les coûts en investissements des projets industriels devaient être couverts à 75% par des crédits étrangers et à 25% par un fonds de capital local; 60% de ce fonds devant être procuré par le pays dans lequel l'on investit, alors que 10% du fonds doit être obtenu par chacun des autres pays de l'ANASE par l'entremise de sources privées ou publiques.⁷⁰ Mais avec le refus d'adopter le projet "diesel" de Singapour comme projet de l'ANASE, ce dernier pays décida de diminuer

sa participation financière au fonds de capital local à seulement 1%, les autres pays non-hôtes du projet devant désormais chacun déboursier non plus 10% mais 13% du montant du fonds.⁷¹

Mais, dira-t-on, pourquoi Singapour fournit-il tout de même une maigre participation de 1% au fonds? La raison en est assez simple: Singapour voulait permettre aux autres membres de l'ANASE d'avoir droit aux prêts dit de "concession" que le Japon se promettait de fournir aux projets de l'ANASE. Ce capital-argent de prêt, dont le montant global devait atteindre 1.000 millions de dollars (\$US), ne serait disponible, avait-on convenu, que sous la condition expresse que les projets industriels de l'ANASE soient identifiés comme tels par Tokyo. D'où la nécessité que Singapour participe au moins nominalement aux projets industriels de l'ANASE de façon à ce que les autres pays de l'ANASE puissent bénéficier du prêt japonais.⁷² Une deuxième condition s'ajoutait toutefois à la condition déjà mentionnée: il fallait que le projet de l'ANASE soit faisable.⁷³

Or, comme le dénote Susumu Awanohara, la question de la faisabilité peut poser des problèmes lorsqu'il y a méfiance entre le Japon et les pays de l'ANASE dans des secteurs tels que les marchés des produits.⁷⁴ Awanohara ajoute:

En principe, les Japonais (i.e. les représentants du gouvernement japonais) sont en faveur que des produits tels que le ciment et les engrais puissent être produits, là où ils sont consommés, ce qui revient à dire que les Japonais soutiennent (...)

les projets en autant qu'ils sont d'import-substitution. Mais les japonais craignent que les projets produiraient un output plus grand que ne pourrait absorber le marché de l'ANASE, amenant ainsi l'ANASE à vendre au Japon. 75

Cette affirmation d'Awanohara corrobore à notre hypothèse d'interprétation, émise lorsque nous avons parlé du projet sidérurgique philippin "Kawasaki": le gouvernement japonais ne semble pas très intéressé de promouvoir, au niveau de la région de l'ANASE, une forte industrialisation pouvant s'orienter vers l'exportation au Japon grâce à des branches japonaises internationalisées. Comme le dénote Awanohara, ce sont plutôt les ~~branches~~ axées sur la substitution des importations qui intéressent le gouvernement nippon. Or, ces arguments apportent un élément important d'explication concernant la raison selon laquelle le projet sidérurgique philippin "Kawasaki" et le projet pétrochimique singapourien "Sumitomo" furent refusés par l'ANASE: un important fournisseur de capital-argent sous forme de prêts de concession, à savoir le Japon, se serait opposé à la création de branches susceptibles d'exporter leurs produits, notamment des biens intermédiaires, au Japon. Il s'ensuivrait dès lors que les projets de l'ANASE répondent en fait à une stratégie précise de mise en valeur du capital-argent japonais, à savoir une politique d'import-substitution. Comme nous l'avons noté, cette stratégie au niveau de l'ANASE vise la substitution de moyens de consommation appartenant en grande partie à la branche agro-alimentaire (ex. engrais chimiques). Stratégie

qui, selon Palloix, cherche en réalité de susciter l'extension du revenu capitaliste $m-a-m_c$,⁷⁶ ce qui se traduirait ici par le fait que le capital-marchandise sous forme de matières premières par exemple (m) garantirait le prêt en capital-argent (a) servant à financer une production de moyens de consommation (m_c), cette dernière production concernant la manufacture de "marchandises alimentaires" déterminant la valeur d'échange de la force de travail.

Voici quelques faits corroborant à cette interprétation. D'abord, au niveau de (m), nous notons que les pays de l'ANASE exportent en grande partie des matières premières.⁷⁷ Or, dans certains pays, cette exportation découle d'un pillage des ressources de ces pays. Par exemple, en Indonésie, des multinationales surnommées les "multipulps" exploitent sans scrupule les forêts de Kalimantan (nom actuel du Sud de Bornéo); et ...

... les paysans javanais ont déboisé leurs collines et les ont laissées exposées à une érosion dévastatrice, abandonnant leurs rizières pour vendre ce bois. ⁷⁸

Une grande partie du bois est par la suite acheminé vers des pays comme le Japon, lequel importe plus de 35% de son bois de l'Indonésie, du Sabah et des Philippines.⁷⁹ Toutes choses étant égales par ailleurs, les exportations de ce genre de marchandise par les pays de l'ANASE peuvent fournir les devises nécessaires en capital-argent (a), lesquelles peuvent servir à "honorer" les prêts qu'accordent les pays capitalistes hégémoniques, comme le prêt japonais de 1.000 millions

de dollars, nécessaire à la subvention des projets de l'ANASE. Enfin, les projets de l'ANASE produiront des moyens de consommation (m_c) de type capitaliste par l'entremise d'une politique d'import-substitution axée vers la branche capitaliste agro-alimentaire, compte tenu de l'usage massif des engrais, du meilleur accès des terres aux grands agriculteurs "capitalistes", aux coopératives ou aux plantations de produits agricoles, "tandis que les petits paysans s'accrochent aux flancs de collines dénudées." 80

Remarquons, en conclusion, quelques points concernant cette politique "capitaliste" de prêt à l'ANASE. D'abord, il convient de mentionner qu'elle correspond aux caractéristiques actuelles du capitalisme du pays offrant le prêt, c'est-à-dire le Japon. En effet, l'exportation de capital-argent sous forme de prêts est passablement importante au Japon: en 1972, un tiers du total des investissements du Japon à l'étranger prenait cette forme, alors que seulement 7% des investissements allaient aux branches productives d'outre-mer.⁸¹ L'internationalisation du capital ancrée dans le cycle du capital-argent (A...A') semble donc prédominer pour le moment sur l'internationalisation des branches productives, c'est-à-dire l'internationalisation ancrée dans le cycle du capital-productif (P...P'). Au reste, la forte proportion d'investissements indirects (60% en 1972) n'est pas sans nous faire penser à la structure des investissements mondiaux avant la 2ème Grande Guerre lorsque

prédominait également cette forme d'investissement.⁸² Et certains comportements actuels du capitalisme japonais ne sont pas sans évoquer le tableau du stade suprême du capitalisme que traçait Lénine dans son ouvrage L'impérialisme, stade suprême du capitalisme, écrit également avant la 2ème Grande Guerre: existence du phénomène de l'exportation du capital, accaparement des matières premières etc.⁸³ Stade du capitalisme qui, comme le dénote Palloix, correspondait lui aussi au stade d'accumulation capitaliste ancrée dans l'internationalisation du capital-argent.⁸⁴

Une mise en garde s'impose toutefois. ~~Le~~ capitalisme japonais passe actuellement à travers une phase de transformation rapide: Palloix note que l'internationalisation du capital productif croît rapidement au Japon (30% annuellement).⁸⁵ A ce développement de l'internationalisation du capital productif, et dès lors de l'internationalisation des branches productives, correspond notamment le développement actuel d'industries d'exportation à la "périphérie".⁸⁶ C'est ce qui explique, par exemple, pourquoi la firme multinationale japonaise Sumitomo Chemical a été amenée à promouvoir comme projet de l'ANASE une industrie pétrochimique à Singapour, celle-ci étant effectivement une industrie orientée vers l'exportation. Alors que les représentants du gouvernement japonais favorisaient plutôt la création, au sein de l'ANASE, d'entreprises dites d'import-substitution.⁸⁷ D'où toute la complexité des stratégies

japonaises au niveau des politiques d'industrialisation de l'ANASE, ces dernières se couvrant des termes d'industries de substitution des importations et d'industries orientées vers l'exportation. Nous reviendrons sur ces "stratégies" lors de notre conclusion. Passons maintenant à l'étude du Groupe Andin.

1- H.W. Arndt and R. Garnaut, "ASEAN and the Industrialization of East Asia" in Journal of Common Market Studies, Vol. XIII, no. 3, March 1979, p. 191.

2- Frank Frost, "Political Issues in Australian-ASEAN Relations" in Asia Pacific Community, No. 7, Winter 1980, p. 121.

3- Ibid., p. 121.

4- Roelf Hanish, "The Long Road to Regional Cooperation" in Interconomics, Jan.-Feb. 1978, p. 39.

5- H.W. Arndt and R. Garnaut, op.cit., p. 191.

6- Ibid., p. 192.

7- John Wong, ASEAN Economies in Perspective, Philadelphia, Institute for the Study of Human Issues, 1979, p. 7.

8- H.W. Arndt and R. Garnaut, op.cit., p. 192.

9- Ibid., p. 193.

10- Denzil Peiris, "Diversions on the Road to a Summit" in Far Eastern Economic Review, Vol. 91, no. 6, Feb. 6, 1976, p. 18.

11- ***, "ASEAN: Enter the Japanese" in Far Eastern Economic Review, Vol. 97, no. 33, August 19, 1977, p. 21.

12- D. Wilson, "Economic Co-operation within ASEAN" in Pacific Community, Vol. V., no. 1, Oct. 1973, p. 81.

13- Estrella D. Solidum, Towards a Southeast Asian Community, Quezon City, Philippines, University of Philippines 1974, p. 2.

14- D. Wilson, op.cit., p. 81.

15- Rodolphe de Koninck et Claude Comtois, "L'accélération de l'intégration du commerce extérieur des pays de l'ASEAN au Marché mondial" in Etudes Internationales, Vol. XI; no. 1, Mars 1980, p. 49.

16- Ibid., p. 49.

17- Ibid., p. 53.

18- Ibid., p. 53.

19- Dick Wilson, "No Will, No Way", in Far Eastern Economic Review, Vol. LXXX, no. 24, June 18, 1973, p.49.

20- cf. "ASEAN Economies" in Far Eastern Economic Review Asia Yearbook 1979, Hong Kong, 1979, p. 84.

21- Estrella D. Solidum, op.cit., p. 184.

22- Roelf Hanish, op.cit., p. 42.

23- voir Ibid., p.42; et Shee Poon Kim, "A Decade of ASEAN, 1967-1977" in Asian Survey, Vol. XVII, no. 8, August 1977, p. 762.

24- Cf. Anthony Rowley, "ASEAN Takes the Cue" in Far Eastern Economic Review, Vol. 97, no. 33, August 19, 1977, p. 28; et ***, "ASEAN Economies" in Far Eastern Economic Review Asia Yearbook 1979, Hong Kong, 1979, p.85.

25- Anthony Rowley, op.cit., p. 29.

26- John Wong, op.cit., p.54.

27- Ibid., p. 60.

28- Ibid., p. 54.

29- Ibid., p. 54.

30- Christian Balloix, L'économie mondiale capitaliste et les firmes multinationales, tome II, Paris, François Maspéro, 1975, p. 272.

31- Seiji Naya, "Japan's Role in ASEAN Economic Development" in Asia Pacific Community, No. 1, Summer 1978, p. 38.

32- Ibid., p. 38.

33- voir R. Hirono, "Toward Increased Intra-ASEAN Economic Cooperation in Asia Pacific Community, No.3, Winter 1978-1979, p. 106.

34- ***, "EC-ASEAN Relations" in European Community News Release, Press and Information Service (Ottawa), 7 March 1980, p. 3.

35- Harvey Stockwin, "Japan: the Missing Link in Asean's Blueprint" in Far Eastern Economic Review, Vol. XCII, No. 18, p.48.

36- Ibid., p.48.

37- M.Y. Yoshino, Japan's Multinational Enterprises, Cambridge, Mass., Harvard University Press, 1976, p. 84.

38- Ho Kwon Ping, "Lee Prepares to Barter" in Far Eastern Economic Review, Vol. XCI, no. 9, Feb. 27, 1976, p.25 et Sûsumu Awanohara, "Mitsubishi Jumps on the Bandwagon" in Far Eastern Economic Review, Vol. 96, no. 26, June 10, 1977, p.42.

39- M.Y. Yoshino, op.cit., p. 84.

40- ***, "Sumitomo Sights in on Singapore" in Chemical Week, No. 113, August 15, 1973, p. 26.

41- Ho Kwon Ping, op.cit., p.25.

42- R. Hirono, op.cit., p. 99 et Roelf Hanish, op.cit., p. 41.

43- R. Hirono, op.cit., p.99.

44- Ibid., p.100, et R. Hanish, op.cit., p. 41.

45- H.W. Arndt, "ASEAN Industrial Projects" in Asia Pacific Community, No.2, Fall 1978, p. 121.

46- Ibid., p. 121.

47- Ibid., p.125 et R. Hirono, op.cit., p.100.

48- R. Hirono, op.cit., p. 100.

49- Ibid., p.106.

50- Christian Palloix, L'économie mondiale... op.cit. p. 306.

51- Nagatoshi Suzuki, Asian Economic Development and Export-Oriented Industrialization, Tokyo, Institute of Developing Economies, IDE Special Paper No.4, 1976, p.10.

52- Ibid., p. 10.

53- ***, "Présence et politique économique japonaise en Asie du Sud-Est", France-Asie, No.2, 1974, p.23.

54- ***, "Sumitomo Sights in on Singapore" in Chemical Week, No. 113, August 15, 1973, p. 26.

55- Wong, op.cit., p. 181.

56- Arun Senkuttuvan, "ASEAN plans for the Steel Age", in Far Eastern Economic Review, Vol. XLI, no. 13, March 26, 1976, p. 50.

57- ***, "Japan: Kawasaki Steel Leads the March Overseas" in Business Week, July 1976, p. 32.

58- Arun Senkuttuvan, op.cit., p. 50.

59- Ibid., p. 50.

60- Ibid., p. 50.

61- Christian Palloix, Travail & Production, Paris, Maspéro, 1978, p. 97.

62- voir Dan Morgan, Les géants du grain, Trad. de l'américain par Marie-Hélène Dumas, Montréal, Québec/Amérique, 1980, p. 289.

63- Cf. Christian Palloix, L'économie mondiale... op.cit., p. 272.

64- Rodolphe de Koninck, et Claude Comtois, op.cit. p. 54.

65- Roelf Hanish, op.cit., p. 41.

66- Ibid., p. 41.

67- Peter Weintraub, "Singapore Speeds Ahead of ASEAN" in Far Eastern Economic Review, Vol. CII, No. 42, 20 octobre 1978, p. 61.

68- R. Hirono, op.cit., p. 102.

69- Lim Chong-Yah, "ASEAN's Package Deal Industrial Projects" in Asia Pacific Community, No. 2, Fall 1978 p. 135.

70- Roelf Hanish, op.cit., p. 41.

71- ***, "ASEAN: Moving Forward Little by Little" in Far Eastern Economic Review, Vol. CII, no. 52, 29 december 1978, p. 36.

72- Susumu Awanohara, "No Promise of Long-term Interest or Continuity" in Far Eastern Economic Review, Vol. 99, no. 10, March 10, 1978, p. 53.

73- Ibid., p. 53.

74- Ibid., p. 53.

75- Ibid., p. 53.

76- Cf: Christian Palloix, L'économie mondiale...
op.cit., p. 272.

77- Rodolphe de Koninck et Claude Comtois, op.cit.,
p.54.

78- Dan Morgan, op.cit., p. 289.

79- ***, "Présence et politique..." op.cit., p.24.

80- Dan Morgan, op.cit., p.290.

81- R.P. Sinha, "Japanese Foreign Investment" in
The World Today, April 1975, p. 143.

82- Ibid. et Christian Palloix, L'internationalisa-
tion du capital. Eléments critiques, Paris, Maspéro, 1975,
p. 89-90.

83- V.I. Lénine, "L'impérialisme, stade suprême du
capitalisme" (1916) dans Oeuvres, Ed. Sociales, Paris, Ed. du
Progrès, Moscou, t.22.

84- Christian Palloix, L'internationalisation du ca-
pital, op.cit., p.99.

85- Ibid., p. 68.

86- Ibid., p. 105,

87- Pour la Sumitomo Chemical voir ***, "Sumitomo
Sights in on Singapore" op.cit.; et Susumu Awanohara, "No
Promise..." op.cit.

Le Groupe Andin: une expérience latino-américaine d'intégration régionaleA- Introduction:

Le Pacte Andin résulta du fait qu'un groupe de pays latino-américains se montraient de plus en plus insatisfaits du peu de progrès que l'Association latino-américaine de libre-échange (ALALE) avait accompli concernant la création éventuelle d'un marché commun.¹ Compte tenu de l'absence de politiques économiques et de l'existence de pôles d'industrialisation bénéficiant surtout les pays plus développés de la région (Argentine, Brésil et le Mexique), la zone de libre échange qu'est l'ALALE ne sut répondre aux besoins ressentis par les autres pays de la région, lesquels désiraient un processus d'intégration plus approfondi visant une répartition plus équitable des bénéfices.²

Il s'ensuivit que des pays tels que la Colombie, le Chili, le Pérou, le Vénézuëla et l'Equateur songèrent à créer un Bloc andin, c'est-à-dire une "sous-région andine" à l'intérieur de la région de l'ALALE.³ Mais suite à des pressions de la FEDECAMARAS, une puissante organisation économique du Vénézuëla, ce dernier pays dut se résoudre momentanément à quitter le Bloc Andin.

Tant et si bien qu'en 1969, les cinq pays membres restants du Bloc andin décidèrent de signer l'Acuerdo de Cartagena, ou l'Accord de Carthagène, officialisant ainsi un plan d'intégration "sous-régionale" à l'intérieur du

cadre régional de l'ALALE. Ces cinq pays, à savoir la Bolivie, le Chili, la Colombie, l'Equateur, et le Pérou, voulaient par le fait même instituer une nouvelle formule de coopération mutuelle et d'action unie en créant ce "Pacte Andin." ⁴

Les principaux éléments de l'Accord de Carthagène sont les suivants.

- a) Etablir une institution adéquate au processus d'intégration, comprenant un pouvoir exécutif et soutenu par un personnel technique consistant;
- b) Instaurer un processus de libéralisation du commerce réciproque entre les pays membres, ainsi que l'établissement d'une barrière tarifaire commune à l'égard du monde extérieur à la sous-région (tarif externe commun);
- c) Projeter un système visant une distribution équitable des bénéfices de l'intégration, dont l'instrument principal consisterait en une planification de l'investissement régional (plans sectoriels pour le développement industriel); un tel système comprendrait également plusieurs formes de traitements préférentiels pour la Bolivie et l'Equateur, ces deux pays ayant un développement relativement plus faible;
- d) Harmoniser les politiques économiques, en débutant par une politique concernant l'investissement direct étranger.* ⁵

En février 1973, le Venezuela adhéra à l'Accord de Carthagène, lors de la signature du Consensus de Lima⁶ ... mais en 1976, le Chili se retirait du Pacte Andin.⁷

(*) Cf. Décision 24 sur le contrôle des investissements.

Deux organismes principaux de direction existent au niveau du Groupe Andin: la "Commission" et la "Junta".⁸ La "Commission", un corps de direction politique, comprend un délégué plénipotentiaire par pays membre. Tandis que la "Junta", un corps de direction technique, est dirigée par trois membres nommés par la "Commission".⁹ L'existence de ces organismes de direction confère au Groupe Andin un caractère "dirigiste" au niveau d'une coopération politico-technico-économique, des mécanismes (programmation sectorielle et contrôle des investissements et de la technologie par la Décision 24) devant répondre aux exigences d'un certain "dirigisme" régional. Ce qui contraste évidemment avec le caractère plus de "laissez-faire" de l'ANASE, laquelle se contente d'une libéralisation partielle des échanges, ainsi que d'une coopération industrielle régionale qui n'est pas soumise à une planification régionale alliée à une politique de contrôle des investissements directs et de la technologie, comme c'est le cas dans l'intégration "dirigiste" andine.

B- La Coopération politico-économique régionale et le Groupe Andin:

La Coopération régionale andine dépend notamment de quatre mécanismes: 1) une société andine d'investissement, appelée la Corporation andine de développement, laquelle ne fait pas partie, à proprement parler, de l'Accord de Carthagène; 2) un contrôle des investissements directs et de la technologie par la Décision 24; 3) la libéralisation du

commerce intra-régional; 4) la programmation sectorielle.¹⁰ Nous insisterons ici sur les deux derniers mécanismes, afin de les mettre en parallèle avec les mécanismes correspondants de l'ANASE, c'est-à-dire la libéralisation des échanges par items et la coopération industrielle.

I- La libéralisation du commerce intra-régional:

Aujourd'hui, l'élimination de barrières non-tarifaires semble théoriquement acquise pour le Groupe Andin.¹¹ Encore qu'en 1976, un article de la revue Integracion latinoamericana notait l'application d'entraves et de formalités bureaucratiques rendant difficile le commerce intra-régional.¹²

Quant au retrait des tarifs, il est plus lent. Trois listes majeures de produits à libéraliser commercialement subsistent, dont une seule sera sujette à libéralisation immédiate. Cette dernière liste, comprenant en grande partie des produits non-manufacturés, au nombre de 3.000 items, est censée faire l'objet de réductions tarifaires de 10% par année dès le 31 décembre 1971. La protection devait ne plus avoir cours au début de l'année 1980.¹³ Mais l'on prévoit que l'échéance sera reportée en 1982.¹⁴

Une deuxième liste de produits protégés comprend une série d'exceptions "nationales" à la libéralisation des échanges. La somme des exceptions est plus grande dans un pays moins développé, comme l'Equateur qui en compte 600, que dans les pays plus développés, comme le Chili et la Colombie,

lesquels comptent 250 exceptions.¹⁵ D'ailleurs, la Colombie, pays plus développé, ne tira pas avantage de cette extension tarifaire. Tandis que les autres pays adoptèrent cette liste d'exceptions jusqu'en 1985, les exceptions à cette règle étant bien entendu, la Bolivie et l'Equateur, pays moins développés de la région, lesquels ont vu leur échéance reportée en 1990.¹⁶

Enfin, une troisième liste majeure d'exceptions concernait l'extension d'un tarif protectionniste pour des industries locales. Trois cents items, placés sous une liste spéciale de biens réservés aux programmes sectoriels de développement, avaient été compris dans cette dernière liste.¹⁷ Fait à noter, le non-retrait de certains produits des listes d'exceptions entrava la bonne marche des politiques tarifaires liées aux programmes industriels déjà approuvés, notamment dans le secteur métallurgico-mécanique.¹⁸

Quoi qu'il en soit, la modalité de l'application des mécanismes de libéralisation détermine laquelle des deux formes de programmation industrielle (à savoir i- les programmes sectoriels de développement industriel; et ii- les programmes de rationalisation) prévaudrait dans une programmation industrielle donnée. Ainsi, la première forme de programmation, que nous étudierons surtout, se caractérise par des instruments tarifaires et autres définis au niveau de chacun des programmes sectoriels particuliers (métallurgico-mécanique, etc.), lesquels sont jugés priori-

taires. Alors que la programmation dite de "rationalisation", comprenant des programmes jugés non-prioritaires et limités à l'industrie existante, est soumise au mécanisme général de libéralisation. Notons, cependant, que tous les produits programmés ou non, ...

... devront être complètement exonérés et compris dans un tarif extérieur commun au plus tard, selon les pays, en 1980 ou en 1985, date où la mise en place du marché commun sera terminée. 19

D'où la nature "temporaire" des politiques tarifaires caractérisant les programmes sectoriels.

Par ailleurs, comme le dénote Mytelka, la nature de la politique du tarif extérieur commun, lequel est nécessaire à l'intégration régionale du marché andin, a subie quelques modifications. Précédemment, il y avait une seule ligne tarifaire comprenant un tarif extérieur minimum commun, fixé en moyenne à 43%, ce qui permettait une déviation standard de 15%. Mais dès 1979, des niveaux minimum et maximum ont été mis en vigueur, lesquels sont respectivement de 28 et de 60 pour cent.²⁰

Et en 1980, les pays membres devront commencer le processus de réduction des différences tarifaires de sorte qu'un tarif unique et uniforme soit mis en vigueur au Pérou, en Colombie, et au Venezuela dès le 31 décembre 1983. Puis, viendra le tour de la Bolivie et de l'Equateur, lors du 31 décembre 1989.²¹

II- Une intégration de type étendu ("comprehensive")

Contrairement à l'ANASE qui poursuit une intégration de type partiel, le Groupe Andin vise l'intégration de type étendu. Les mécanismes de négociations s'effectuent au travers du marché régional (across the board), quitte à faire des clauses d'exception pour les pays moins développés. Il ne s'agit donc pas, comme dans le cas de l'intégration partielle, de négocier item-par-item des marchandises dont on veut libéraliser les échanges, mais plutôt d'éliminer les barrières tarifaires à l'intérieur de la région de façon étendue, pour que l'on puisse créer un véritable marché commun grâce à un tarif externe commun.

Du reste, la coopération industrielle andine ne se fait pas partiellement en adoptant un à un des projets faisant partie d'un arrangement global, lesquels sont individuellement distribués à un Etat membre donné. Au contraire, la coopération industrielle andine se fait de façon "étendue", de sorte que chacun des pays dispose d'un projet lors de l'adoption d'un programme sectoriel en particulier.

III- La Coopération industrielle: la programmation sectorielle du développement industriel andin

Dans le cadre du développement industriel andin, huit programmes sectoriels ont été prévus: 1) un programme métallurgico-mécanique, dont l'investissement approximatif serait d'un milliard de dollars; 2) un programme automobile, requérant un investissement de deux milliards de

dollars; 4) un programme d'engrais chimiques; 5) un programme sidérurgique, dont l'investissement s'élèvera à environ dix milliards de dollars; et enfin trois autres programmes de plus petites dimensions, soit 6) un programme pharmaceutique exigeant un investissement de 100 millions de dollars; 7) un programme électronique demandant un investissement d'environ 200 millions de dollars; et 8) un programme dans le secteur chimique comptant sur des apports de capital de 500 millions de dollars.²²

Parmi tous ces programmes sectoriels, trois ont été approuvés: le programme métallurgico-mécanique par la Décision 57 en août 1972, le pétrochimique par la Décision 91 en août 1975, et le programme automobile en septembre 1977 par la Décision 120. Mais, compte tenu de l'adhésion tardive du Vénézuëla et du retrait du Chili, les deux premiers programmes sont en voie d'actualisation.²³ Par exemple, le 23 juillet 1979, on adoptait grâce à la Décision 146 un nouveau programme métallurgico-mécanique qui impliquait le Vénézuëla comme participant, tout en permettant de nouvelles réalisations industrielles dans les pays de la sous-région andine.²⁴

Classifions maintenant les branches et les sections relatives aux programmes sectoriels en nous inspirant du tableau sectoriel que nous avons fait dans notre chapitre théorique. Cela donne le tableau no. 4 qui suit...

tableau no. 4

SECTORIALISATION DES PROJETS (25)

DE

PROGRAMMATION SECTORIELLE DU GROUPE ANDIN

SECTIONS

BRANCHES

S₁ Section des moyens de production principauxS_{1.1} Sous-section

Machines-outils (ex. perceuses radiales et fileteuses; Bolivie); Système électronique (ex. Fabrication d'instruments de mesure et de contrôle électrique ou électronique)

S_{1.2} Sous-section

Equipements lourds (ex. équipements pour la fonderie; Colombie)

S_{1.3} Sous-section

Equipements spécialisés et machines spéciales (ex. Instruments médicaux-chirurgicaux; Colombie, cultivatrices, moissonneuses, machines pour l'industrie boulangère et celle du cacao; Colombie, Machines pour la fabrication des chaussures; Colombie)

S_{1.4} Sous-section

Equipements courants (ex. Forets, mèches, alésoirs; Equateur, Pompes centrifuges et turbopompes; Pérou)

Equipements élaborés (ex. Métiers à tisser à la main; Colombie et Pérou).

S₂ Section des moyens de production intermédiaires

Pétrochimie (adoptée dans la Décision 91)

Sidérurgie (à l'étude)

(Suite du tableau no. 4)

S ₃	Section des moyens de consommation	
S _{3.1}	Sous-section (consommation de masse)	Ex. Jouets, Décision 57, Colombie; Automobile, Décision 120
S _{3.2}	Sous-section (consommation de luxe, etc.)	Avions légers (Colombie, Décision 57)

Nota bene: Toutes les branches appartenant à la section S₁ relèvent de la Décision 57.

Le tableau no. 4 montre bien que la structure du mode d'organisation capitaliste de la production dans le Groupe Andin est très complexe, et qu'il n'y a pas cette orientation unilatérale vers la section des moyens de consommation de type agricole caractérisant, par exemple, la coopération industrielle de l'ANASE. Au contraire, le Groupe Andin recouvre les trois sections du mode d'organisation capitaliste de la production. Il s'agirait donc, comme nous le démontrerons plus tard, d'un vaste "déploiement" du système productif des pays capitalistes avancés gagnant progressivement les formations sociales sous-développées du Groupe Andin.

IV- Quelques problèmes entourant la programmation sectorielle:

Palloix affirme:

Les formations sociales capitalistes hégémoniques poussent le procès de travail industriel en direction du tiers monde, mais conserve soigneusement la reproduction de ce procès de (...)

... travail industriel à partir de la maîtrise du stock moyens de production, moyens intermédiaires, moyens de consommation. 26

Au niveau du Groupe Andin, ce phénomène s'est manifesté notamment par la difficulté, ressentie par les dirigeants régionaux, de faire appliquer le tarif extérieur commun à des produits dont le "stock" (en latino-américain: existencia) fut pourtant vérifié par la Junte.²⁷

Et même si Salgado considère le programme métallurgico-mécanique comme un secteur prioritaire, en permettant aux pays membres de la région andine de maintenir et d'accroître le "stock" d'équipement industriel, tout en favorisant des progrès dans la production des moyens de production (capital goods),²⁸ il n'en demeure pas moins que le "stock" ou l'approvisionnement de ces moyens de production dépend commercialement en grande partie de sources extérieures.

Comme en prête foi, par exemple, le tableau suivant no. 5:

Tableau no. 5: Participation de la région latino-américaine dans le domaine des machines-outils, lesquelles font partie de la section des moyens de production

Année:	1966	1970	1974
(en millions de dollars \$US)			
Production,	51	71	180
Importation	129	180	350
Exportation	5	7	16

(...Suite page suivante pour le tabl. no.5)

(Suite du tableau no. 5)

	1966	1970	1974
Demande apparente	175	244	514
Demande apparente en dollars de 1976	329	400	652

Source: Juan Antonio Valeiras, "Posibilidades de complementación en la industria latinoamericana de máquinas-herramientas" in Integración latinoamericana, No. 26, Julio 1978, p. 24

Par ce tableau, l'on se rend compte que les pays latino-américains ne sont pas autosuffisants en matière de production de machines-outils. En fait, même en 1974, le montant de l'importation excède presque du double la production de ces pays. D'où une dépendance commerciale dans ce secteur face à l'extérieur. Ce phénomène s'explique en partie par l'ancienne structure de la production andine au niveau du secteur métallurgico-mécanique, lequel comprend la manufacture de machines-outils. Comme le dénote Eduardo Gana, en 1970, dans la région andine, seulement 1,7% de la production industrielle de la Bolivie s'effectuait dans le secteur métallurgico-mécanique, 6,7% pour l'Equateur, 11,8% pour la Colombie, 12,8% pour le Pérou et 23,2% pour le Chili.²⁹ D'où une carence de la production de machines-outils, lesquelles font partie du programme sectoriel métallurgico-mécanique. Or, cela peut présenter un aspect néfaste, si l'on considère, comme le faisait Palloix, que l'industrie de la machine-outil,

en étant en amont du système productif, se trouve à commander. "l'ensemble des industries mécaniques et électriques, l'industrie automobile..." 30

Mais, concernant le contrôle du stock global de moyens de production, des moyens intermédiaires et des moyens de consommation par le capital des pays hégémoniques, Palloix affirme:

Ce contrôle, cette maîtrise reposent sur la maîtrise technologique, et la maîtrise financière, de même que sur la maîtrise de la mise en valeur de la valeur de la marchandise au plan mondial. 31

Or, au sujet de la maîtrise technologique, le capital des formations sociales hégémoniques, c'est-à-dire des pays comme les Etats-Unis, la République Fédérale Allemande, le Japon, et la Suisse, exerce bien sûr une maîtrise importante. Mytelka note, par exemple, que la technologie nécessaire au programme pétrochimique est contrôlée par le capital international tant au niveau de la licence que dans la propriété des moyens de production.³² Et même si l'entreprise est à 100% de capital étatique ou national privé, il n'en demeure pas moins que la licence technologique est contrôlée par le capital des pays hégémoniques: par exemple, la Sociedad Paramonga à 100% de capital étatique péruvien dépend de la Vulcan des Etats-Unis pour la licence pour le chlorure de vinyle; l'Ecopetrol de Colombie, elle-aussi à 100% de capital étatique, dépend de la Kellogg des Etats-Unis pour la licence pour la production d'éthylène et de

propylène; et l'Andercol de la Colombie, à 100% de capital national privé, dépend d'une licence de la Von Heyden de la République Fédérale Allemande pour la production d'anhydride phtalique.³³ Et les licences pour les produits spécifiques, comme le Banlon ou le Dralon, sont monopolisées par Dupont ou Bayer.³⁴ Ce contrôle de la technologie ne se limite pourtant pas à la section des moyens de production intermédiaires comprenant la pétrochimie par exemple. En effet, on retrouve un phénomène semblable au niveau de la section des moyens de production principaux. Par exemple, on remarque que la Colombie, un pays ayant pourtant une bonne base technologique, ne peut s'esquiver de la dépendance à l'égard de la technologie étrangère dans le programme métallurgico-mécanique, lequel comprend la production de moyens de production principaux, tels que les machines-outils. Car, environ 61% de la production était sous licence étrangère.³⁵ Il en est de même pour le Pérou où l'investissement du capital étranger dans ce secteur s'est élevé de 17% en 1973.³⁶ Enfin, au niveau de la section des moyens de consommation, nous avons aussi tout lieu de croire que le contrôle par les licences existera aussi. Par exemple, pour le secteur automobile (Décision 120), l'on constate --au sujet du programme vénézuélien-- que la production des moteurs à 4 cylindres dépend de Fiat (Italie), celle des moteurs à 6 cylindres de General Motors (U.S.), et celle pour les moteurs diesel de Pegaso (Espagne).³⁷

Plus difficile à discerner, la maîtrise financière de projets de programmation sectorielle par le capital international hégémonique peut prendre une forme indirecte au niveau du Groupe Andin. Fernandez et Ocampo notent à cet effet qu'en conjuguant deux articles de la décision 24, l'un insistant sur le fait que l'Etat ou les entreprises étatiques doivent avoir une option prioritaire pour la vente de parts ou de droits d'entreprises étrangères, et l'autre voulant que l'investisseur étranger ait le droit de réexporter son capital investi lorsqu'il vend son capital investi, il s'en suivrait un processus de désinvestissement en ce qui a trait aux capitaux directs appartenant aux firmes étrangères. Alors que la maîtrise financière peut se faire indirectement lorsque les firmes étrangères achètent des bons du gouvernement (ou d'entreprises étatiques) avec les montants produits des ventes de parts etc. 38 De ce fait, un projet qui ne satisferait pas aux exigences d'une entreprise transnationale pourrait entraîner des pressions provenant d'un retrait des sommes investies dans les bons gouvernementaux ou d'entreprises étatiques. Et dès lors, même une entreprise à 100% de capital étatique, comme la Petroperu (Pérou) ou la Sociedad Paramonga (Pérou), n'est pas à l'abri de toutes pressions financières venant de l'extérieur.

Quant à la maîtrise de la mise en valeur de la marchandise par le capital international, elle relève du procès de mise en valeur du capital A-M (P). Pour que la

marchandise soit mise en valeur, celle-ci doit être inté-
 grée au niveau du capital, un rapport social entre d'une
 part, ceux qui vendent sur le marché de la main-d'oeuvre
 leur force de travail (T) tout en utilisant des moyens de
 production (Mp) pour une production capitaliste, et d'autre
 part les capitalistes qui profitent de l'achat de ces mar-
 chandises sous forme de force de travail et de moyens de
 production. Il y a dès lors une mise en valeur des mar-
 chandises. Dans le cas du Pacte Andin, ce procès de mise
 en valeur des marchandises sert les intérêts du capital in-
 ternational. Prenons un exemple bolivien. L'Atlas Copco
 Andina y Cía, une branche de la multinationale suédoise Atlas
 Copco, produit des moyens de production (Mp), à savoir des
 perceuses pneumatiques, des compresseurs et autres outils,
 alloués par l'entremise du programme métallurgico-mécanique
 à la Bolivie.³⁹ Ces moyens de production (Mp) serviront,
 entre autres choses, à la production de tungstène en vertu
 de la Décision 28 du Pacte Andin.⁴⁰ Or, l'International
 Mining, une autre entreprise à base multinationale, se trou-
 ve à être le principal producteur de tungstène du pays (65%
 de la production).⁴¹ L'Atlas Copco Andina y Cia vendra donc
 tout probablement sa marchandise (moyens de production) à
 l'International Mining Co. Or, les salaires miniers étant
 peu élevés en Bolivie (85,90 \$Can par mois en 1975), l'achat
 de la force de travail (T) est au reste peu coûteuse pour
 l'International Mining Co.⁴² L'achat de la force de travail

et des moyens de production se ferait dès lors dans des conditions de mise en valeur très intéressantes pour les capitalistes, étant donné les coûts en salaires peu élevés. Somme toute, tout le procès de mise en valeur se concentre ici au niveau des entreprises multinationales qui détiennent les moyens de production et achètent une force de travail peu coûteuse, isolée de la possession des moyens de production. Et les ouvriers miniers éprouvent de la difficulté à modifier ces conditions de mise en valeur. Puisque la répression armée, briseuse de luttes syndicales, comme ce fut le cas dans les grèves des mines d'étain en 1965, constitue toujours une menace.⁴³

V- Le cas de la dissension équatorienne face à la politique de l'intégration andine de la production.

L'étude du cas de la dissension équatorienne à l'égard du programme métallurgico-mécanique peut, à notre avis, révéler des aspects significatifs des problèmes politiques relatifs à la stratégie andine d'industrialisation par l'intégration de la production.

Cette dissension s'est manifestée notamment lors de la nouvelle proposition d'actualisation du programme métallurgico-mécanique, mise à l'étude par un groupe de travail de la commission au début de 1978.⁴⁴ Mais, avant tout, faisons quelques observations.

D'abord, nous remarquons une prise de position des pays moins développés de la région (Bolivie et Equateur) qui

s'oppose à celle des trois autres pays du Groupe Andin. Gar, de retour à Quito, le ministre équatorien de l'Industrie, du Commerce et de l'Intégration, Galo Montaña, affirme bien en janvier 1979:

... que son pays et la Bolivie resteraient très unis et très solidaires dans leur position commune face aux trois autres pays du Pacte. 45

Mais fait intéressant, un article de la revue Comercio exterior ajoute:

Dans son rejet de la proposition, le gouvernement équatorien a été appuyé par l'Association des petits Industriels de Quito qui avaient déjà exprimé leur désaccord au sujet de la Décision 57 (N.D.R. laquelle concernait le programme métallurgico-mécanique adopté en 1972), où il était stipulé que l'Equateur serait chargé de la fabrication de machines pour l'industrie laitière, l'horlogerie, les équipements hydrauliques et autres produits qui requièrent une main-d'oeuvre qualifiée et d'énormes investissements de l'étranger. Les industriels équatoriens demandent que leur soit assignée une production " en rapport avec la réalité et les exigences nationales". Dans ce sens, ils revendiquent la production de machines et d'outils agricoles "qui feront l'objet d'une importante demande, non seulement en Equateur, mais aussi dans les autres pays de la sous-région".

(souligné par A.L.) 46

Aussi, afin de bien saisir l'enjeu du problème, reprenons le tableau de Palloix sur la sectorialisation du système productif capitaliste, et appliquons-le sur le programme métallurgico-mécanique équatorien, tel qu'il fut alloué par la Décision 57... et tel que les industriels équatoriens le proposent.

tableau no. 6

Regroupement de branches en sections

Décision 57
(projets)Proposition des
hommes d'affaires
équatoriens
(projets)S.1 Section des moyens de production principaux

S1.1 Sous-section regroupant les machines-outils, les systèmes électroniques, les automatismes, et les moteurs

Fabrication d'instruments de mesure et de contrôle (électroniques et électroniques)

Nil

S1.2 Sous-section des équipements lourds

Systèmes hydrauliques

Nil

S1.3 Équipements spécialisés et machines spéciales.

Machines pour l'industrie laitière, Presses à former pour l'industrie du plastique, Dégauchisseuses alternatives, Presses hydrauliques, Centrifugeuses, Appareils de coupe et de sectionnement.

Machines agricoles

S1.4 Équipements courants et équipements élaborés

Forets, mèches, alésoirs, etc. Manomètres.

Outils agricoles

S.3 Section des moyens de consommation

S3.1 Sous-section des moyens de consommation de masse

Horlogerie

Nil

Nota: Une liste des projets sectoriels de la Décision 57 se trouve dans Germanico Salgado, "Intégration économique des pays en voie de développement..." in Journal de la planification et du développement, No. 8, 1975, p.216

Par ce tableau no. 6, l'on dénote d'une part que les projets dans les sous-sections 1.1 et 1.2 sont absents dans la proposition des équatoriens. Alors que d'autre part, les projets dans les sous-sections 1.2 et 1.4, eux, sont présents. Et les branches qui y sont comprises (machines agricoles, et outils agricoles) font partie des moyens de production nécessaires à la production de moyens de consommation de type agricole. Bref, ces moyens de production sont liés à la branche agro-alimentaire, laquelle fait partie de la section des moyens de consommation.

L'on remarque dès lors, au niveau de la proposition équatorienne, une volonté d'"impulser" le développement de la section des moyens de consommation de type agricole par les sous-sections 1.3 et 1.4 de la section des moyens de production principaux. D'où, selon Palloix, l'éventualité d'accroissements continuels de la productivité du travail dans la section des moyens de consommation. Puisque ces accroissements supposent une telle "impulsion" conformément aux règles de la mise en valeur du capital (ex. maximisation du taux des profits).⁴⁷

Aussi, en dépit de la raison invoquée, selon laquelle plusieurs programmes exigent effectivement une main-d'oeuvre qualifiée et d'énormes investissements venant de l'étranger, il nous semble qu'il existe une autre raison qui motive la position équatorienne. Car, nous voyons mal pourquoi l'on abandonnerait un programme tel que celui des forêts,

mèches et alésoirs (un projet de la Décision 57) pour ces raisons. Faire un foret ou une mèche ne me semble pas plus compliqué que de faire une machine agricole quelconque, cette dernière exigeant d'ailleurs, elle-aussi, une main-d'oeuvre qualifiée. La raison de la proposition équatorienne serait plutôt que l'Equateur veut établir, entre autres choses, une politique visant à "impulser" le développement de la section des moyens de consommation de type agricole par les sous-sections 1.3 et 1.4.

Au surplus, le fait que l'article de la revue Comercio exterior, mentionné plus haut, parle d'"exigences nationales" sans évoquer des "exigences régionales" pourrait nous laisser entrevoir l'interprétation selon laquelle la dissidence politique équatorienne à l'égard du programme métallurgico-mécanique répond à des intérêts apparemment "nationalistes", lesquels n'ont pas nécessairement en vu un développement régional harmonieux de l'ensemble des sous-sections productives représentées dans les divers programmes sectoriels. Une divergence politique semble donc se matérialiser au niveau des négociations entre les pays du Groupe Andin. À notre avis, l'existence d'une telle stratégie "dissidente" pourrait compromettre, en sous-estimant l'apport de certaines sous-sections, l'idéal d'une intégration régionale de la production où toutes les sections et sous-sections du mode d'organisation capitaliste de la production devraient être représentées harmonieusement.

au niveau de l'intégration régionale.

La dissension politique de l'Equateur au sujet du programme métallurgico-mécanique constitue un exemple parmi d'autres. En fait, comme le dénote Rafael Vargas-Hidalgo, à partir de 1973, les gouvernements participant au Pacte Andin ont commencé à adopter des politiques économiques radicalement différentes les unes des autres,⁴⁸ ce qui compromet les chances de succès d'un modèle unifié permettant l'intégration de la production au niveau du Groupe Andin, lequel avait pour base un modèle économique où l'Etat serait censé de jouer un rôle "primordial" et "dirigiste".⁴⁹

VI- La politique de tarifs par programmes sectoriels: une mesure particulière du Groupe Andin

Contrairement à l'ANASE, où la stratégie d'import-substitution avait amené une exclusion des projets appartenant aux sections des biens intermédiaires et des moyens de production principaux, le Groupe Andin sut, malgré les divergences mentionnées au niveau des sous-sections, avoir une programmation sectorielle embrassant toutes les trois sections, à savoir celle des moyens de production principaux, celle des moyens de production intermédiaires, et celle des moyens de consommation. Une des raisons de ce phénomène nous semble découler, entre autres choses, du choix d'une politique temporaire et particulière de tarifs par programmes sectoriels.

En effet, à l'inverse de la tendance maintes fois exprimée dans une politique "classique" de substitution des importations, à savoir le fait que les tarifs sont plus élevés du côté de la section des moyens de consommation (S.3) qu'au niveau des sections des biens intermédiaires (S.2) et des moyens de production principaux (S.1), le Pacte Andin avait des tarifs plus élevés pour les moyens de production principaux (S.1), lesquels formaient en grande partie les produits appartenant au programme métallurgico-mécanique. Tandis que des tarifs un peu moins élevés sont prélevés pour les biens intermédiaires (S.2) que sont les produits appartenant au secteur pétrochimique. Et il en est de même pour les biens de consommation (S.3) que sont les automobiles relevant de la Décision 120, lesquelles peuvent être sujettes à des tarifs plus bas encore. Comme l'affirme Ffrench-Davis, le programme métallurgico-mécanique, comprenant la production de moyens de production principaux, s'était doté de marges de protection tarifaire allant de 35 à 80% contre 20 à 35% pour le programme pétrochimique comprenant la production de moyens de production intermédiaires.⁵⁰ Alors que 40 à 0% de protection tarifaire s'appliquait aux moyens de consommation que sont les automobiles dont la production est prévue par la Décision 120.⁵¹

Ceci dit, les marges de protection tarifaire par secteurs visent un protectionnisme à l'égard des importations venant de l'extérieur de la sous-région. Et tous les

pays membres du Groupe Andin doivent prélever leurs droits-tarifaires jusqu'au niveau des tarifs extérieurs communs spécifiques aux programmes sectoriels.⁵²

Ces marges de protection tarifaire, en correspondant à une structure tarifaire originale par rapport à celle de l'import-substitution de type classique (comme par exemple, la structure tarifaire indonésienne), il en ressort que c'est moins les moyens de consommation qui font l'objet de la politique protectionniste, mais plus les moyens de production. Ce qu'on veut protéger, c'est évidemment le secteur "prioritaire" des jeunes industries métallurgico-mécaniques.* D'où le caractère d'import-substitution régionale par les tarifs concernant le secteur métallurgico-mécanique. Alors que de son côté, l'automobile, un moyen de consommation, n'est pas une industrie naissante dans la région (Cf. l'industrie chilienne de l'automobile, par exemple) étant donné la tradition d'import-substitution dans ce secteur.⁵³ L'automobile fera donc l'objet d'une faible marge de protection tarifaire et deviendra dès lors moins l'objet d'une politique "classique" d'import-substitution que d'une politique plus ouverte à la spécialisation internationale, voire plus orientée vers l'exportation. Car, concernant la programmation sectorielle et l'exportation, French-Davis

(*) Sauf pour le Venezuela où, semble-t-il, il y existait déjà une industrie métallurgico-mécanique assez importante. Cf. William P. Avery, "Oil Politics and Economic Policy Making..." in International Organization Vol. 30, No.4(1976).

affirme bien que la programmation andine est...

... un processus radicalement différent des modèles historiques du fait que l'import-substitution à un niveau sub-régional est complémentaire à la promotion d'exportations de produits domestiques. 54

Voilà donc l'intention qu'on exprime à l'égard de la programmation sectorielle andine.

Mais les faits sont autres choses. Outre le retrait du Chili du Pacte Andin et la dissidence équatorienne etc., le programme métallurgico-mécanique n'a pu faire l'objet d'une véritable import-substitution au niveau régional, malgré les tarifs élevés de ce secteur le prédisposant en ce sens. Puisque, comme le dénote Salgado, la demande régionale en produits métallurgico-mécaniques, pour 1980, est estimée à environ 1.060 millions de dollars; et qu'elle ne peut dès lors être satisfaite par la production du programme métallurgico-mécanique. Car la production du programme ne s'élève qu'à 470 millions de dollars.⁵⁵ A notre avis, cette remarque de Salgado révèle un résultat contestable de la politique "protectionniste" d'import-substitution au niveau du programme métallurgico-mécanique: en huit ans (1972-1980), malgré des tarifs allant jusqu'à 80%, la demande régionale en produits métallurgico-mécaniques, comprenant essentiellement des moyens de production, n'aurait pu être réduite de façon à être satisfaite par la production régionale. Il s'ensuivrait que les marges préférentielles tarifaires n'ont pas eu l'effet d'un contrôle de

la demande, lequel caractérise l'intervention protectionniste d'une politique d'import-substitution se distinguant par de hauts tarifs. Faute de mieux, Salgado se rabat sur la production qui, estime-t-il, passera de 20% en 1970 à 44% en 1980, ce qui amènerait une réduction de la disproportion entre la production et la demande.⁵⁶ Mais qu'advient-il si la demande en produits métallurgico-mécaniques s'accroîterait plus rapidement que la production en raison de la dépendance technologique par exemple? Face à cette objection, nous n'avons pas de réponse. Mais nous savons que le "nouveau" programme sectoriel métallurgico-mécanique, approuvé en juillet 1979, prévoit dès lors une demande de produits de 1.300 millions de dollars,⁵⁷ soit une augmentation de 240 millions de dollars par rapport au chiffre de Salgado. Une augmentation importante, il faut en convenir!

Malgré tout, la politique tarifaire relativement plus protectionniste, pour le secteur métallurgico-mécanique, a eu au moins l'effet d'entraîner un changement dans la composition sectorielle des investissements directs andins...

... non pas au niveau d'une concentration générale de l'investissement étranger, mais plutôt en entraînant une augmentation proportionnellement plus grande du nombre de filiales dans les industries métallurgico-mécaniques et de machinerie-électrique. 58

Or, ces entreprises métallurgico-mécaniques, en s'établissant dans la région andine, bénéficieraient ...de la marge préférentielle élevée sur les produits métallurgico-mécaniques. D'où l'existence à court terme de monopoles par voie tarifaire

dans le secteur métallurgico-mécanique, la période de protection tarifaire sectorielle étant censée se terminer en 1980 et 1985, selon les pays.⁵⁹ Mais, quoi qu'il en soit, ces monopoles à "court terme" n'ont pourtant pas empêché le programme métallurgico-mécanique de n'avoir qu'un impact limité sur l'industrie régionale.⁶⁰

Un échec, pour le moment hypothétique, d'une politique tarifaire spécialement conçue en fonction du programme métallurgico-mécanique serait de mauvais augure pour l'ensemble de la programmation sectorielle dont le sort dépend évidemment d'un succès, tant au niveau tarifaire qu'au niveau de la production de moyens de production dans le secteur "prioritaire" métallurgico-mécanique. Ceci dit, le fiasco de la politique protectionniste tarifaire pour une meilleure sectorialisation serait d'autant plus grave en 1980. Puisque, comme nous l'avons noté, celle-ci doit être remplacée, en ce moment, dans les pays les plus développés, par une politique de libéralisation des échanges, relative au tarif général extérieur commun.

VII- Un programme automobile véritablement accepté:

Du reste, l'on peut se demander les raisons de l'affirmation suivante:

Le seul programme qui ait véritablement été accepté jusqu'à maintenant est le programme automobile, considéré comme le plus important. 61

Pourquoi, en effet, le programme automobile serait-il le

"seul" véritablement accepté, et non pas le programme métallurgico-mécanique par exemple? Proposons, pour le moment, l'hypothèse suivante: le programme automobile est le "seul" véritablement accepté, car il est celui qui répond le mieux aux intérêts politiques liés aux exigences de la mise en valeur du capital internationalisé par rapport à la reproduction des sections productives des pays membres de la région andine, lesquelles sont sujettes, comme le dénote Palloix, au déplacement du...

...mouvement global du capital de la section des moyens de production vers la section des moyens de consommation, car c'est là que se généralise en grand le procès de travail du capital avec la valorisation la plus forte... 62

Deux éléments corroborent à cette hypothèse. D'une part, nous remarquons que le secteur automobile est effectivement un moyen de consommation, que l'automobile constitue un ensemble-marchandise où s'exerce une certaine valeur d'échange, et qu'enfin les bas tarifs spécifiques à ce secteur pourraient le désigner comme une industrie orientée vers l'exportation, permettant ainsi de tirer profit des coûts en main-d'œuvre généralement plus bas dans les pays du Groupe Andin. D'autre part, nous remarquons effectivement une valorisation plus forte dans la section des moyens de consommation (automobile) que dans la section des moyens de production principaux (compris dans le secteur métallurgico-mécanique). Ceci se manifeste d'abord au niveau du capital-argent (A) à valoriser: les investissements dans le

programme automobile sont le double des investissements dans le programme métallurgico-mécanique (respectivement, 2 milliards de dollars contre 1 milliard de dollars).⁶³

Mais c'est également au niveau de l'achat de la force de travail (A-T), essentiellement à la mise en valeur du capital $A-M \begin{Bmatrix} M^p \\ T \end{Bmatrix}$, que l'on se rend compte de la plus grande possibilité de valorisation du capital par le programme automobile: alors que le programme métallurgico-mécanique pouvait acheter la force de travail par l'entremise de 40.000 emplois,⁶⁴ le programme automobile, lui, pourrait acheter directement une importante force de travail au moyen de 120.000 emplois, et indirectement, au moyen de 260.000 emplois.⁶⁵

C- Un cas d'internationalisation du capital-productif dans la région andine & la montée des investissements directs

Notons, au surplus, la présence du capital internationalisé, appartenant à des firmes multinationales importantes, au niveau du programme automobile: Ford et Renault font des propositions pour construire des camions en Bolivie; Fiat a un contrat d'assemblage avec la firme équatorienne Maresa; un nouvel accord avec Renault est en marche en Colombie;⁶⁶ et General Motors a été choisie pour l'achat des usines d'assemblage du Venezuela et de la Colombie, lesquelles appartenaient à la Chrysler.⁶⁷ La participation du capital international dans le programme automobile est donc évidente, en dépit du fait que la Chrysler;

une entreprise actuellement en difficulté, eût un impact négatif sur l'essor de cette programmation.⁶⁸

Concernant les programmes automobile et pétrochimique, Kevin J. Middlebrook fait une remarque intéressante:

... les programmes sectoriels pétrochimique et automobile sont les seuls à impliquer des allocations de produits pour plus de trois pays membres. Et les allocations de produit fini reflètent plus justement les intérêts politiques non compromis d'ordre national que l'efficacité économique régionale.⁶⁹ (souligné par M.L.)

Ceci rejoint nos observations au sujet de l'intégration andine de la production. Le fait que l'allocation des produits pétrochimiques et automobiles porte sur plusieurs pays pourrait nous laisser entendre que c'est surtout au niveau de ces secteurs que l'on perçoit la distribution des bénéfices entre les pays par l'entremise de l'allocation. Alors que le secteur métallurgico-mécanique, nécessaire à une économie régionale plus efficace, ne présente pas un très grand attrait si on en juge les réactions de l'Equateur par exemple. D'où l'ampleur plus limitée de ce dernier secteur, ce qui révèle encore une fois le caractère factice de la cohérence sectorielle de l'intégration "andine" de la production. Car, comme nous le remarquons dans la citation de Middlebrook, les allocations satisfont avant tout des "intérêts politiques d'ordre national", ce qui privilégie bien sûr la cohérence nationale sectorielle sur la cohérence régionale sectorielle. Or, à notre avis, c'est du côté de l'internationalisation des branches qu'il faut chercher pour trouver la cause d'un tel

phénomène. En effet, Palloix nous met sur cette piste quand il affirme:

Le paradoxe en est que l'internationalisation des branches, comme expression d'une certaine négation des autonomies "nationales" ou "intérieures" s'appuie nécessairement sur des cohérences sectorielles fortement nationales, de politiques nationales de développement industriel et financier, qui accentuent le caractère nationaliste des Etats... 70

D'où une interprétation possible des démarches nationales de l'Equateur et de la Bolivie, des intérêts politiques nationaux associés surtout aux secteurs pétrochimique et automobile, du retrait chilien du Groupe Andin pour des raisons d'intérêt national, etc. Ce sont les exigences de l'internationalisation des branches qui auraient amenées de tels phénomènes. Une internationalisation des branches qui, rappelons-le, répond elle-même de l'internationalisation du cycle de mise en valeur du capital productif (P...P'). Cette internationalisation du capital productif s'est notamment traduite par une élévation du nombre de filiales appartenant à des branches internationalisées provenant des formations sociales hégémoniques (Japon, Suisse, Etats-Unis etc.). Le tableau no. 7* montre cette élévation du nombre de filiales.

(*) Voir à la page suivante pour le tableau no. 7.

Tableau no. 7Nombre de filiales appartenant à des branches internationalisées

<u>Pays</u>	<u>Avant le Pacte Andin</u>		<u>Après le Pacte Andin</u>	
	Tous les secteurs*	Secteur manufacturier	Tous les secteurs*	Secteur manufacturier
Bolivie	11	5	35	13
Chili	98	67	143	97
Colombie	161	115	286	199
Equateur	52	17	100	52
Pérou	147	101	243	160
Vénézuela	292	190	553	383

Source: Lynn Krieger Mytelka, Regional Development in a Global Economy: The Multinational Corporation Technology, and Andean Integration, New Haven and London, Yale University Press, 1979, pp. 158-163.

(*) Ceci comprend le secteur primaire, le secteur manufacturier, et le secteur des services.

Et cette élévation de filiales correspond par ailleurs à une montée des investissements directs dans plusieurs pays, tel que le montre, à la page suivante, le tableau no. 8.

Tableau no.8

Pays du Pacte Andin récipiendaires d'investissements directs en 1967 et 1972

Pays hôtes	Stock d'investissements directs (en millions de \$) en provenance des pays du CAD-OCDE*		Secteurs Majeurs des investissements directs en 1967	Pays ma-jeurs d'inves-tisse-ment (%) en 1967
	en 1967	en 1972		
Bolivie	144	75	56% Ext. 31% Ser. 9% Man.	Etats- Unis: 83
Chili	963	765	56% Ext. 27% Ser. 10% Man.	Etats- Unis: 91
Colombie	728	910	52% Ext. 32% Man.	Etats- Unis: 86
Equateur	82	300	50% Ext. 28% Man.	
Pérou	782	880	52% Ext. 18% Man.	Etats- Unis: 85
Vénézuela	3495	6150	73% Ext. 11% Man.	Etats- Unis: 73; R.- Uni: 10

Source: United Nations, CEPAL, La presencia de las Empresas transnacionales en la Industria Manufacturera de America Latina, Doc. No. CEPAL/Borrador/IDE/129 (Santiago: CEPAL, 7 November 1975), pp. 111, 115, 118, 120-21, 123, 134, 137, et 140. cité de Lynn K. Mytelka, Regional Development in a Global Economy, op.cit., p. 5.

Notes: (*) Comité d'Assistance au Développement (OCDE)

(**) Ext: Extraction, Man: Manufacture, Ser: Services.

Au reste, par ce tableau no. 8, on remarque la présence prépondérante des Etats-Unis, lesquels étaient, comme nous l'avons noté dans notre chapitre théorique, le principal pays qui internationalisait son capital productif. C'est donc au niveau d'une analyse plus approfondie de l'internationalisation du capital productif et de l'internationalisation des branches que devra être poursuivie notre étude.

Pour ce faire, nous entreprendrons dans le chapitre suivant, une étude du rôle de l'internationalisation du capital productif par rapport à un secteur précis, à savoir la pétrochimie. Afin de mieux ressortir les caractéristiques universelles et les diverses pratiques selon les régions intégrées de l'internationalisation du capital productif, nous avons jugé bon d'en faire une étude concernant d'une part, quelques projets appartenant au programme sectoriel andin, et d'autre part, le projet singapourien qu'on voulait faire adopter au niveau de l'ANASE. Enfin, le secteur pétrochimique a été choisi en raison de l'importance du secteur, des renseignements disponibles, et de sa pertinence à l'égard du cadre choisi d'analyse.

NOTES DU CHAPITRE 3

1- R. Ffrench-Davis, "The Andean Pact: A Model of Economic Integration for Developing Countries", World Development, Vol. V, no. 1-2, Jan.-Feb. 1977, p. 139.

2- W. Andrew Axline et Lynn K. Mytelka, "Société multinationale et intégration régionale dans le Pacte Andin et dans la Communauté des Caraïbes", in Etudes Internationales (VII), Juin 1976, p. 179; voir également R. Ffrench-Davis, op.cit., p. 139.

3- W. Andrew Axline et Lynn K. Mytelka, op.cit., p. 180.

4- Germanico Salgado, "The Andean Group: Building an Economic Union" in International Dimensions of Regional Integration in the Third World, Ottawa, Ed. de l'Université d'Ottawa, 1975, p. 96.

5- R. Ffrench-Davis, op.cit., p. 140.

6- Germanico Salgado, op.cit., p. 96.

7- ***, "Rapport sur l'intégration économique latino-américaine" in Comercio Exterior de Mexico, Vol. XXV, No. 3, Mars 1979, p. 126.

8- R. Ffrench-Davis, op.cit., p. 140.

9- Ibid.

10- Voir Roger W. Fontaine, The Andean Pact: A Political Analysis, The Washington Papers, vol. V, no. 45, Beverly Hills and London: Sage Publications, 1977, pp. 14-28.

11- Ibid., p. 15.

12- ***, "Junta del Acuerdo de Cartagena: Evaluación de la marcha del proceso de integración" in Integración latinoamericana, No. 6, Setiembre 1976, p. 73.

13- Roger W. Fontaine, op.cit., p. 15.

14- Ffrench-Davis, op.cit., p. 141.

15- Roger W. Fontaine, op.cit., p. 16.

16- Ibid.

17- Ibid.

18- ***, "Junta del Acuerdo de Cartagena...", op.cit., p. 73.

19- Germanico Salgado, "Intégration économique des pays en voie de développement...", in Journal de la planification et du développement, No. 8, 1975, p. 209.

20- Lynn K. Mytelka, Regional Development in a Global Economy: the Multinational Corporation, Technology and Andean Integration, New Haven & London, Yale University Press, 1979, pp. 47-48.

21- Ibid., p. 48.

22- ***, "Rapport sur l'intégration économique latino-américaine" in op.cit., p. 127.

23- Ibid.

24- Voir ***, "Los países andinos aprobaron el nuevo programa sectorial de la industria metalmeccanica" in Integración latinoamericana, No. 40, Octubre 1979, p. 92.

25- Les exemples de branches sont tirés des listes en appendice de l'article de Germanico Salgado, "Intégration économique des pays en voie de développement" in op.cit.

26- Christian Palloix, Travail & Production, Paris, Maspéro, 1978, p. 125.

27- ***, "Junta del Acuerdo de Cartagena...", op.cit., p. 73.

28- Germanico Salgado, "The Andean Group: Building an Economic Union", in International Dimensions of Regional Integration in the Third World, Ottawa, Ed. de l'Université d'Ottawa, 1975, p. 103.

29- Juan Antonio Valeiras, "Posibilidades de complementación en la industria latinoamericana de maquinasherramientas" in Integración latinoamericana, No. 26, Julio 1978, p. 24 (Cuadro IV).

30- Christian Palloix, L'internationalisation du capital. Eléments critiques, Paris, Maspéro, 1975, p. 146.

31- Christian Palloix, Travail & Production, Paris, Maspéro, 1978, p. 126.

32- Cf. par exemple, le chapitre sur la technologie et le programme pétrochimique in Lynn K. Mytelka, Regional Development in a Global Economy... op.cit., p. 180.

33- Cf. un tableau de Garay, "El Programa Petroquímico Andino," cité dans Lynn K. Mytelka, Regional Development in a Global Economy... op.cit., p. 182.

34- Lynn K. Mytelka, Regional Development in a Global Economy... op.cit., p. 115.

35- Ibid., p. 169.

36- Ibid.

37- ***, "Nuevos avances in Integración automotriz" in Integración latinoamericana, No. 35, mayo 1979, p. 42.

38- R.A. Fernandez & J.F. Ocampo, "The Andean Pact and State Capitalism in Colombia" in Latin American Perspectives, Vol. 2, no. 3, Fall, 1975, p. 24.

39- Lynn K. Mytelka, Regional Development... op.cit. p. 166.

40- ***, "Junta del Acuerdo de Cartagena: Evaluación de la marcha del proceso de integración" in Integración latinoamericana, No. 5, agosto 1976, p. 74.

41- ***, Les sociétés transnationales dans le développement mondial: un réexamen, New-York, Nations Unies, Conseil des Nations Unies sur le Commerce et le Développement, 20 mars 1978, E/C.10/38, p. 361.

42- ***, Annuaire des statistiques du travail, Genève, Nations Unies, Bureau International du Travail, 1978, p. 523 Le taux de change est ici établi à 100 pesos boliviens pour 4,92 dollars canadiens (taux du 27 février 1976).

43- Cf. Régis Debray, Révolution dans la révolution? & autres essais, Paris, François Maspero, 1972, p. 130.

44- ***, "Rapport sur l'intégration économique..." op.cit., p. 127.

45- Ibid.

46- Ibid.

47- Christian Palloix, Travail & Production, op.cit., p. 115.

48- Voir Rafael Vargas-Hidalgo, "La crisis del Pacto andino" in Revista de Política internacional No. 151, mayo-junio 1977, pp. 101-112.

49- Ibid.

50- R. French-Davis, op.cit., p. 144.

51- La marge de protection tarifaire se calcule en soustrayant le pourcentage de tarif extérieur commun pour le produit à substituer au pourcentage du tarif du produit sub-régional. Les pourcentages en question se trouvent dans Manuel José Cardenas Z. et Hernan Puyo Falla, "Características del Programa Sectorial de la Industria Automotriz" in Integración latinoamericana, No. 22, Marzo 1978, p. 29, en ce qui a trait au programme automobile.

52- R.G. Fullmer, "The Andean Common Market: Implications for U.S. Business" p.16 (blue paper) in The Andean Pact: Definition, Design, and Analysis, New York, Council of the Americas, November 1973.

53- Voir notamment l'exemple chilien de l'import-substitution dans le secteur automobile in Christian Palloix, L'économie mondiale capitaliste et les firmes multinationales, Tome II, Paris, François Maspéro, 1975, p. 309.

54- R. French-Davis, op.cit., p. 144.

55- Germanico Salgado, "The Andean Group: Building an Economic Union" op.cit., p. 104.

56- Ibid.

57- Cf. ***, "Los países andinos aprobaron el nuevo programa sectorial de la industria metalmeccanica" op.cit.

58- Lynn K. Mytelka, Regional Development in a Global Economy...op.cit., p. 164.

59- Cf. Germanico Salgado, "Intégration économique des pays en voie de développement..." op.cit., p. 209.

60- Cf. ***, "Andean Motor Plan Signed, Sealed but Not Delivered" in Latin America Economic Report, Vol. V, No. 37, 23 September 1977, p. 150.

61- ***, "Rapport sur l'intégration économique..." op.cit., p. 127.

62- Christian Palloix, Travail & Production, op.cit., p. 115.

63- ***, "Rapport sur l'intégration économique..." op.cit., p. 127.

64- Germanico Salgado, "Intégration économique des pays en voie de développement..." op.cit., p. 212.

65- ***, "Junta del Acuerdo de Cartagena: Evaluación de la marcha del proceso de integración" in Integración latinoamericana, No. 6, Setiembre 1976, p. 74.

66- ***, "Nuevos avances en el programa automotriz" in Integración latinoamericana, No. 35, Mayo 1979, p. 42.

67- ***, "Rapport sur l'intégration économique..." op.cit., p. 127.

68- Constantine Vaitzos, "Crisis in Regional Economic Cooperation (Integration) Among Developing Countries: A Survey." World Development, No. 6, 1978, p. 744.

69- K.J. Middlebrook, "Regional Organization and Andean Economic Integration 1969-1975" in Journal of Common Market Studies, Vol. 17, No. 1, Sept. 1978, p. 76.

70- Christian Palloix, L'internationalisation du capital. Eléments critiques, op.cit., p. 149.

La branche pétrochimique et l'internationalisation du capital face à l'ANASE et le Groupe Andin: une étude de quelques projets pétrochimiques

A- La pétrochimie et l'ANASE:

Comme nous l'avons mentionné précédemment, le projet singapourien d'une usine "Sumitomo" de pétrochimie n'a pas été adopté par l'ANASE, lors du deuxième arrangement proposé à Kuala Lumpur. Toutefois, l'histoire du contexte et des motifs de ce projet pétrochimique pourra néanmoins nous éclairer sur le problème de l'internationalisation du capital productif japonais au niveau de l'ANASE, et incidemment sur le caractère "nationaliste" de la cohérence sectorielle dans la région.

I- Les raisons de l'internationalisation de la branche pétrochimique japonaise à Singapour, un pays de l'ANASE

Mais avant d'aller plus loin, posons-nous la question à savoir pourquoi il y a une internationalisation du capital productif japonais au niveau de la branche pétrochimique? Pour répondre à cette question, il faut d'abord savoir pourquoi l'exportation du capital venant d'une formation sociale hégémonique, en l'occurrence le Japon, s'investit dans la production à la soi-disant "périphérie", par exemple Singapour. Christian Palloix nous propose cette interprétation:

Toute production nouvelle de la plus-value relative (transfert de travail nécessaire en surtravail par l'emploi de machines) exige en même temps

(...)

production nouvelle de plus-value absolue*... Or, un certain nombre de branches, très techniques, très lourdes en capital, ont rencontré ou rencontreront un seuil dans la zone développée, sur la base de la lutte de classes, où l'obstacle à l'élargissement de la plus-value absolue devient en même temps obstacle à l'élargissement de la plus-value relative; le report à la "périphérie" (zone moins développée) de ces branches technico-économiques (sidérurgie, pétrochimie de base et des grands intermédiaires) ou autres (automobile, textile, cuir et chaussures...) a pour origine la possibilité de jouer sur la plus-value absolue pour produire en même temps de la plus-value relative: c'est là où la main-d'oeuvre est la moins chère, la plus abondante, que l'on emploie des techniques les plus capital-intensives, la technologie la plus avancée pour l'économie de travail vivant, et pour cause (ce que ne peut comprendre le néo-classique, tout effaré de constater que les faits sont en désaccord avec son idéologie). Les branches reportées à la "périphérie" se caractérisent alors sous leur vocable d'"industries d'exportation", par une rigidité technique exemplaire, ne permettant aucun "transfert de technologie" contrairement à l'idéologie répandue par les firmes multinationales. 1 (soulignés par M.L.)

Traduisons maintenant cette affirmation au niveau de la réalité d'une exportation de capital productif japonais vers un pays de l'ANASE, en l'occurrence Singapour. Nous remarquons effectivement, au niveau de la zone développée japonaise, l'existence de branches ayant atteint un seuil quant à l'élargissement de la production de plus-value

(*) La plus-value absolue désigne la plus-value produite par la simple prolongation de la journée de travail, alors que la plus-value relative désigne la plus-value provenant de l'accroissement de la productivité du travail.

absolue par l'augmentation de la durée de la journée de travail. D'abord, comme le dénote Yoshino, il y a au Japon une réduction des réserves de travailleurs en chômage² désireux de vendre leur force de travail. Ceci a entraîné une forte demande de force de travail sur le marché du travail japonais, d'où un plus grand pouvoir de marchandage pour les travailleurs concernant les salaires et la durée du travail. Aussi, il s'ensuivit une réduction de la durée du travail dans le secteur manufacturier, notamment dans le secteur des produits pétroliers et charbonniers. Cette réduction de la durée du travail, fruit des revendications ouvrières japonaises, a eu pour effet de réduire les possibilités, pour les capitalistes nippons, d'extraire de la plus-value absolue par l'augmentation de la durée du travail. Le tableau no. 9 indique une tendance générale vers une réduction de la durée du travail dans l'industrie des produits pétroliers et charbonniers du Japon:

Tableau no. 9: (année/nombre d'heures par semaine de travail)

1960	1963	1967	1970	1972	1973	1974	1975	1976	1977
44,8	43,4	42,5	42,6	41,4	41,2	40,6	39,5	39,4	39,5

Sources:***, Annuaire des statistiques du travail, Genève, Nations Unies, Bureau International du Travail, 1967, p. 441 et idem, 1978, p. 351

Cette réduction de la durée du travail, résultat des luttes de classes au Japon, fait obstacle à l'élargissement de la

plus-value absolue et également, si on se réfère à la citation de Palloix, à l'élargissement de la plus-value relative. Aussi, interpréterons-nous l'exportation de la branche pétrochimique, vers Singapour, par la firme japonaise "Sumitomo", comme une tentative de lever cette barrière dans l'extraction de plus-value, en exportant le capital productif vers la "périphérie" singapourienne.

Or, à Singapour, pendant les trois années dont nous disposons des données sur les raffineries singapouriennes de produits pétroliers, à savoir 1971-73, nous remarquons une augmentation de la durée du travail:

<u>Tableau no. 10:</u> Secteur des produits pétroliers (année/nombre d'heures de travail par semaine)			
Pays: Singapour	1971	1972	1973
	45,6	46,6	48,8

Source: ***, Annuaire des statistiques du travail, Genève, Nations Unies, Bureau International du Travail, 1978, p. 354

Cette augmentation de la durée du travail à Singapour irait, à notre avis, dans le sens d'un élargissement de la plus-value absolue. Or, lorsque nous savons que les raffineries pétrolières singapouriennes sont détenues à 99,9% par le capital étranger³, nous devons en conclure que cet élargissement de la plus-value absolue découle de l'internationalisation du capital productif, lequel, comme le mentionnait Palloix, joue sur la plus-value absolue pour produire de

la plus-value relative. En comparant les tableaux no. 9 et 10, nous remarquons, au surplus, que la durée du travail à Singapour est respectivement de 3,1 ; 5,2 ; et 7,6 heures plus élevée que la durée du travail au Japon pour 1971, 1972, et 1973. D'où une disproportion dans la durée du travail, laquelle augmente entre les deux pays durant ces trois années. De plus, il serait bon de mentionner la différence des coûts en salaire entre le Japon et Singapour, au niveau du secteur des raffineries de pétrole. Le tableau comparatif no.11 sur les gains moyens dans les raffineries pétrolières des deux pays est révélateur sur ce point:

<u>Tableau no.11:</u>		<u>Les gains moyens</u> (Singapour et Japon)			
	<u>Singapour</u>	*	<u>Japon</u>		
	(cents sin./heure)	(\$Can./mois)	(¥/mois)		(\$Can./mois)
1971	230	173,26	114.112		407,72
1972	232	178,56	127.114		454,18
1973	264	212,77	153.822		549,60

Source: ***, Annuaire des statistiques du travail, Genève, Nations Unies, Bureau international du Travail, 1978, pp. 470 et 475

Les salaires mensuels japonais sont plus du double des salaires mensuels singapouriens dans le même secteur! On voit

(*) Les taux de change en \$ canadien sont ceux du 20 décembre 1973, à savoir 100 cents singapouriens = 0,4130 \$Can. et un yen japonais (¥) = 0,003573 \$Can. Pour mettre le chiffre de Singapour sur une base mensuelle, nous avons multiplié ce chiffre par le nombre d'heures par semaines dans ce secteur pétrolier, puis par quatre.

dès lors un avantage de plus pour le capitaliste japonais de reporter son capital productif vers la "périphérie" singapourienne, étant donné que les coûts en salaire y sont plus bas. D'ailleurs, c'est afin de mieux exploiter ces avantages que les capitalistes japonais investissent de plus en plus dans le secteur pétrolier à la périphérie, d'où l'avènement de branches connexes à capital-intensif, tels que la pétrochimie. Donc, ce sont ces raisons (à savoir, l'élargissement de la plus-value absolue, les salaires plus bas, etc.) qui, toutes choses étant égales par ailleurs, expliquent pourquoi une branche pétrochimique japonaise "Sumitomo" est venue s'installer à Singapour. Car, les raisons en question constituent des conditions favorables à la production d'un naphta à bon marché⁴, d'une importance cruciale pour la branche pétrochimique japonaise⁵, notamment pour Sumitomo Chemical. Passons maintenant à l'étude de l'articulation entre l'internationalisation de la branche pétrochimique grâce à Sumitomo Chemical, les Etats-nations en cause, et l'intégration régionale en marche dans l'ANASE.

II- L'internationalisation du capital, l'intégration régionale et les Etats-nations en cause: le projet de Sumitomo Chemical Co. à Singapour, face aux pays de l'ANASE

Ce qui nous intéresse ici, c'est d'étudier comment le projet singapourien d'une industrie pétrochimique "Sumitomo" fut avorté au niveau de l'ANASE. Car, à l'origine, le plan de l'ANASE portait notamment sur la pétrochimie (et la sidérurgie), alors que les projets tels que ceux des engrais

chimiques étaient considérés de deuxième rang.⁶ L'on voulait peut-être par ce type d'industrialisation de biens intermédiaires pétrochimiques et sidérurgiques dépasser un stade d'industrialisation fondée surtout sur la substitution des importations de biens de consommation. Quoi qu'il en soit, il y eut une opposition entre Singapour et l'Indonésie. D'où le retrait de ce projet comme faisant partie de l'ANASE.

Cette opposition entre Singapour et l'Indonésie au niveau de l'ANASE n'est pas, à notre avis, complètement étrangère au fait selon lequel il y avait une concurrence entre les firmes multinationales, quant à la production de l'éthylène dans la région de l'ANASE. Alors que Sumitomo Chemical se proposait de produire de l'éthylène à Singapour, Asahi Chemical Industry, Nippon Petrochemicals, Mitsubishi Chemical Industries, et Mitsubishi Petrochemical se disputaient des contrats en ce sens avec le gouvernement indonésien, lequel détient une société nationale pétrolière, la Pertamina.⁷ L'Indonésie, détenant d'importantes réserves de pétrole, avait tout intérêt à ce que le pétrole soit transformé dans le pays, afin de bénéficier de la création de valeurs d'usage (provenant de la pétrochimie: plastiques, textiles, etc.) lors des procès de production pétrochimiques. Tandis que Singapour, un pays bénéficiant d'importantes raffineries de pétrole, constituait un lieu de prédilection pour une branche pétrochimique: une source "commode" de naphta y existant.⁸

L'opposition entre d'une part, les intérêts politiques et économiques pro-singapouriens, et d'autre part, les intérêts politiques et économiques pro-indonésiens, se manifesta d'autant plus clairement lors de la réunion des ministres économiques des pays de l'ANASE à Kuala Lumpur, les aspirations singapouriennes concernant la pétrochimie se heurtant aux aspirations similaires de l'Indonésie. Si bien que le projet pétrochimique singapourien avorta, en tant que projet de l'ANASE, lors de l'adoption du deuxième arrangement de coopération industrielle.⁹ La Sumitomo Chemical Co. et le gouvernement singapourien n'avaient pas réussi à impliquer les autres gouvernements de l'ANASE dans le coup.

Mais Singapour et Sumitomo réussirent néanmoins à intéresser d'autres compagnies à participer au projet pétrochimique, parmi lesquelles l'on comptait des intérêts anciennement liés à l'Indonésie (ex. Asahi Chemical et Mitsubishi Petrochemical) et à la Thaïlande (ex. Mitsui et Mitsubishi).¹⁰ De sorte que le complexe pétrochimique, dont le coût est estimé à \$900 millions, fut adopté officiellement comme projet national singapourien.¹¹ Le choix de Singapour par rapport aux autres pays de l'ANASE pouvait s'expliquer par l'efficacité plus grande de sa main-d'oeuvre, d'où des coûts moindres en main-d'oeuvre.¹²

Par ailleurs, l'on remarquait un exode des entreprises pétrochimiques japonaises au niveau des autres pays

de l'ANASE.¹³ Singapour se trouve donc à être le centre pétrochimique de la région de l'ANASE. Et ce, grâce aux agissements des japonais internationalisant leur capital au niveau de la branche pétrochimique. Dans certains pays, comme la Thaïlande, les japonais avaient, au reste, écarté des compétiteurs européens. L'exode des entreprises japonaises fut donc durement ressentie par de tels pays.¹⁴

En écartant la concurrence internationale des autres pays développés, les capitalistes japonais supplanterent leurs rivaux qui, comme le dénote Yoshino, auraient tiré avantage d'un marché d'exportation, mais plus important encore, d'une capacité de desservir le marché japonais à partir d'une branche internationalisée de production à l'extérieur du Japon. De plus, les "rivaux" auraient bénéficié de coûts de production plus bas, avec de pareilles branches internationalisées¹⁵, comme nous l'avons vu par exemple, en ce qui a trait aux coûts en salaires singapouriens plus bas que ceux des japonais dans le même secteur.

Et, étant donné l'abandon du projet de Thaïlande, un pays plus orienté vers l'import-substitution, alors qu'on adoptait un projet singapourien orienté vers l'exportation¹⁶, il en ressort que les firmes japonaises ont favorisé avant tout une industrialisation orientée vers l'exportation. D'où la précarité des politiques divergeant de cette stratégie. Car, comme nous le voyons, ce sont effectivement les firmes multinationales qui imposent les stratégies

d'industrialisation en Asie du Sud-Est. Et en privilégiant Singapour, dont la cohérence nationale est déjà différenciée des autres pays de l'ANASE par son système productif hiérarchiquement plus élevé, le comportement du capital japonais ne fait que confirmer ces énoncés de Palloix:

... l'internationalisation renforce le côté différencié -la différenciation des conditions de production- des systèmes productifs en présence, en dotant chaque système productif d'une construction sectorielle (articulation des sections de production, donc des branches industrielles) qui lui est propre et nationale. 17

Et...

... les cohérences de ces constructions sectorielles nationales s'ordonnent dans le cours de la concurrence internationale du capital, et ces cohérences ne font qu'exprimer une certaine hiérarchie des systèmes productifs dans le cadre du développement inégal... 18

Enfin, l'inadoption par les pays membres de l'ANASE des projets pétrochimique, de propylène, et de moteurs diesel, proposés tour à tour par Singapour,¹⁹ montre d'ailleurs que les pays de l'ANASE ne pouvaient pas politiquement accepter que Singapour puisse atteindre, à lui seul, un niveau plus élevé de cohérence sectorielle, en comprenant au niveau de la coopération industrielle des projets appartenant à la section des moyens intermédiaires (ex. industrie pétrochimique) ou à la section des moyens de production principaux (ex. moteurs diesel).

B- La pétrochimie et le Groupe Andin:

Lors de notre étude du projet pétrochimique à Singapour, nous avons montré les raisons de l'internationalisation de la branche pétrochimique dans ce pays de l'ANASE, tout en illustrant quelques problèmes découlant d'une telle internationalisation relevant de firmes multinationales japonaises. Dans le cas du Groupe Andin, nous reprendrons à peu près la même sorte d'analyse des raisons de l'internationalisation du capital productif, à savoir la meilleure possibilité de jouer sur la plus-value absolue à la "périphérie" etc. Mais d'autres aspects, comme par exemple le problème technologique, seront étudiés concernant les problèmes de l'internationalisation de la branche pétrochimique dans le cadre du cas de la région intégrée andine. Sans plus tarder, commençons par analyser le cas d'une internationalisation de capital allemand au niveau d'une branche pétrochimique, ayant comme filière technico-économique implantée au Pérou, une industrie de fibres synthétiques.

I- Les raisons de l'internationalisation de la branche pétrochimique allemande au niveau de la filière des fibres synthétiques: la Bayer Aktiengesellschaft au Pérou, un pays du Groupe Andin

Les raisons de l'internationalisation du capital allemand "Bayer" vers le Pérou présentent, à peu de différences près, les mêmes éléments essentiels que dans le cas de la pétrochimie japonaise à Singapour: la recherche de

meilleures conditions d'extraction de plus-value absolue et de plus-value relative, des coûts en salaires plus bas, etc.

Or, concernant l'extraction de plus-value absolue produite par la simple prolongation de la journée de travail, l'on remarque, tout comme au Japon pour les secteurs pétroliers et charbonniers, l'existence d'un seuil au niveau de la formation hégémonique allemande, lequel se manifeste par une tendance jusqu'en 1975 vers la réduction de la durée du travail dans une filière liée à la pétrochimie: les fibres synthétiques. Le tableau no. 12 illustre ce dernier fait.

Tableau no. 12: La durée du travail dans le secteur des fibres synthétiques en Allemagne (année/ nombre d'heures de travail par semaine)

1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975
42,8	42,8	42,0	42,0	41,6	41,5	41,0	36,5 (!)

Source: ***, Annuaire des statistiques du travail, Genève, Nations Unies, Bureau International du Travail, 1978, p. 366

Or, parallèlement à cette baisse de la durée du travail, au niveau des principaux producteurs allemands de fibres synthétiques l'on remarquait, en 1975, une baisse généralisée des profits.²⁰ Par exemple, la Bayer Aktiengesellschaft mentionnait une baisse du chiffre d'affaire de 17,9%; et les profits étaient pour leur part 54% plus bas qu'auparavant.²¹ Pour remédier à cette situation, la Bayer abandonna une certaine ligne de produits jugés non-rentables, pour mettre de l'avant une nouvelle ligne de produits à base acrylique.²²

Mais, fait à noter, la branche pétrochimique péruvienne "Bayer" porte justement, dans le cadre du programme sectoriel andin, sur la production de produits acryliques: acrylonitrile, fibres acryliques et câbles acryliques.²³ Il s'ensuit de là que la nouvelle orientation de la Bayer vers les fibres acryliques s'inscrit également au niveau d'une branche internationalisée péruvienne. D'ailleurs, comme le dénote Mytelka, c'était Bayer qui était en arrière de l'insistance péruvienne visant à ce que les fibres et les câbles acryliques devaient être alloués au Pérou.²⁴

L'usine manufacturière Bayer Industrial S.A. du Pérou, laquelle produit des fibres synthétiques dans le cadre du programme sectoriel andin, dispose, selon les derniers chiffres que nous avons, d'un capital provenant à 54,3% de la Bayer Foreign Investments Ltd de Toronto, cette dernière appartenant à 99,9% à la société-mère.²⁵ Et la branche péruvienne internationalisée de Bayer se situe à Lima,²⁶ une ville qui, avec Callao, disposait d'un secteur manufacturier dont la durée moyenne du travail en 1976, avait atteint 48 heures de travail par semaine (contre 47,2 en 1974), dépassant de 6,7 heures la moyenne correspondante de durée du travail dans le même secteur en Allemagne.²⁷ Les conditions d'extraction de plus-value absolue à Lima était donc plus favorable pour les investisseurs allemands internationalisant leur capital-productif, par le biais de la Bayer Foreign Investments Ltd. Puisque l'extension de la

ponction de la plus-value grâce à la prolongation de la durée du travail s'avère possible par l'internationalisation de l'activité productive vers Lima.

Mais, en 1977, la durée du travail à Lima et Callao chûtait à 45,4 heures par semaine.²⁸ Que s'était-il passé? En fait, il s'agissait probablement d'un résultat d'une grève générale touchant tout le secteur manufacturier de Lima, mettant ainsi aux prises les travailleurs dirigés par un syndicat à prédominance communiste, la CGTP, ainsi que d'autres syndicats, savoir la CNT et la CTRP. L'on voulait par là contester une politique péruvienne récessionniste, proposée par le Fonds Monétaire Internationale, laquelle avait eu pour conséquence une détérioration des conditions de travail (salaire gelé dans les secteurs privés et publics, augmentation spectaculaire du prix de la nourriture, etc.).²⁹ Une politique qui, évidemment, faisait l'affaire des capitalistes comme ceux de Bayer, lesquels bénéficiaient, entre autres choses, d'un gel des salaires. Une répression résulta de cette grève: 500 arrêtés et 6 morts.³⁰ L'Etat péruvien jouait le rôle d'un instrument de la domination politique en faveur de la classe capitaliste.

Quoi qu'il en soit, le lien entre l'Etat et la classe capitaliste se retrouve au niveau des participations dans la Bayer Industrial S.A. Car, l'on estimait, au début de l'entreprise, que 30,14% du capital appartenait à

l'Etat péruvien (par le biais de Cofide et de Banco Industrial), alors que 9,8% allait aux investisseurs privés péruviens, et 60% à Bayer.³¹ De cette co-participation dans la Bayer Industrial S.A., il s'ensuit, bien sûr, une convergence des intérêts entre l'Etat péruvien et les capitalistes de la Bayer.

II- Un contrôle technico-économique allant aux filières de branches internationalisées.

Mais, fait à remarquer, l'usine péruvienne de fibres acryliques, appartenant à la filière économique "Bayer", n'est pas contrôlée par l'Etat sur le plan technologique en dépit de quelques contrôles sur le plan-financier.³² En vérité, la production de l'acrylonitrile, allouée à la branche péruvienne de Bayer, dépend fort probablement d'une filière technique liée à Sohio, cette dernière possédant un monopole technologique au niveau des licences sur ce produit.³³ Or, l'acrylonitrile ne deviendra une valeur d'usage que s'il est combiné avec d'autres produits pour faire des biens utiles (fibres synthétiques, etc.). Alors que ces fibres acryliques ne deviendront un "produit-marchandise" que dans la mesure où la filière économique Bayer met le "produit" en marché afin d'en tirer une valeur d'échange au niveau de la "marchandise".

Or, comme nous l'apprenons de John Pate, l'entreprise allemande reçut des garanties d'un monopole, au niveau du marché local pour la "marchandise".³⁴ Car, au niveau de la

sous-région andine, les fibres acryliques produites par Bayer étaient exceptionnellement protégées par un tarif extérieur commun de 40%, s'appliquant également aux pays du Groupe Andin n'ayant pas d'allocation sur ce produit précis. Et, soit dit en passant, ce tarif de 40% était de 5% plus élevé que les tarifs généralement alloués aux projets pétrochimiques du programme sectoriel.³⁵

Ce tarif garantissait, au reste, à l'entreprise au moins une part du marché sous-régional.³⁶ Puisque, tel que convenu, l'industrie péruvienne Bayer Industrial S.A. serait à l'abri d'une certaine concurrence des producteurs de biens similaires venant de l'extérieur, par l'isolation d'un groupe de consommateurs locaux grâce au tarif en question.

C- Conclusion:

Les exemples tirés de l'ANASE et du Groupe Andin, nous ont montré que l'internationalisation nécessite, entre autres choses, un certain "nationalisme". Au niveau du projet singapourien, proposé à l'ANASE, cela s'est traduit par une différenciation des cohérences nationales sectorielles, laquelle a été renforcée par l'internationalisation de la branche pétrochimique, au dépend des autres pays de l'ANASE. Alors que dans le cas andin, la Bayer AG se trouva, par la politique d'allocation, à isoler nationalement un groupe de consommateurs locaux par le tarif de 40%. L'intérêt de l'intégration régionale semble, dès lors, être relégué au deuxième rang dans les deux cas.



Au niveau des contrôles, l'exemple andin nous a montré combien étaient factices les positions "dirigistes" dans le domaine de la programmation sectorielle: tant au niveau des filières économiques que techniques, la branche pétrochimique dépendait, à un certain niveau, des licences ou du joint-venture avec la société-mère.³⁷ Au reste, le produit partant de l'acrylonitrile pour aboutir aux fibres acryliques -d'où sa mise effective en valeur, puisque c'est sous cette dernière forme (fibres acryliques) que le produit prend une valeur d'usage- reste largement sous le contrôle de Bayer qui détient les normes économiques de production. Et, en quittant la sphère de production pour atteindre le niveau de la circulation des marchandises, le "produit" de l'usine Bayer est, en tant que "produit-marchandise", soumis à un marché monopolisé grâce à un tarif de 40% ... en suivant, bien entendu, les normes de mise en marché de la société Bayer. Or, tout ceci nous amène à nous interroger sur notre hypothèse principale, à savoir s'il existe effectivement un rapatriement du contrôle régional des ressources par une soi-disant intégration "autonome" de la production. C'est ce que nous verrons dans la conclusion en montrant comment les ressources (moyens de production principaux, moyens de production intermédiaires, et moyens de consommation) sont en fait soumises aux exigences de la sectorialisation dérivant de l'internationalisation du capital.

Une dernière remarque: Salgado nous affirme que le programme pétrochimique andin est destiné à exporter ses produits,³⁸ alors que le projet pétrochimique que Singapour proposa à l'ANASE est, lui-aussi, destiné vers l'exportation, notamment au Japon.³⁹ Etant donné le faible niveau des salaires dans les formations sociales andines et singapouriennes, nous croyons voir là une stratégie des firmes multinationales à la périphérie, consistant à jouer sur le faible niveau des salaires, et sur l'élargissement de la plus-value, pour une production qui sera ensuite exportée, entre autres, vers le centre.⁴⁰

NOTES DU CHAPITRE 4

- 1- Christian Palloix, L'internationalisation du capital. Eléments critiques, Paris, Maspéro, 1975, p. 103.
- 2- M.Y. Yoshino, Japan's Multinational Enterprises, Cambridge, Massachusetts and London, England, Harvard University Press, 1976, p. 20.
- 3- Ernst Utrecht, Transnational Corporations in South East Asia and the Pacific, Vol. 1, Sydney, Transnational Corporations Research Project, 1978, p. 265.
- 4- Cf. M.Y. Yoshino, op.cit., p. 85; et notamment, ***, "Sumitomo's Profits Drop", in Chemical Week, no. 129, September 29, 1971, p. 21.
- 5- ***, "Sumitomo's Profits Drop", op.cit., p.21.
- 6- Roelf Hanish, "The Long Road to Regional Cooperation" in Intereconomics, Jan.-Feb. 1978, p. 41.
- 7- ***, "Sumitomo Sights in on Singapore" in Chemical Week, No. 113, August 15, 1973, p. 27.
- 8- Voir Ibid., p. 26.
- 9- Ho Kwon Ping, "ASEAN: Lee Takes a Softer Line" in Far Eastern Economic Review, Vol. XCI, No. 13, March 26, 1976, p. 28 ; et concernant le deuxième arrangement, voir Ryokichi Hirono, "Toward Increased Intra-ASEAN Economic Cooperation" in Asia Pacific Community, No. 3, Winter, 1978-1979, p. 100.
- 10- Cf. Susumu Awanohara, "Mitsubishi jumps on the bandwagon", in Far Eastern Economic Review, Vol. XCVI, No. 26, June 10, 1977, p. 42 et ***, "Petrochemical Complex in Singapore Now Scheduled for Start-Up in 1981" in Chemical Marketing Reporter, No. 212, July 4, 1977, p.28; pour la Thaïlande, voir également M.Y. Yoshino, op.cit., p. 85.
- 11- Cf. ***, "Petrochemical Complex in Singapore..." op.cit., p. 28; et A Correspondent, "ASEAN's Unofficial Window" in Far Eastern Economic Review, Vol. XCVII, No. 32, August 12, 1977, p. 62.
- 12- Cf. Nagatoshi Suzuki, Asian Economic Development and Export-Oriented Industrialization..., IDE Special Paper No. 4, Tokyo, Japan, Institute of Developing Economies, 1976, p. 25.

13- Cf., par exemple, le cas thaïlandais décrit dans Franklin Weinstein, "Multinational Corporations and the Third World: The Case of Japan and Southeast Asia" in International Organization, No. 30, Summer 1976, p. 394 et Raul S. Manglapus, Japan in Southeast Asia: Collision Course, New-York/Washington, Carnegie Endowment for International Peace, 1976, p. 49.

14- Cf. Franklin Weinstein, op.cit., p. 394.

15- M.Y. Yoshino, op.cit., p. 87.

16- ***, "Sumitomo sights in on Singapore" op.cit., p. 27.

17- Christian Palloix, L'internationalisation du capital. Eléments critiques, op.cit., p. 149.

18- Ibid., p. 149.

19- Voir Ryokichi Hirono, op. cit., p. 101 et Lim Chong-Yah, "ASEAN's Package Deal Industrial Projects" in Asia Pacific Community, No. 2, Fall 1978, p. 133.

20- Facts on File, Vol.35, No. 1819, Sept. 20 1975, p. 694.

21- Ibid., pp. 694-695.

22- Cf. ***, "Bayer AG Cease Making of Perlon Silk by End of Next Year" in Wall Street Journal, December 16, 1976, p. 40; et ***, "German Firm Develop a New Acrylic Fiber" in Wall Street Journal, November 23, 1976, p. 35.

23- Lynn K. Mytelka, Regional Development in a Global Economy: the Multinational Corporation, Technology and Andean Integration, New Haven & London, Yale University Press, 1979, p. 181.

24- Ibid., p. 171.

25- Cf. Janes's Major Companies of Europe 1977, New-York, Edition Jane's Yearbooks, Franklin Watts Inc., 1977 p. c137.

26- Ibid., p. c137.

27- ***, Annuaire des statistiques du travail, Genève, Nations Unies, Bureau International du Travail, 1979, p. 301.

28- Ibid., p. 301.

29- Keesing's Contemporary Archives, Vol. XXIII, September 9, 1977, pp. 28547-28548.

30- Ibid., pp. 28547-28548.

31- Cf. John R. Pate, Jr., "New Joint Ventures Approaches and a Review of Competitive Forces Within ANCOM: Activities of Non-U.S. Companies and Governments in Peru", blue paper p. 9, in The Andean Pact: Definition, Design and Analysis, New-York, Council of the Americas, 1973.

32- Cf. Lynn K. Mytelka, Regional Development in a Global Economy... op.cit., p. 188.

33- Ibid., p. 172.

34- John Pate, op.cit., p. 9.

35- Cf. ***, "Andean Petrochemicals" in Latin America Economic Report Andean Times, Vol. II, no. 20, May 24, 1974, p. 79.

36- John R. Pate, op.cit., p. 9.

37- Cf. Lynn K. Mytelka, Regional Development in a Global Economy... op.cit., p. 189.

38- Germanico Salgado, "Intégration économique des pays en voie de développement..." in Journal de la planification et du développement, No. 8, 1975, p. 214.

39- Cf. ***, "Sumitomo's Sights in on Singapore" in Chemical Week, No. 113, August 15, 1973, p. 27.

40- Voir Christian Palloix, L'économie mondiale capitaliste et les firmes multinationales, tome II, Paris, François Maspéro, 1975, p. 272.

CONCLUSION GENERALE

Synthèse comparative concernant des résultats importants de notre étude:

Examinons maintenant nos résultats par rapport à l'hypothèse centrale de notre travail. Celle-ci cherchait à savoir si l'élimination de la dépendance par l'intégration régionale est irréalisable -étant donné que les cohérences sectorielles, nécessaires à la production et à la reproduction autonomes du capital dans les sections productives et caractérisant une sectorialisation régionale- dépendent moins d'une intégration régionale "dirigiste" que de l'internationalisation du capital et de ses procès de mise en valeur.

Dans le cas de l'ANASE, une intégration régionale de type partiel, nous avons vu qu'une véritable intégration régionale de la production, embrassant toutes les sections productives -tant les ~~moyens~~ de production principaux que les biens intermédiaires et les moyens de consommation- n'a pu être atteinte. Les seuls projets adoptés font uniquement partie de la section des biens de consommation, et relèvent strictement d'une stratégie d'import-substitution. Tous les projets relevant des autres sections productives ont donc été rejetés. Il s'en suit dès lors qu'une industrialisation régionale "ANASE" ne peut reposer ici sur une production et une reproduction "autonome" du capital dans toutes les sections productives. D'où une cohérence sectorielle très limitée de l'industri-

-alisation programmée pour la région de l'ANASE. En fait, comme nous l'avons vu dans le cas du projet pétrochimique "Sumitomo Chemical Co." de Singapour, il s'est produit une hiérarchisation de cohérences sectorielles nationales entre le pays plus développé, Singapour, et les autres pays de l'ANASE. Cette hiérarchisation de cohérences sectorielles nationales suit le cours du développement inégal entre les formations sociales de l'ANASE, lequel s'exprime notamment par le fait que les projets de Singapour impliquaient un niveau d'industrialisation plus en amont dans le système productif régional que les projets acceptés de l'ANASE, touchant le secteur agricole des autres pays de l'ANASE (engrais chimiques, etc.).

Notons, au surplus, que les projets de l'ANASE ne se situent pas principalement au niveau de l'internationalisation du capital-productif ancré dans le cycle P...P' comme dans le cas du Groupe Andin, mais plutôt au niveau d'une internationalisation d'un capital-argent de prêt (l'"aide" de Fukuda) dont le cycle est A...A'. En effet, les projets de l'ANASE ont jusqu'à maintenant un caractère national (ex. projet d'urée en Indonésie), et dès lors ne sont pas véritablement des branches productives internationalisées. Car, les seuls projets proposés à l'ANASE qui étaient liés directement à une internationalisation de branches, à savoir le projet pétrochimique "Sumitomo" de Singapour et le projet sidérurgique "Kawasaki Steel" des

Philippines, n'ont pas été adoptés au niveau politique des arrangements industriels de l'ANASE, lors des accords de Kuala Lumpur et de Bali. La mise en valeur du capital ne se situe donc pas au niveau des branches productives internationalisées, orientées vers l'exportation, mais plutôt strictement au niveau de branches locales d'import-substitution.

Et, ce qui a primé, c'est évidemment la promesse de Fukuda, alors premier ministre du Japon, visant à accorder un prêt d'un billion de dollars. Un prêt qui, soit dit en passant, assure l'exportation du capital-argent japonais à valoriser, lequel est en surplus épisodiquement. À cet effet, Derek Davies affirme:

Une méthode de réduire les surplus du Japon est d'élever le niveau d'aide directe. 1

Alors qu'un ministre japonais, Komoto, déclarait pour sa part:

La vitalité des entreprises privées (n.d.r. japonaises) est très faible et malheureusement l'on ne peut compter sur une part active de celles-ci dans les investissements directs à l'étranger. Or, notre taux de croissance de 7% est une obligation et nous devons graduellement accroître notre aide outre-mer. 2

En fait, cette "aide", aux projets industriels de l'ANASE entre autres, constitue une exportation de capital-argent suraccumulé, sous forme indirecte, lequel ne trouve pas le champ de son insertion dans l'espace national japonais: ce n'est donc pas un geste "altruiste" et "humaniste" japonais.

Comme l'affirme Lénine:

Tant que le capitalisme reste le capitalisme, l'excédent de capitaux est consacré, non pas à élever le niveau de vie des masses dans un pays donné, car il en résulterait une diminution des profits pour les capitalistes, mais à augmenter ces profits par l'exportation de capitaux à l'étranger, dans les pays sous-développés. Les profits y sont habituellement élevés, car les capitaux y sont peu nombreux, le prix de la terre relativement bas, les salaires de même, les matières premières à bon marché. 3

Au surplus, la politique d'import-substitution des projets industriels de l'ANASE permet, comme nous l'avons vu, l'extension du revenu capitaliste favorisant ainsi l'insertion du capital étranger, surtout japonais, dans les formations sociales sous-développées de l'ANASE. D'où évidemment une dépendance de ces formations sociales à l'égard du capital étranger.

Le cas du Pacte Andin, une intégration "étendue" contrairement à l'intégration "partielle" de l'ANASE, est distinct. D'abord, l'on remarque, au Pacte Andin, l'existence d'une politique d'import-substitution étroitement liée à une stratégie d'industrialisation vers l'exportation, ce qui est différent du cas de l'ANASE, où l'industrialisation se limite strictement à l'import-substitution. Ensuite, le Groupe Andin est parvenu à une plus grande cohérence sectorielle au niveau de la programmation sectorielle que la coopération industrielle de l'ANASE: contrairement à l'ANASE, les sections des biens intermédiaires (S.2) et des moyens de production principaux (S.1) sont également représentées

au niveau de la coopération industrielle. Au Groupe Andin, il n'y a donc pas cette unilatéralité de la présence des projets axés vers la production des biens de consommation, caractérisant, par exemple, les projets de l'ANASE. Au contraire, les trois programmes sectoriels andins font partie des trois sections du mode d'organisation capitaliste de la production, à savoir les moyens de production principaux, les moyens de production intermédiaires, et les moyens de consommation. Mais, comme nous l'avons vu, il existe néanmoins quelques divergences au niveau des sous-sections appartenant à la section des moyens de production compris dans le programme andin métallurgico-mécanique. D'où une illustration du fait selon lequel des intérêts nationaux liés à une certaine cohérence "nationale" sectorielle de sous-sections peuvent diverger de l'intérêt global de la région intégrée concernant le programme métallurgico-mécanique. Et, de ce fait, la cohérence "régionale" sectorielle peut en souffrir.

De plus, il subsiste une dépendance envers les capitaux d'ingénierie et de technologie venant de l'extérieur de la sous-région andine. Cette dépendance à l'égard du capital d'ingénierie et de technologie serait elle-même attribuable à l'internationalisation du capital-productif (P...P') plutôt que celle du capital-argent (A...A'). Puisque Lynn Mytelka affirme que la...

... large augmentation dans le nombre de firmes d'ingénierie-conseil est sans doute moins liée à la finance internationale, et fait davantage fonction de l'accroissement de l'internationalisation (...)

... de la production.⁴

Et, comme nous l'avons vu dans nos tableaux no. 7 et 8, le contexte de cette dépendance à l'égard du capital d'ingénierie et de technologie relève bien de l'internationalisation de la production (P...P') : augmentation des filiales appartenant à des branches internationalisées, etc. Au surplus, il n'est pas sûr que l'on s'est affranchi d'une dépendance externe à l'égard des approvisionnement en machines-outils venant de l'extérieur.⁵ Enfin, non seulement la programmation sectorielle n'a pu résoudre le problème de la dépendance à l'égard de l'étranger, c'est-à-dire par rapport aux formations sociales hégémoniques, mais la programmation n'a pu résoudre la dépendance, telle que le définissait Brewster, à savoir la disparité croissante entre la structure de la demande intérieure et la structure des ressources intérieures en usage.⁶ Car, le choix d'une technologie très capital-intensive (ex. programme pétrochimique) ne permet pas de résorber le chômage chronique dans ces pays sous-développés, et de ce fait, susciter une demande intérieure suffisante de la masse en produits de consommation de masse (tels que les automobiles), les chômeurs n'étant pas dépensiers. La solution selon laquelle il faudrait exporter ces produits de consommation de masse, ne résoud toujours pas le problème de créer une demande intérieure suffisante.

En englobant les trois sections productives, la programmation sectorielle andine pourra évidemment assurer,

de façon plus avancée que la coopération industrielle de l'ANASE, la production et la reproduction capitaliste au niveau desdites sections. Mais, étant donné que ces sections sont composées essentiellement de branches internationalisées, c'est le capital international qui dirige, grâce à une maîtrise du stock de ces sections, laquelle repose sur la maîtrise technologique, la maîtrise financière, de même que sur la maîtrise de la mise en valeur de la marchandise au plan mondial. D'où l'apparence et la facticité du dirigisme régional, promu d'une part par la Décision 24 sur le contrôle des investissements, et d'autre part, par l'aspect "planificateur" de la programmation sectorielle.

Et il y aurait lieu de s'interroger sur la portée sociale de la programmation sectorielle dans le contexte d'une internationalisation du capital à l'intérieur d'une région intégrée. En général, les théoriciens de l'intégration se préoccupent surtout de la distribution des bénéfices entre les pays membres de la région intégrée, alors qu'il existe des problèmes de distribution des richesses entre les classes sociales appartenant aux formations sociales des régions intégrées. Les cas de l'industrie pétrochimique à Singapour et au Pérou nous ont d'ailleurs montré une tendance vers l'élargissement de la plus-value absolue par la prolongation de la durée du travail dans ces pays. À cet élargissement de la plus-value absolue s'ajoute évidemment l'élargissement de la plus-value relative par la substitution

du travail mort (machine) au travail vivant, laquelle provient, par exemple, d'un machinisme impulsé, entre autres, par la production de machines-outils dans le cadre de la Décision 57 du Pacte Andin. La plus-value étant extraite privément par la classe capitaliste, l'intégration de la production devient dès lors contestable sous une perspective socialiste. Surtout si l'État capitaliste sous-développé exerce très vivement sa domination sur les masses populaires.

Enfin, il convient de remarquer le caractère "technico-économique" de certaines branches (pétrochimie et sidérurgie) qui furent soit proposées, soit adoptées dans les régions de l'ANASE et du Groupe Andin. Comme le dénote Palloix, ces branches, caractérisées par une prédominance de la production de la valeur d'usage sur la production de la valeur d'échange, sont dévalorisées pour les reports de valeur en aval, au moment de la combinaison des produits dans l'ensemble-marchandise (ex. l'automobile).[?] Cet argument de Palloix peut dès lors nous éclairer sur au moins un phénomène rencontré dans notre étude. En effet, cette explication apporte une certaine lumière sur la raison pourquoi l'ensemble-marchandise automobile, tel que promu par la programmation sectorielle automobile (Décision 120) fut plus populaire auprès des pays membres que les secteurs groupant des branches technico-économiques.

En ayant remarqué tout au long de cette étude, l'existence d'un contrôle technique et économique par le capital internationalisé, il nous apparaît dès lors évident, aussi bien dans le cas de l'ANASE que dans celui du Groupe Andin, que l'internationalisation des branches, en étant dirigée par le capital des formations sociales hégémoniques, rend problématique, voire précaire, une intégration véritablement autonome de la production en pays sous-développés. Ceci étant dit, l'hypothèse de notre recherche nous semble confirmée dans ses grandes lignes.

Et, en dépit du rôle politique apparemment progressiste que joue les États membres d'une région intégrée, l'intégration régionale de la production sert une certaine bourgeoisie internationale qui est liée à l'internationalisation du capital productif. Sans que cette intégration régionale puisse atteindre des objectifs véritablement socialistes au niveau d'une appropriation collective des moyens de production par les masses populaires des formations sociales opprimées des régions intégrées de l'ANASE et du Pacte Andin.

NOTES DE LA CONCLUSION GENERALE

1- Derek Davies, "Full Steam Ahead Pledge to Southeast Asia", in Far Eastern Economic Review, January 1978, p. 9.

2- Ibid.

3- V. Lénine, Oeuvres, tome 22 (Déc. 1975-juillet 1916), Paris *Editions sociales, Moscou *Editions du progrès, 1977, pp. 260-261.

4- Lynn K. Mytelka, Regional Development in a Global Economy: The Multinational Corporation, Technology and Andean Integration, New Haven & London, Yale University Press, 1979, p. 164.

5- Cf. pp. 77-78 de notre exposé.

6- Cf. notre chapitre théorique.

7- Cf. Christian Palloix, L'internationalisation du capital. Eléments critiques, Paris, Maspéro, 1975, p. 116.

i) Annuaire statistique:

***, Annuaire des statistiques du travail, Genève, Bureau International du Travail, OIT, 1967, 777 p.

***, Annuaire des statistiques du travail, Genève, Bureau International du Travail, OIT, 1978, 675 p.

***, Annuaire des statistiques du travail, Genève, Bureau International du Travail, OIT, 1979, 711 p.

***, Annuaire statistique 1978, New-York, Nations-Unies, E/F.79.XVII.1, 1979, 966 p.

***, Anuario Estadístico de America Latina 1978, Santiago, Chili, Comisión Económica para América Latina, Naciones Unidas, E/CEPAL/1086, 1979, 471 p.

ii) Textes portant sur la théorie de l'intégration régionale:

Allen, Robert L., "Integration in Less Developed Areas" in Kyklos, XIV (1961), pp. 315-336.

Axline, W. Andrew, "Political Theory and Regional Integration" in Caribbean Integration: The Politics of Regionalism, London, Francis Pinter, LTD, 1979, pp. 32-63.

Axline, W. Andrew and Lynn K. Mytelka, "Société multinationale et intégration régionale dans le Pacte Andin et dans la Communauté des Caraïbes" in Etudes internationales, VII, Juin 1976, pp. 163-92.

Balassa, Bela, The Theory of Economic Integration, London, George Allen & Unwin Ltd., 1973, 297 p.

Balassa, Bela & Stoutjesdyk, Ardy, "Economic Integration Among Developing Countries, in Journal of Common Market Studies, Vol. XIV, no. 1, Sept. 1975, pp. 37-55.

Behrman, Jack N., The Role of International Companies in Latin American Integration, Lexington Mass., Lexington Books, 1972, 185 p.

Brewster, Havelock, "Economic Dependence: A Quantitative Interpretation." in Social and Economic Studies, XXII, March 1973, pp. 90-95,

Brewster, Havelock, and Clive Y. Thomas, "Aspects of the Theory of Economic Integration." in Journal of Common Market Studies, Vol. VIII, no. 2, 1969, p.112.

Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (Genève), Problèmes actuels d'intégration économique, Répartition des avantages et des coûts dans l'intégration entre pays en voie de développement, New-York, Nations-Unies, TD/B394, 1973, 115 p.

Dell, Sidney, Trade Blocs and Common Markets, London, Constable, 1963, 293 p.

Felix, David, "The Political Economy of Regional Integration in Latin America", in Studies in Comparative International Development, Vol. V, no. 5, pp. 87-102.

Frank, Ander Gunder, "L'intégration économique en Amérique Latine" in Le développement du sous-développement, Paris, Maspéro, 1970, pp. 157-162.

Haas, Ernst B., "The Uniting of Europe and the Uniting of Latin America" in Journal of Common Market Studies, Vol. IX, no. 5, March 1970, pp. 252-282.

Haas, Ernst B. et Schmitter, Philippe, "Economics and Differential Patterns of Political Integration" in International Political Communities: an Anthology, New-York, Garden City, Doubleday, 1966, pp. 259-299.

Hansen, Roger D., "Regional Integration: Reflection on a Decade of Theoretical Efforts", in World Politics, XXI, January 1969, pp. 242-71.

Hazelwood, Arthur, Economic Integration: The East African Experience, London, Heinemann, 1975, 180 p.

Jaber, Tayseer A., "The Relevance of Traditional Integration Theory to Less Developed Countries" in Journal of Common Market Studies, Vol. IX, no. 3, March 1971, pp. 254-67.

Kahnert, F. et al., Intégration économique entre pays en voie de développement, Paris, OCDE, 1969, 151 p.

Lipsey, R.G., "The Theory of Customs Unions: Trade Diversion and Welfare" in Economica, New Jersey, No. 24, February 1957, pp. 40-46.

- Mikesell, Raymond F., "The Theory of Common Markets as Applied to Regional Arrangements Among Developing Countries" in International Trade Theory in a Developing World, Ed. by Roy Harrod and Douglas Hauge, New-York, St. Martino Press, 1963, pp. 205-29.
- Mytelka, Lynn K., "Regional Integration in the Third World: Some Internal Factors" in International Dimensions of Regional Integration in the Third World, Ottawa, University of Ottawa Press, 1975, pp. 15-34.
- Mytelka, Lynn K., "The Saliency of Gains in Third-World Integrative Systems" in World Politics, Vol. XXV, Jan. 1973, pp. 236-250.
- Pinder, John, "Positive Integration and Negative Integration" in The World Today, March 1968, pp. 88-110.
- Sloan, John W., "The Strategy of Development Regionalism: Benefits, Distribution, Obstacles and Capabilities", Journal of Common Market Studies, Vol. X, December 1971, pp. 138-62.
- Vaitsos, Constantine, "Crisis in Regional Economic Cooperation (Integration) Among Developing Countries: A Survey", in World Development, Vol. VI, no. 6, June 1978, pp. 719-70.
- Vaitsos, Constantine, "L'attitude et le rôle des entreprises transnationales dans le processus d'intégration économique dans les pays en voie de développement", in Revue Tiers-Monde, Vol. XIX, no. 74, Avril-Juin 1978, pp. 233-255.
- Vaitsos, Constantine, Regional Integration cum/versus Corporate Integration: A Review on the Motives, Conduct and Implications of Transnational Enterprises in Regional Economic Cooperation Processes Among Developing Countries, New-York, United Nations Center on Transnational Corporations, 1978, 181 p.
- ii) Textes portant sur le capital et la théorie de l'internationalisation du capital:
- Amin, Samir, L'accumulation à l'échelle mondiale t.1, Paris et Sfan Dakar, Editions Anthropos, U.G.E., coll. 10/18, 1970, 502 p.
- Herzog, Philippe, & Kebabdjan, Gérard, "L'internationalisation de la production et l'indépendance nationale", in Economie et politique, no. 237-238, avril-mai 1974, pp. 51-68.

Leucate, C., "Internationalisation du capital et impérialisme" in Critiques de l'économie politique, no. 20, 1974, pp. 12-44.

Lénine, V., "L'impérialisme, stade suprême du capitalisme" (1916) in Oeuvres, t.22, Paris *Editions Sociales, Moscou *Editions du Progrès, 1977, pp. 201-327.

Marx, Karl, Le capital, critique de l'économie politique, L. II, t.1, Paris, Editions Sociales, 1960, 326 p.

Marx, Karl, Le capital, critique de l'économie politique, L. II, t.2, Paris, Editions Sociales, 1953, 271 p.

Marx, Karl, Travail salarié et capital - Salaire, prix et profit, Paris, Editions Sociales, 1968, 126 p.

Michalet, Charles-Albert, Le capitalisme mondial, Paris, Presses Universitaires de France, coll. Economie en liberté, 1976, 233 p.

Palloix, Christian, L'économie mondiale capitaliste et les firmes multinationales, t.II, Paris, Maspéro, 1975, 328 p.

Palloix, C., Les firmes multinationales et le procès d'internationalisation, Paris, Maspéro, 1973, 189 p.

Palloix, C., "L'impérialisme et mode d'accumulation internationale du capital. Essai d'une approche du néo-impérialisme, Revue Tiers-Monde, Vol. XV, no. 57, Jan.-mars 1974, pp. 233-253.

Palloix, C., L'internationalisation du capital. Eléments critiques, Paris, Maspéro, 1975, 200 p.

Palloix, C., Procès de production et crise du capitalisme, Presses Universitaires de Grenoble, François Maspéro, 1977, 235 p.

Palloix, C., Travail & Production, Paris, Maspéro, 1978, 134 p.

Rowthorn, R., "Internationalisation du capital et pouvoir national d'Etat", Temps Modernes, no. 329, décembre 1973, pp. 964-997.

Salama, P., "Spécificités de l'internationalisation du capital en Amérique Latine", Revue Tiers-Monde, no. 74, 1978, pp. 259-298.

SIFI, "Internationalisation du capital et procès productif" in Cahiers d'économie politique, no. 1, 1974, pp. 4-116.

iii) Textes portant sur les régions de l'ANASE et le Pacte Andin, etc.

***, "Andean Automobile Talks Still in Bottom Gear" in Latin America Economic Report Vol. V, no. 30, 5 Aug. 1977, p. 117.

***, "Andean Chemical Fertilizers" in Latin America Economic Report Andean Times, Vol. II, no. 21, May 31, 1974, p. 81.

***, "Andean Group Plan Emergency Meeting" in Latin America Economic Report Andean Times, Vol. IV, no. 2, Friday 9, January 1976, p. 5.

***, "Andean Group Survivors Favour Foreign Capital" in Latin America Economic Report Andean Times, Vol. IV, no. 45, Nov. 19, 1976, p. 180.

***, "Andean Industrial Programme Delays" in Latin America Economic Report, Vol. IV, no. 43, Nov. 1, 1974, pp. 167-168.

***, "Andean Motor Plan Signed, Sealed but Not Delivered" in Latin America Economic Report, Vol. V, no. 37, 23 September 1977, pp. 149-150.

***, "Andean Petrochemicals" in Latin America Economic Report Andean Times, Vol. II, no. 20, May 24, 1974, pp. 78-79.

***, "ASEAN Economies" in Far Eastern Economic Review Asia Yearbook 1977, Hong-Kong, 1977, pp. 75-80.

***, "ASEAN Economies" in Far Eastern Economic Review Asia Yearbook 1978, Hong-Kong, 1978, pp. 70-74.

***, "ASEAN Economies" in Far Eastern Economic Review Asia Yearbook 1979, Hong-Kong, 1979, pp. 83-85.

***, "ASEAN: Enter the Japanese" in Far Eastern Economic Review, Vol. 97, no. 33, 19 Aug. 1977, pp. 20-27.

***, "ASEAN Heads Go Into a Huddle" in Far Eastern Economic Review, Vol. XCIV, No. 51, December 17, 1976, p. 31.

- ***, "ASEAN: Moving Forward Little by Little" in Far Eastern Economic Review, Vol. CII, no. 52, Dec. 29, 1978, p. 36.
- ***, "Avances en la ejecucion del programa automotor" in Integracion latinoamericana, No. 26, julio de 1978, p. 44.
- ***, "Bayer AG Cease Making of Perlon Silk by End of Next Year" in Wall Street Journal, Dec. 16, 1976, p. 40.
- ***, "Bolivian Industry Enters Andean Motor Market" in Latin America Economic Report, Vol. VI, no. 37, Sept. 1978, p. 293.
- ***, "Chile Gets Ready to Bow Out of the Andean Pact" in Latin America Economic Review, Vol. IV, No. 32, August 13, 1976, p. 125.
- ***, "Chrysler Pulls Out of Andes in Latin American Shake-up" in Latin America Economic Report, Vol. VI, no. 44, Nov. 10, 1978, p. 349.
- ***, "Decision 120 aprueba el programa automotriz" in Integracion latinoamericana, No. 18, octubre de 1977, pp. 54-56.
- ***, "Developments in Regional Cooperation" in Asian Development Bank Annual Report, 1978, pp. 15-16.
- ***, "Eleventh Hour Rescue For Andean Group" in Latin America Economic Report Andean Times, Vol. IV, no. 16, Friday 16, April 1976, p. 61.
- ***, "Foreign Investment in ASEAN: Regional Consciousness in ASEAN Is Leading to Growing Host-country Control Over Foreign Investment..." in Asian Business & Industry, 11, Dec. 1975, pp. 31-2.
- ***, "Fukuda Lines Up ASEAN Offerings" in Far Eastern Economic Review, Vol. 97, no. 30, July 29, 1977, p. 78.
- ***, "German Firm Develop a New Acrylic Fiber" in Wall Street Journal, November 23, 1976, p. 35.
- ***, "Grupo Andino: Programa automotriz: puesta en marcha" in Integracion latinoamericana, No. 20, diciembre de 1977, p. 29.
- ***, "Hard Bargaining at Andean Pact" in Latin America Economic Report, Vol. V, no. 7, Feb. 18, 1977, p. 27.

- ***, "Impact of ASEAN Integration Activity On Intraregional Trade", in Business Asia, Sept. 8, 1978, pp. 281-7.
- ***, Janes's Major Companies of Europe 1977, New-York, Jane's Yearbooks, Franklin Watts Inc., 1977, p. c137.
- ***, "Japan: Kawasaki Steel Leads the March Overseas" in Business Week, July 1976, p. 32 .
- ***, "Joint ASEAN Stand on EEC", in Far Eastern Economic Review, Vol. LXXXIV, Dec. 25, 1971, p. 33.
- ***, "Junta del Acuerdo de Cartagena: Evaluacion de la marcha del proceso de integracion" in Integracion latinoamericana, No. 5, agosto de 1976, pp. 64-76.
- ***, "Junta del Acuerdo de Cartagena, Evaluacion de la marcha del proceso de integracion" in Integracion latinoamericana, No. 6, setiembre de 1976, pp. 70-80.
- ***, "Los paises andinas abrobaron el nuevo programa sectorial de la industria metalmeccanica" in Integracion latinoamericana, No. 40, octubre de 1979, pp. 92-93.
- ***, "Marcos and Lee Call for Action" in Far Eastern Economic Review, Vol. XCV, No. 4, Jan. 1977, p. 7.
- ***, "Nuevos avances en el programa automotriz" in Integracion latinoamericana, No. 35, mayo 1979, pp. 41-42.
- ***, "Petrochemical Agreement Signed by Andean Group", in Latin American Economic Report, Vol. III, no. 35, Friday 5, sept. 1975, p. 137.
- ***, "Petrochemical Complex in Singapore Now Scheduled for Start-up in 1981, in Chemical Market Reporter, no.212, July 4, 1977, pp.3 & 28.
- ***, "Présence et politique économique japonaise en Asie du Sud-Est, France-Asie, no. 2, 1974, pp. 19-29.
- ***, "Rapport sur l'intégration économique latino-américaine" in Comercio Exterior de Mexico, Vol. XXV, no. 3, mars 1979, pp. 126-128.
- ***, "Southeast Asia: Five Nations Draw Closer to an Economic Linkup (Working Under the Umbrella of ASEAN)" in Business Week, S 25, 1978, p. 68.

***, "Sumitomo's Profits Drop" in Chemical Week, No. 109, Sept. 29, 1971, p. 21.

***, "Sumitomo Sights in on Singapore", in Chemical Week, No. 113, Aug. 15, 1973, pp. 26-27.

***, "Trade First for Lee" in Far Eastern Economic Review, Vol. XCI, No. 5, January 30, 1976, p. 11.

***, "Venezuelan Petrochemicals Undergoing Major Overhaul" in Latin America Economic Report, Vol. V, no. 26, July 8, 1977, p. 103.

***, "Venezuelans Unhappy About Andean Automobile Plan..." in Latin America Economic Report, Vol. V, no. 8, Feb. 25, 1977, p. 30.

A Correspondant, "ASEAN: New Dimensions", in Far Eastern Economic Review, Vol. LXXII, no. 48, Nov. 25, 1972, p. 24.

A Correspondent, "ASEAN's Unofficial Window" in Far Eastern Economic Review, Vol. XCVII, No. 32, August 12, 1977, p. 62.

Ali, S.M., "ASEAN: Inching Forward" in Far Eastern Economic Review, Vol. LXXII, No. 14, April 3, 1971, pp. 15-16.

Ann, L.S. "Singapore: Odd Man In, Out, or Ahead", Far Eastern Economic Review, Vol. XCVII, no. 32, Aug. 12, 1977, pp. 43-6.

Ariff, K.A., "... Dangers Involved in the Uncritical Application of the Trade Theory to the Association of Southeast Asian Nations", in Asian Economics, S 75, pp. 33-48.

Arndt, H.W., "ASEAN Industrial Projects" in Asia Pacific Community, No. 2, Fall 1978, pp. 115-128.

Arndt, H.W. and Garnaut, R., "ASEAN and the Industrialization of East Asia", Journal of Common Market Studies, Vol. XVII, No. 3, March 1979, pp. 191-212.

Avery, W.P., "Oil, Politics and Economic Policy-Making: Venezuela and the Andean Common Market" in International Organization, Vol. XXX, No. 4, Autumn 1976, pp. 541-571.

Avila, Marcelo, "Programacion de lá Industria metalmecanica en el Acuerdo de Cartagena" in Revista de la Integracion, No. 13, May 1973, pp. 193-232.

Awanohara, Susumu, "Mitsubishi Jumps on the Bandwagon" in Far Eastern Economic Review, Vol. XCVI, no. 26, June 10, 1977, p. 42.

Awanohara, Susumu, "No Promise of Long-Term Interest or Continuity" in Far Eastern Economic Review, Vol. XCIX, no. 10, March 10, 1978, pp. 53-55.

Barang, Marcel, "Le double visage de l'A.S.E.A.N." in Economiste Tiers-Monde, No. 22, Jan.-fév. 1978, pp. 47-50.

Bedeski, R. E., "ASEAN: The Road to Bali and Beyond" in International Perspectives, Nov.-Dec. 1976, pp. 12-18.

Butwell, Richard, "A New Link Forged", in Far Eastern Economic Review, Vol. LXXVII, July 8, 1972, pp. 29-30.

Cardenas Z., Manuel José & Hernan Puyo Falla, "Características del programa sectorial de la industria automotriz" in Integración latinoamericana, No. 22, marzo de 1978, pp. 26-32.

Centre de la planification... (Département des affaires économiques et sociales internationales du Secrétariat de l'O.N.U.), "Les caractéristiques de la coopération économique entre pays en voie de développement" in Journal de la planification du développement, No. 13, 1978, 66 p.

Chan Heng Chee, "Southeast Asia 1976: The Handling of Contradictions", in Southeast Asian Affairs, Singapore, Institute of Southeast Asia Studies, 1977, pp. 3-21.

Collectif, "Economic Co-operation Among Membre Countries of the Association of South East Asian Nations: Report of a United Nations Team", in Journal of Development Planning, No. 7, 1974, pp. 1-261.

Conseil Economique et Social (ONU), Les sociétés transnationales dans le développement mondial: un réexamen, New-York, Nations Unies, E/C.10/78, 1978, 371 p.

Das, K., "Hussein Talks ASEAN", in Far Eastern Economic Review, Vol. XCI, No. 7, Feb. 13, 1976, p. 11.

Das, K., "Not Becoming 'Ugly' Again" in Far Eastern Economic Review, Vol. XCIX, No. 10, March 10, 1978, pp. 57-59.

Das, K., "Will ASEAN adopt OPEC Way to Achieve its Ends?" in Far Eastern Economic Review, Vol. CIII, No. 12, March 23, 1979, p. 57.

- Davies, Derek, "Full Steam Ahead Pledge to Southeast Asia", in Far Eastern Economic Review, Vol. XCIX, No. 2, January 1978, p. 9.
- Davies, Derek, "Japan's Top Four Engine Drivers Speak" in Far Eastern Economic Review, Vol. XCIX, No. 10, March 1978, pp. 31-36.
- de Koninck, Rodolphe et Comtois, Claude, "L'accélération de l'intégration du commerce extérieur des pays de l'ASEAN au marché mondial" in Etudes Internationales, Vol. XI, No. 1, Mars 1980, pp. 43-63.
- Drummond, S. "ASEAN: The Growth of An Economic Dimension", The World Today, Vol. XXXV, No. 1, Jan. 1979, pp. 31-9.
- Facts on File, Vol. XXXV, No. 1819, Sept. 20, 1975, p. 694
- Fernandez, R.A., Ocampo, J.F., "The Andean Pact and State Capitalism in Colombia" in Latin American Perspectives, Vol. II, No. 3, Fall, 1975, pp. 19-35.
- Ferris, E.G. "National Political Support for Regional Integration: The Andean Pact", in International Organization, Vol. XXXIII, no. 1, Winter, 1979, pp. 83-104.
- Ffrench-Davis, R., "The Andean Pact: A Model of Economic Integration for Developing Countries" in World Development, Vol. V, No. 1-2, Jan.-Feb., 1977, pp. 137-53.
- Fontaine, Roger W. The Andean Pact: A Political Analysis, The Washington Papers, vol. V, no. 45, Beverly Hills, London, Sage, 1978, 72.p.
- Frost, Frank, "Political Issues in Australian-ASEAN Relations" in Asia Pacific Community, No. 7, Winter 1980, pp. 119-147.
- Fullmer, R.G., "The Andean Common Market" pp. 1-99 (blue paper) in The Andean Pact: Definition, Design, and Analysis, New-York, Council of the Americas, November 1973.
- Gana, E., La programacion metalmeccanica del Acuerdo de Cartagena y las Empresas Transnacionales, CEPAL/DIDE/ E I, Version preliminar/164, diciembre de 1976.
- Goldstone, Anthony, "ASEAN, the Importance of Economic Accord", in Far Eastern Economic Review, Vol. LXXXIV, No. 20, May 20, 1974, p. 16.

- Hainsworth, G.D., "ASEAN and a Positive Strategy of Foreign Investment," Pacific Affairs, Vol. 52, No. 1, Jan. 1979, pp. 152-3.
- Hanish, Roelf, "The Long Road to Regional Cooperation" in Intereconomics, Jan.-Feb. 1978, pp. 38-43.
- Hill, H.M., "Community Formation within ASEAN" in International Organization, Vol. 32, No. 2, Spring 1978, pp. 569-75.
- Hirono, Ryokichi, "Toward Increased Intra-ASEAN Economic Cooperation" in Asia Pacific Community, No. 3, Winter 1978-1979, pp. 92-118.
- Ho Kwon Ping, "ASEAN: Lee Takes a Softer Line" in Far Eastern Economic Review, Vol. XCI, No. 13, March 1976, pp. 27-28.
- Ho Kwon Ping, "Lee Prepares to Barter", in Far Eastern Economic Review, Vol. XCI, No. 9, Feb. 27, 1976, pp. 24-25.
- Hunsberger, Warren S., et al, "Economic Cooperation / Integration in the A.S.P.A.C. and A.S.E.A.N. Areas" in Asia Quaterly, No. 2, 1979, pp. 121-146.
- Indorf, Han H., "The Kuala Lumpur Summit: A Second for ASEAN", in Southeast Asian Affairs 1978, Singapore, Institute of Southeast Asian Studies, Heineman Educational Books (Asia) Ltd., pp. 35-44.
- Jenkins, David, "Taking on ASEAN as a Unit" in Far Eastern Economic Review, Vol. XCVI, No. 14, April 8, 1977, p. 128.
- Jenkins, David, "The Cost of Concord with ASEAN", in Far Eastern Economic Review, Vol. XCV, No. 11, March 18, 1977, p. 15.
- Jorgensen-Dahl, Arfinn, "ASEAN 1967-1976: Development or Stagnation?" in Pacific Community, Vol. VII, No. 4, July 1976, pp. 517-535.
- Kakkar, A.N., "ASEAN: The Bali Meet and Future Prospects" in Foreign Affairs Reports, Vol. XXV, No. 6, June 1976, pp. 81-94.
- Kay, Bong H., "Regional Integration in Asia and Foreign Investment Policies" in International Dimensions of Regional Integration in the Third World, Ottawa, University of Ottawa Press, 1975, pp. 113-132.

- Kearns, K.C., "The Andean Common Market: A New Thrust at Economic Integration in Latin America" in Journal of Inter-American Studies, Vol. XIV, No. 2, May 1972, pp. 225-50.
- Keesing's Contemporary Archives, Vol. XXIII, Sept. 9, 1977, pp. 28547-28548.
- Lau, Teik Soon, "ASEAN and the Bali Summit" in Pacific Community, Vol. VII, no. 4, July 1976, pp. 536-550.
- Leifer, Michael, "The ASEAN States: No Common Outlook" in International Affairs, London, No. 49, October 1973, pp. 600-7.
- Lim Chong-Yah, "ASEAN's Package Deal Industrial Projects" in Asia Pacific Community, No. 2, Fall 1978, pp. 129-139.
- Manglapus, Raul S., Japan in Southeast Asia: Collision Course, New-York, Carnegie Endowment for International Peace, 1976, 134 p.
- (Middlebrook, K.J. "Regional Organizations and Andean Economic Integration 1969-75", in Journal of Common Market Studies, Vol. XVII, no. 1, Sept. 1978, pp. 62-83.
- Morawetz, David, The Andean Group: A Case Study in Economic Integration Among Developing Countries, Cambridge, The MIT Press, 1974, 171 p.
- Mytelka, L.K., "Licensing and Technology Dependence in the Andean Group", in World Development, Vol. VI, no. 4, April 1978, pp. 447-60.
- Mytelka, L.K., Regional Development in a Global Economy: The Multinational Corporation, Technology and Andean Integration, New-Haven & London, Yale University Press, 1979, 192 p.
- Melchor, Alyandro Jr., "Assessing ASEAN's Viability in a Changing World" in Asian Survey, Vol. XVIII, no. 4, April 1978, pp. 422-434.
- Naya, Seiji, "Japan's Role in ASEAN Economic Development" in Asia Pacific Community, No. 1, Summer 1978, pp. 34-42.
- Pagador, Luis Barandarian, "Los futuros programas sectoriales des Grupo Andino" in Integracion latinoamericana, No. 27, agosto de 1978, pp. 32-41.

Parkinson, F., "Power and Planning in the Andean Group", in The World Today, Vol. XXIX, No. 12, December, 1973, pp. 527-36.

Pate, John R., "New Joint Ventures Approaches and a Review of Competitive Forces Within ANCOM: Activities of Non-U.S. Companies and Governments in Peru", blue paper pp. 8-10 in The Andean Pact: Definition, Design and Analysis, New-York, Council of the Americas, 1973.

Peiris, Denzil, "Diversions on the Road to a Summit", in Far Eastern Economic Review, Vol. XCI, No. 6, Feb. 6, 1976, p. 18.

Richardson, Michael, "ASEAN Studies the Signposts" in Far Eastern Economic Review, Vol. CI, No. 27, July 7, 1978, pp. 47-49.

Rowley, Anthony, "ASEAN Takes the Cue" in Far Eastern Economic Review, Vol. 97, No. 33, Aug. 19, 1977, pp. 27-29.

Rowley, Anthony, "Barriers Put ASEAN on Defensive" in Far Eastern Economic Review, Vol. XCVI, July 8, 1977, pp. 55-56.

Sacerdoti, Guy, "ASEAN's Private Arrangements", in Far Eastern Economic Review, Vol. CII, No. 49, Dec. 8, 1978, pp. 47-48.

Salgado, Germanico, "Integration économique des pays en voie de développement..." in Journal de la planification et du développement, No. 8, 1975, pp. 189-219.

Salgado, Germanico, "The Andean Group: Building an Economic Union" in International Dimensions of Regional Integration in the Third World, Ottawa, Ed. de l'Université d'Ottawa, 1975, pp. 96-110.

Samah, Datuk Hamzah Abu, "The Concept of ASEAN Co-operation in Regional Industrialisation" in Foreign Affairs Malaysia, Vol. IX, no. 2, June 1976, pp. 44-47.

Seah, Chee-Meow & Linda Seah, "Japan ASEAN Relations: New Perspectives in an Old Theme", in Pacific Community, Vol. IX, No. 1, October 1977, pp. 96-114.

Senkuttuvan, Arun, "An Industry Blueprint for ASEAN" in Far Eastern Economic Review, Vol. XCI, no. 12, March 19, 1976, pp. 65-67.

- Senkuttuvan, Arun, "ASEAN Plans for the Steel Age", in Far Eastern Economic Review, Vol. XCI, No. 13, March 26, 1976, p. 50.
- Shee Poon-Kim, "A Decade of ASEAN, 1967-1977" in Asian Survey, Vol. XVII, no. 8, Aug, 1977, pp. 753-770.
- Shinohara, Miyoei, The Japanese Economy and Southeast Asia in the New International Context, IDE Occasional Papers Series, No. 15, Tokyo, Institute of Developing Economies, 1977, 97 p.
- Sinha, R.P., "Japanese Foreign Investment" in The World Today, April 1975, pp. 141-152.
- Solidum, Estrella D., The Nature of Cooperation Among the ASEAN States as Perceived Through Elite Attitudes-A Factor for Regionalism, Ph.d. dissertation, University of Kentucky, Lexington, Kentucky, 1970, vi-316 pp.
- Solidum, Estrella D., Towards a Southeast Asian Community, Quezon City, Philippines, University of Philippines Press, 1974, 267 p.
- Stockwin, Harvey, "Full Steam for Bali", in Far Eastern Economic Review, Vol. XCI, no. 5, Jan. 30, 1976, p. 11.
- Stockwin, Harvey, "Japan: The Missing Link in ASEAN's Blueprint" in Far Eastern Economic Review, Vol. XCII, No. 18, April 30, 1976, pp. 43-48.
- Subhan, Malcolm, "ASEAN-EEC Relations", Southeast Asian Affairs, 1977, pp. 49-63.
- Subhan, Malcolm, "ASEAN Shows a United Front" in Far Eastern Economic Review, Vol. XCVI, No. 16, April 22, 1977, p. 64.
- Subhan, Malcolm, "The Five Count on the Nine" in Far Eastern Economic Review, Vol. CII, No. 47, Nov. 24, 1978, pp. 47-48.
- Suzuki, Nagatoshi, Asian Economic Development and Export-Oriented Industrialization: With Reference to Southeast Asia, IDE Special Paper, No. 4, Tokyo, Institute of Developing Economies, 1976, 29 p.
- Sy Cip, David, "Heart-to-heart Must Mean Pocket-to-Pocket Also", in Far Eastern Economic Review, Vol. XCIX, No. 10, March 10, 1978, pp. 67-68.

- Tasker, Rodney, "A Salvage Job for ASEAN", Far Eastern Economic Review, Vol. XCIX, no. 11, March 17, 1978, p. 44.
- Tasker, Rodney, "ASEAN Economics the Key to Success" in Far Eastern Economic Review, Vol. XCV, No. 7, Feb. 18, 1977, p. 28.
- Tasker, Rodney, "Fukuda and the ASEAN Embroglio" in Far Eastern Economic Review, Vol. XCVI, no. 16, April 22, 1977, p. 28.
- Tasker, Rodney, "Reinforcing Ties With ASEAN", Far Eastern Economic Review, Vol. 97, no. 39, Sept. 1977, pp. 128-129.
- Tasker, Rodney, "Rhetoric Gives Way to Reality" in Far Eastern Economic Review, Vol. C, no. 24, June 16, 1978, p. 65.
- Tasker, Rodney, "Seeking a Sense of Direction" in Far Eastern Economic Review, Vol. C, no. 23, June 9 1978, pp. 29-30.
- Tasker, Rodney, "The Ugly Japanese Image Is Still Very Real", in Far Eastern Economic Review, Vol. CIII, no. 12, March 23, 1979, p. 44.
- Valeiras, Juan Antonio, "Posibilidades de complementacion en la industria latinoamericana de maquinas-herramientas" in Integracion latinoamericana, No. 26, julio de 1978, pp. 20-29.
- Vargas-Hidalgo, R. "La crisis del Pacto Andino" in Revista de politica internacional, No. 151, mayo-junio 1977, pp. 101-112.
- Vargas-Hidalgo, R., "The Crisis of the Andean Pact: Lessons for Integration Among Developing Countries", in Journal of Common Market Studies, Vol. XVII, No. 3, March 1979, pp. 213-26.
- Vaupel, J.W. and Curhan, J.P. The World's Multinational Enterprises, Boston, Harvard Graduate School of Business Administration, 1973.
- Weinstein, Franklin, "Multinational Corporations and the Third World: The Case of Japan and Southeast Asia" in International Organization, No. 30, Summer 1976, pp. 373-404.

Weintraub, Peter, "Singapore Speeds Ahead of ASEAN" in Far Eastern Economic Review, Vol. CII, No. 42, Oct. 20, 1978, p. 61.

Wilson, D., "Economic Co-operation Within ASEAN", in Pacific Community, Vol. V., No. 1, Oct. 1973, pp. 80-96.

Wilson, D., "No Will, No Way", in Far Eastern Economic Review, Vol. LXXX, No. 24, June 18, 1973, pp. 49-52.

Wong, John, ASEAN Economies in Perspective: A Comparative Study of Indonesia, Malaysia, the Philippines, Singapore, and Thailand, Philadelphia, A publication of the Institute for the Study of Human Issues, 1979, 217 p.

Yano, Tory, "US Inertia and the High Expectations of Japan" in Far Eastern Economic Review, Vol. XCIX, No. 10, March 10, 1978, pp. 36-40.

Yoshino, M.Y., Japan's Multinational Enterprises, Cambridge, Massachusetts, Harvard University Press, 1976, 191 p.

RESUME DE LA THESE INTITULEE: L'INTEGRATION REGIONALE, L'INTERNATIONALISATION DU CAPITAL, ET LA PROGRAMMATION SECTORIELLE: UNE ETUDE COMPARATIVE DES EXPERIENCES DE L'ASSOCIATION DES NATIONS DE L'ASIE DU SUD-EST(ANASE) ET DU GROUPE ANDIN.

par

MARC LAROCHELLE, B.A.

La thèse vise à faire une synthèse critique entre les concepts d'internationalisation du capital, d'intégration régionale, et de programmation sectorielle, par le biais d'une étude comparative des expériences de l'Association des Nations de l'Asie du Sud-Est et du Groupe Andin en ces domaines.

Grâce aux schémas de Christian Palloix sur l'internationalisation du capital et sur le mode d'organisation capitaliste de la production, nous tenterons de mettre en lumière les intérêts économiques sous-jacents aux intérêts politiques, lesquels parfois divergent des objectifs visés par l'intégration régionale. Nous analyserons également ces prises de positions politiques concernant l'intégration régionale, grâce à une étude des diverses stratégies industrielles capitalistes caractérisant habituellement une intégration régionale, à savoir l'import-substitution, etc.

L'hypothèse générale se formulera comme suit:
l'élimination de la dépendance par l'intégration régionale de la production est factice car les cohérences sectorielles des pays membres de la région, lesquelles sont nécessaires à la production et à la reproduction autonomes du capital dans les sections productives caractérisant la coopération industrielle, ou la programmation sectorielle, dépendent moins d'une intégration régionale "dirigiste" que de l'internationalisation du capital et de ses procès de valorisa-

tion. A la démonstration de cette hypothèse se rattachera évidemment l'explication de quatre points, à savoir 1) que la coopération industrielle régionale répond aux besoins spécifiques caractérisant les exigences de mise en valeur du capital internationalisé provenant des formations sociales hégémoniques; 2) que le capital internationalisé dispose encore d'une série de contrôles internationalisés importants, même dans le cas d'une intégration régionale "dirigiste"; 3) que le caractère factice de la cohérence sectorielle de la programmation sectorielle et de la coopération industrielle peut être montré, et 4) que les branches internationalisées cherchent un élargissement de l'exploitation capitaliste de la force de travail, notamment au niveau d'un élargissement de la plus-value.

Notre conclusion confirmera l'hypothèse, tout en faisant une comparaison des résultats rendant compte des spécificités des régions intégrées.